



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CONSTITUTION
DE LA QUATRIEME REPUBLIQUE



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CONSTITUTION DE LA QUATRIEME REPUBLIQUE DE MADAGASCAR REFERENDUM LE 17 NOVEMBRE 2010

PRÉAMBULE

Le Peuple malagasy souverain,

Affirmant sa croyance à Andriamanitra Andriananahary,

Résolu à promouvoir et à développer son héritage de société vivant en harmonie et respectueuse de l'altérité, de la richesse et du dynamisme de ses valeurs culturelles et spirituelles à travers le « fanahymaha-olona »,

Convaincu de la nécessité pour la société malagasy de retrouver son originalité, son authenticité et sa malgachéité, et de s'inscrire dans la modernité du millénaire tout en conservant ses valeurs et principes fondamentaux traditionnels basés sur le fanahy malagasy qui comprend « ny fitiavana, ny fihavanana, ny fifanajàna, ny fitandroana ny aina », et privilégiant un cadre de vie permettant un « vivre ensemble » sans distinction de région, d'origine, d'ethnie, de religion, d'opinion politique, ni de sexe,

Conscient qu'il est indispensable de mettre en œuvre un processus permanent de réconciliation nationale,

Convaincu que le Fokonolona, organisé en Fokontany, constitue un cadre de vie, d'émancipation, d'échange et de concertation participative des citoyens,

Persuadé de l'importance exceptionnelle des richesses de la faune, de la flore et des ressources minières à fortes spécificités dont la nature a doté Madagascar et qu'il importe de préserver pour les générations futures,

Constatant que le non-respect de la Constitution ou sa révision en vue de renforcer le pouvoir des gouvernants au détriment des intérêts de la population sont les causes des crises cycliques,

Considérant la situation géopolitique de Madagascar et sa participation volontariste dans le concert des nations, et le pays faisant siennes, notamment :

- *La Charte internationale des droits de l'homme ;*
- *Les Conventions relatives aux droits de l'enfant, aux droits de la femme, à la protection de l'environnement, aux droits sociaux, économiques, civils et culturels,*
- *Les Conventions sur les droits de la femme ;*

Considérant que l'épanouissement de la personnalité et de l'identité de tout Malagasy est le facteur essentiel du développement durable et intégré dont les conditions sont :

- la préservation de la paix, la pratique de la solidarité et le devoir de préservation de l'unité nationale dans la mise en œuvre d'une politique de développement équilibré et harmonieux ;
- le respect et la protection des libertés et droits fondamentaux ;
- l'instauration d'un État de droit en vertu duquel les gouvernants et les gouvernés sont soumis aux mêmes normes juridiques, sous le contrôle d'une Justice indépendante ;
- l'élimination de toutes les formes d'injustice, de corruption, d'inégalités et de discrimination ;
- la gestion rationnelle et équitable des ressources naturelles pour les besoins du développement de l'être humain ;
- la bonne gouvernance dans la conduite des affaires publiques, grâce à la transparence dans la gestion et la responsabilisation des dépositaires de la puissance publique ;
- la séparation et l'équilibre des pouvoirs exercés à travers les procédés démocratiques ;
- la mise en œuvre de la décentralisation effective, par l'octroi de la plus large autonomie aux collectivités décentralisées tant au niveau des compétences que des moyens financiers ;
- la préservation de la sécurité humaine.

Déclare :

TITRE PREMIER DES PRINCIPES FONDAMENTAUX

Article 1.- Le peuple Malagasy constitue une Nation organisée en Etat souverain, unitaire, républicain et laïc.

Cet Etat porte le nom de « République de Madagascar ».

La démocratie et le principe de l'Etat de droit constituent le fondement de la République. Sa souveraineté s'exerce dans les limites de son territoire.

Nul ne peut porter atteinte à l'intégrité territoriale de la République.

Le territoire national est inaliénable.

Les modalités et les conditions relatives à la vente de terrain et au bail emphytéotique au profit des étrangers sont déterminées par la loi.

Article 2.- L'Etat affirme sa neutralité à l'égard des différentes religions.

La laïcité de la République repose sur le principe de la séparation des affaires de l'Etat et des ses institutions religieuses et de leurs représentants.

L'Etat et les institutions religieuses s'interdisent toute immixtion dans leurs domaines respectifs.

Aucun Chef d'Institution ni membre de Gouvernement ne peuvent faire partie des instances dirigeantes d'une Institution religieuse, sous peine d'être déchu par la Haute Cour Constitutionnelle ou d'être démis d'office de son mandat ou de sa fonction.

Article 3.- La République de Madagascar est un Etat reposant sur un système de Collectivités Territoriales Décentralisées composées de Communes, de Régions et des Provinces dont les compétences et les principes d'autonomie administrative et financière sont garantis par la Constitution et définis par la Loi.

Article 4.- La République de Madagascar a pour devise : « *Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana* ».

Son emblème national est le drapeau tricolore blanc, rouge, vert, composé de trois bandes rectangulaires d'égales dimensions, la première verticale de couleur blanche du côté de la hampe, les deux autres horizontales, la supérieure rouge et l'inférieure verte.

La langue nationale est le malagasy.

L'hymne national est « Ry Tanindrazanay malala ô ».

Article 5.- La souveraineté appartient au peuple, source de tout pouvoir, qui l'exerce par ses représentants élus au suffrage universel direct ou indirect, ou par la voie du referendum. Aucune fraction du peuple, ni aucun individu ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté. L'organisation et la gestion de toutes les opérations électorales relèvent de la compétence d'une structure nationale indépendante.

La loi organise les modalités de fonctionnement de ladite structure. Sont électeurs dans les conditions déterminées par la loi tous les nationaux des deux sexes jouissant de l'exercice de leurs droits civils et politiques. La qualité d'électeur ne se perd que par une décision de justice devenue définitive.

Article 6.- La loi est l'expression de la volonté générale. Elle est la même pour tous, qu'elle protège, qu'elle oblige ou qu'elle punisse.

Tous les individus sont égaux en droit et jouissent des mêmes libertés fondamentales protégées par la loi, sans discrimination fondée sur le sexe, le degré d'instruction, la fortune, l'origine, la croyance religieuse ou l'opinion.

La loi favorise l'égal accès et la participation des femmes et des hommes aux emplois publics et aux fonctions dans le domaine de la vie politique, économique et sociale.

TITRE II

DES LIBERTES, DES DROITS ET DES DEVOIRS DES CITOYENS

SOUS-TITRE PREMIER

ET DES DROITS ET DES DEVOIRS CIVILS ET POLITIQUES

Article 7.- Les droits individuels et les libertés fondamentales sont garantis par la Constitution et leur exercice est organisé par la loi.

Article 8.- Le droit de toute personne à la vie est protégé par la Loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement. La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendue absolument nécessaire pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale.

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

Article 9.- Toute personne a droit à la liberté et ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire.

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégale a droit à réparation.

Article 10.- Les libertés d'opinion et d'expression, de communication, de presse, d'association, de réunion, de circulation, de conscience et de religion sont garanties à tous et ne peuvent être limitées que par le respect des libertés et droits d'autrui, et par l'impératif de sauvegarde de l'ordre public, de la dignité nationale et de la sécurité de l'Etat.

Article 11.- Tout individu a droit à l'information. L'information sous toutes ses formes n'est soumise à aucune contrainte préalable, sauf celle portant atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

La liberté d'information, quel que soit le support, est un droit. L'exercice de ce droit comporte des devoirs et des responsabilités, et est soumise à certaines formalités, conditions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique.

Toute forme de censure est interdite.

L'exercice de la profession de journaliste est organisé par la loi.

Article 12.- Tout ressortissant malagasy a le droit de quitter le territoire national et d'y rentrer dans les conditions fixées par la loi.

Tout individu a le droit de circuler et de s'établir librement sur tout le territoire de la République dans le respect des droits d'autrui et des prescriptions de la loi.

Article 13.- Tout individu est assuré de l'inviolabilité de sa personne, de son domicile et du secret de sa correspondance.

Nulle perquisition ne peut avoir lieu qu'en vertu de la loi et sur ordre écrit de l'autorité judiciaire compétente, hormis le cas de flagrant délit.

Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi promulguée et publiée antérieurement à la commission de l'acte punissable.

Nul ne peut être puni deux fois pour le même fait.

La loi assure à tous le droit de se faire rendre justice, et l'insuffisance des ressources ne saurait y faire obstacle.

L'Etat garantit la plénitude et l'inviolabilité des droits à la défense devant toutes les juridictions et à tous les stades de la procédure, y compris celui de l'enquête préliminaire, au niveau de la police judiciaire ou du parquet.

Toute pression morale et/ou toute brutalité physique pour appréhender une personne ou la maintenir en détention sont interdites.

Tout prévenu ou accusé a droit à la présomption d'innocence jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par une décision de justice devenue définitive ;

La prévention préventive est une exception.

Article 14.- Toute personne a le droit de constituer librement des associations sous réserve de se conformer à la loi.

Ce même droit est reconnu pour la création de partis politiques. Les conditions de leur création sont déterminées par une loi sur les partis politiques et leur financement.

Sont interdits les associations et les partis politiques qui mettent en cause l'unité de la Nation et les principes républicains, et qui prônent le totalitarisme ou le ségrégationnisme à caractère ethnique, tribal ou confessionnel.

Les partis et organisations politiques concourent à l'expression du suffrage.

La Constitution garantit le droit d'opposition démocratique.

Après chaque élection législative, les groupes politiques d'opposition désignent un chef de l'opposition. A défaut d'accord, le chef du groupe politique d'opposition ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages exprimés lors du vote est considéré comme chef de l'opposition officiel.

Article 15.- Tout citoyen a le droit de se porter candidat aux élections prévues par la présente Constitution, sous réserve des conditions fixées par la loi.

Article 16.- Dans l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente Constitution, tout individu est tenu au devoir de respect de la Constitution, des Institutions, des lois et règlements de la République.

SOUS-TITRE II DES DROITS ET DES DEVOIRS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Article 17.- L'Etat protège et garantit l'exercice des droits qui assurent à l'individu son intégrité et la dignité de sa personne, son plein épanouissement physique, intellectuel et moral.

Article 18.- Le Service National légal est un devoir d'honneur. Son accomplissement ne porte pas atteinte à la position de travail du citoyen ni à l'exercice des droits politiques du citoyen.

Article 19.- L'Etat reconnaît et organise pour tout individu le droit à la protection de la santé dès sa conception par l'organisation des soins publics gratuits, dont la gratuité résulte de la capacité de la solidarité nationale.

Article 20.- La famille, élément naturel et fondamental de la société, est protégée par l'Etat. Tout individu a le droit de fonder une famille et de transmettre en héritage ses biens personnels.

Article 21.- L'Etat assure la protection de la famille pour son libre épanouissement ainsi que celle de la mère et de l'enfant par une législation et des institutions sociales appropriées.

Article 22.- L'Etat s'engage à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer le développement intellectuel de tout individu sans autre limitation que les aptitudes de chacun.

Article 23.- Tout enfant a droit à l'instruction et à l'éducation sous la responsabilité des parents dans le respect de leur liberté de choix.

L'Etat s'engage à développer la formation professionnelle.

Article 24.- L'Etat organise un enseignement public, gratuit et accessible à tous. L'enseignement primaire est obligatoire pour tous.

Article 25.- L'Etat reconnaît le droit à l'enseignement privé et garantit cette liberté d'enseignement sous réserve d'équivalence des conditions d'enseignement en matière d'hygiène, de moralité et de niveau de formation fixées par la loi.

Ces établissements d'enseignement privé sont soumis à un régime fiscal dans les conditions fixées par la loi.

Article 26.- Tout individu a le droit de participer à la vie culturelle de la communauté, au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

L'Etat assure, avec le concours des Collectivités territoriales décentralisées, la promotion et la protection du patrimoine culturel national ainsi que de la production scientifique, littéraire et artistique.

L'Etat, avec le concours des Collectivités territoriales décentralisées, garantit le droit de propriété intellectuelle.

Article 27.- Le travail et la formation professionnelle sont, pour tout citoyen, un droit et un devoir. L'accès aux fonctions publiques est ouvert à tout citoyen sans autres conditions que celles de la capacité et des aptitudes.

Toutefois, le recrutement dans la fonction publique peut être assorti de contingentement par circonscription pendant une période dont la durée et les modalités seront déterminées par la loi.

Article 28.- Nul ne peut être lésé dans son travail ou dans son emploi en raison du sexe, de l'âge, de la religion, des opinions, des origines, de l'appartenance à une organisation syndicale ou des convictions politiques.

Article 29.- Tout citoyen a droit à une juste rémunération de son travail lui assurant, ainsi qu'à sa famille, une existence conforme à la dignité humaine.

Article 30.- L'Etat s'efforce de subvenir aux besoins de tout citoyen qui, en raison de son âge ou de son inaptitude physique ou mentale, se trouve dans l'incapacité de travailler, notamment par l'intervention d'institutions ou d'organismes à caractère social.

Article 31.- L'Etat reconnaît le droit de tout travailleur de défendre ses intérêts par l'action syndicale et en particulier par la liberté de fonder un syndicat. L'adhésion à un syndicat est libre.

Article 32.- Tout travailleur a le droit de participer, notamment par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination des règles et des conditions de travail.

Article 33.- Le droit de grève est reconnu sans qu'il puisse être porté préjudice à la continuité du service public ni aux intérêts fondamentaux de la Nation.

Les autres conditions d'exercice de ce droit sont fixées par la loi.

Article 34.- L'Etat garantit le droit à la propriété individuelle. Nul ne peut en être privé sauf par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique et moyennant juste et préalable indemnité.

L'Etat assure la facilité d'accès à la propriété foncière à travers des dispositifs juridiques et institutionnels appropriés et d'une gestion transparente des informations foncières.

Article 35.- L'Etat facilite l'accès au logement à travers des mécanismes de financement appropriés.

Article 36.- La participation de chaque citoyen aux dépenses publiques doit être progressive et calculée en fonction de sa capacité contributive.

Article 37.- L'Etat garantit la liberté d'entreprise dans la limite du respect de l'intérêt général, de l'ordre public, des bonnes mœurs et de l'environnement.

Article 38.- L'Etat garantit la sécurité des capitaux et des investissements.

Article 39.- L'Etat garantit la neutralité politique de l'Administration, des Forces Armées, de la Justice, de la Police, de l'Enseignement et de l'Education.

Il organise l'Administration afin d'éviter tout acte de gaspillage et de détournement des fonds publics à des fins personnelles ou politiques.

TITRE III DE L'ORGANISATION DE L'ETAT

Article 40.- Les institutions de l'Etat sont :

- ▶ le Président de la République et le Gouvernement ;
- ▶ l'Assemblée nationale et le Sénat ;
- ▶ la Haute Cour Constitutionnelle.
- ▶ La Cour Suprême, les Cours d'Appel et les juridictions qui leur sont rattachées ainsi que la Haute Cour de Justice exercent la fonction juridictionnelle.

Article 41.- La loi détermine le montant, les conditions et les modalités d'attribution des indemnités allouées aux personnalités appelées à exercer un mandat, à accomplir des fonctions ou à effectuer des missions au sein des Institutions prévues par la présente Constitution.

Préalablement à l'accomplissement de fonctions ou de missions et à l'exercice d'un mandat, toutes les personnalités visées au précédent alinéa déposent auprès de la Haute Cour Constitutionnelle une déclaration de patrimoine.

A l'exception de ses droits et sous peine de déchéance, aucune des personnalités visées à l'article 40 ne peut accepter d'une personne physique ou morale, étrangère ou nationale, des émoluments ou rétributions dans le cadre de ses fonctions.

La loi fixe les modalités d'applications de ces dispositions, notamment en ce qui concerne la détermination des droits, des émoluments et des rétributions ainsi que la procédure de déchéance.

Article 42.- Les fonctions au service des institutions de l'Etat ne peuvent constituer une source d'enrichissement illicite ni un moyen de servir des intérêts privés.

Article 43.- Le Haut Conseil pour la défense de la démocratie et de l'Etat de droit est chargé d'observer le respect de l'éthique du pouvoir, de la démocratie et du respect de l'Etat de droit, de contrôler la promotion et la protection des droits de l'homme.

Les modalités relatives à l'organisation et au fonctionnement de ce Comité sont fixées par la loi.

SOUS-TITRE PREMIER DE L'EXECUTIF

Article 44.- La fonction exécutive est exercée par le Président de la République et le Gouvernement.

CHAPITRE PREMIER DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Article 45.- Le Président de la République est le Chef de l'Etat. Il est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois.

Il est le garant, par son arbitrage, du fonctionnement régulier des pouvoirs publics, de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale. Il veille à la sauvegarde et au respect de la souveraineté nationale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il est le garant de l'Unité nationale.

Le Président de la République assure ces missions dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente Constitution.

Article 46.- Tout candidat aux fonctions de Président de la République doit être de nationalité malagasy, jouir de ses droits civils et politiques, avoir au moins trente cinq ans à la date de clôture du dépôt des candidatures, résider sur le territoire de la République de Madagascar depuis au moins six mois avant le jour de la date limite fixée pour le dépôt des candidatures.

Le Président de la République en exercice qui se porte candidat aux élections présidentielles démissionne de son poste soixante jours avant la date du scrutin présidentiel. Dans ce cas, le Président du Sénat exerce les attributions présidentielles courantes jusqu'à l'investiture du nouveau Président.

Dans le cas où le Président du Sénat lui-même se porte candidat, les fonctions de Chef de l'Etat sont exercées par le Gouvernement, collégialement.

Il est interdit à toute personnalité exerçant un mandat public ou accomplissant des fonctions au sein des Institutions et candidat à l'élection présidentielle, d'user à des fins de propagande électorale, de moyens ou de prérogatives dont elle dispose du fait de ses fonctions. La violation qui en serait constatée par la Haute Cour constitutionnelle constitue une cause d'invalidation de la candidature.

Article 47.- L'élection du Président de la République a lieu trente jours au moins et soixante jours au plus avant l'expiration du mandat du Président en exercice.

Dans les cas prévus aux articles 55 et 132 de la présente Constitution, ces délais courent après la constatation de la vacance par la Haute Cour Constitutionnelle.

L'élection a lieu au premier tour à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si celle-ci n'est pas obtenue par un candidat, le Président de la République est élu au second tour à la majorité des suffrages exprimés parmi les deux candidats ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier tour. Le second tour a lieu trente jours au plus après la proclamation officielle des résultats du premier tour.

En cas de décès d'un candidat avant un tour de scrutin, ou s'il survient un autre cas de force majeure dûment constaté par la Haute Cour Constitutionnelle, l'élection est reportée à une nouvelle date dans les conditions et selon les modalités qui seront définies par une loi organique.

Le Président en exercice reste en fonction jusqu'à l'investiture de son successeur dans les conditions prévues à l'article 48.

Article 48.- La passation officielle du pouvoir se fait entre le Président sortant et le Président nouvellement élu.

Avant son entrée en fonction le Président de la République, en audience solennelle de la Haute Cour Constitutionnelle, devant la Nation, et en présence du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale, du Sénat et de la Cour Suprême, prête le serment suivant :

" Eto anatrehan'Andriamanitra Andriananahary sy ny Firenena ary ny Vahoaka, mianiana aho fa hanantanteraka an - tsakany sy an - davany ary amim -pahamarinana ny andraikitra lehibe maha - Filohan'ny Firenena Malagasy ahy.

Mianiana aho fa hampiasa ny fahefana natolotra ahy ary hanokana ny heriko rehetra hiarovana sy hanamafisana ny firaisam- pirenena sy ny zon'olombelona.

Mianiana aho fa hanaja sy hitandrina toy ny anakandriamaso ny Lalàmpanorenana sy ny lalàmpanjakana, hikatsaka hatrany ny soa ho an'ny Vahoaka malagasy tsy ankanavaka "

Le mandat présidentiel commence à partir du jour de la prestation de serment. Toute violation des dispositions du présent article, constatée par la Haute Cour Constitutionnelle, constitue un motif d'empêchement définitif du Président de la République.

Article 49.- Les fonctions de Président de la République sont incompatibles avec toute fonction publique élective, toute autre activité professionnelle, toute activité au sein d'un parti politique et de l'exercice de responsabilité au sein d'une institution religieuse.

Article 50.- L'empêchement temporaire du Président de la République est déclaré par la Haute Cour Constitutionnelle, saisie par le Parlement, statuant par vote séparé de chacune des Assemblées à la majorité des deux tiers de ses membres, pour cause d'incapacité physique ou mentale d'exercer ses fonctions dûment établie.

En cas d'empêchement temporaire, les fonctions de Chef de l'Etat sont provisoirement exercées par le Président du Sénat.

Article 51.- La levée de l'empêchement temporaire est décidée par la Haute Cour Constitutionnelle sur saisine du Parlement.

L'empêchement temporaire ne peut dépasser une période de six mois, à l'issue de laquelle la Haute Cour Constitutionnelle, sur saisine du Parlement statuant par vote séparé de chacune des Assemblées et à la majorité des deux tiers de ses membres, peut se prononcer sur la transformation de l'empêchement temporaire en empêchement définitif.

Article 52.- Par suite de démission, d'abandon du pouvoir sous quelque forme que ce soit, de décès, d'empêchement définitif ou de déchéance prononcée, la vacance de la Présidence de la République est constatée par la Haute Cour Constitutionnelle.

Dès la constatation de la vacance de la présidence, les fonctions du Chef de l'Etat sont exercées par le Président du Sénat.

En cas d'empêchement du Président du Sénat constatée par la Haute Cour Constitutionnelle, les fonctions de Chef de l'Etat sont exercées collégalement par le Gouvernement.

Article 53.- Après la constatation par la Haute Cour Constitutionnelle de l'empêchement du Président du Sénat, il est procédé à l'élection d'un nouveau Président de la République dans un délai de 30 jours au moins et 60 jours au plus, conformément aux dispositions des articles 46 et 487 de la Constitution.

Pendant la période allant de la constatation de la vacance à l'investiture du nouveau Président de la République ou à la levée de l'empêchement temporaire, il ne peut être fait application des articles 60, 100, 103, 162 et 163 de la Constitution.

Article 54.- Le Président de la République nomme le Premier ministre, présenté par le parti ou le groupe de partis majoritaire à l'Assemblée Nationale.

Il met fin aux fonctions du Premier Ministre, soit sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement, soit en cas de faute grave ou de défaillance manifeste.

Sur proposition du Premier ministre, il nomme les membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.

Article 55.- Le Président de la République :

1. préside le Conseil des Ministres ;
2. signe les ordonnances prises en Conseil des Ministres dans les cas et les conditions prévues par la présente Constitution ;
3. signe les décrets délibérés en Conseil de Ministres ;
4. procède, en Conseil des Ministres, aux nominations dans les hauts emplois de l'Etat dont la liste est fixée par décret pris en Conseil de Ministres.
5. peut, sur toute question importante à caractère national, décider en Conseil des Ministres, de recourir directement à l'expression de la volonté du peuple par voie de référendum.
6. détermine et arrête, en Conseil des Ministres, la politique générale de l'Etat.
7. contrôle la mise en œuvre de la politique générale ainsi définie et de l'action du gouvernement.
8. dispose des organes de contrôle de l'Administration.

Le Président de la République peut déléguer certains de ses pouvoirs au Premier Ministre.

Article 56.- Le Président de la République est le Chef Suprême des Forces Armées dont il garantit l'unité. A ce titre, il est assisté par un Haut Conseil de la Défense Nationale.

Le Haut Conseil de la Défense et de la Sécurité Nationale, sous l'autorité du Président de la République, a notamment pour mission de veiller à la coordination des actions confiées aux Forces armées relatives à la défense et à la sécurité. Son organisation et ses attributions sont fixées par la loi.

Le Président décide en Conseil des Ministres de l'engagement des forces et des moyens militaires pour les interventions extérieures, après avis du Haut Conseil de la Défense Nationale et du Parlement.

Il arrête en Conseil des Ministres le concept de la défense nationale sous tous ses aspects militaire, économique, social, culturel, territorial et environnemental.

Le Président de la République nomme les militaires appelés à représenter l'Etat auprès des organismes internationaux.

Article 57.- Le Président de la République accrédite et rappelle les Ambassadeurs et les envoyés extraordinaires de la République auprès des autres Etats et des Organisations Internationales.

Il reçoit les lettres de créance et de rappel des représentants des Etats et des Organisations Internationales reconnus par la République de Madagascar.

Article 58.- Le Président de la République exerce le droit de grâce.

Il confère les décorations et les honneurs de la République.

Article 59.- Le Président de la République promulgue les lois dans les trois semaines qui suivent la transmission par l'Assemblée Nationale de la loi définitivement adoptée.

Avant l'expiration de ce délai, le Président de la République peut demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles. Cette nouvelle délibération ne peut être refusée.

Article 60.- Le Président de la République peut, après information auprès du Premier Ministre, et après consultation des Présidents des Assemblées, et du Cercle de Préservation du Fihavanana, prononcer la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Les élections générales se tiennent soixante jours au moins et quatre-vingt dix jours au plus après le prononcé de la dissolution de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée Nationale se réunit de plein droit le deuxième jeudi qui suit son élection. Si cette réunion a lieu en dehors de la période prévue pour la session ordinaire, une session est ouverte de droit pour une durée de quinze jours.

Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans les deux années qui suivent ces élections.

Article 61.- Lorsque les Institutions de la République, l'indépendance de la Nation, son unité ou l'intégrité de son territoire sont menacées et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics se trouve compromis, le Président de la République peut proclamer, sur tout ou partie du territoire national, la situation d'exception, à savoir l'état d'urgence, l'état de nécessité ou la loi martiale, l'état de crise. La décision est prise par le Président de la République en Conseil des Ministres, après avis des Présidents de l'Assemblée Nationale, du Sénat et de la Haute Cour Constitutionnelle.

La proclamation de la situation d'exception confère au Président de la République des pouvoirs spéciaux dont l'étendue et la durée sont fixées par une loi organique.

Dès la proclamation de l'une des situations d'exception précitées, le Président de la République peut légiférer par voie d'ordonnance pour des matières qui relèvent du domaine de la loi.

Article 62.- Les actes du Président de la République, hors les cas prévus aux articles 54 alinéas 1er et 2, 58 alinéas 1 et 2, 59, 81, 60, 94, 100, 114, 117 à 119, sont contresignés par le Premier Ministre et, le cas échéant, par les Ministres concernés.

CHAPITRE II DU GOUVERNEMENT

Article 63.- Le Gouvernement est composé du Premier Ministre et des Ministres. Il met en œuvre la politique générale de l'Etat.

Il est responsable devant l'Assemblée nationale dans les conditions prévues aux articles 100 et 103 ci-dessous et devant le Président de la République.

Le Gouvernement dispose de l'Administration.

Article 64.- Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat public électif, de toute fonction de représentation professionnelle de l'exercice de toute fonction au sein d'institutions religieuses, de tout emploi public ou de toute autre activité professionnelle rémunérée.

Tout membre du Gouvernement, candidat à un mandat électif, doit démissionner de ses fonctions la veille du dépôt de sa candidature.

Article 65.- Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement :

1. conduit la politique générale de l'Etat ;
2. a autorité sur les membres du Gouvernement dont il dirige l'action, et est responsable de la coordination des activités des départements ministériels ainsi que de la mise en œuvre de tout programme national de développement ;
3. a l'initiative des lois ;
4. arrête les projets de lois à soumettre à la délibération du Conseil des Ministres et à déposer sur le bureau de l'une des deux Assemblées ;
5. assure l'exécution des lois ;
6. exerce le pouvoir réglementaire sous réserve des dispositions de l'article 55 alinéa 3 ;
7. veille à l'exécution des décisions de justice ;
8. saisit, en tant que de besoin, l'Inspection Générale de l'Etat et les autres organes de contrôle de l'Administration et s'assure du bon fonctionnement des services publics, de la bonne gestion des finances des collectivités publiques et des organismes publics de l'Etat ;
9. assure la sécurité, la paix et la stabilité sur toute l'étendue du territoire national dans le respect de l'unité nationale ; à cette fin, il dispose de toutes les forces chargées de la police, du maintien de l'ordre, de la sécurité intérieure et de la défense ;
10. préside le Comité Interministériel de la Défense qui est chargé de la mise en œuvre de la politique générale de défense ;
11. est le Chef de l'Administration ;
12. nomme aux emplois civils et militaires ainsi qu'à ceux des organismes relevant de l'Etat, sous réserve des dispositions de l'article 55 alinéa 4.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs aux membres du Gouvernement avec faculté de subdélégation, moyennant l'accord du Premier Ministre.

Il assure le développement équilibré et harmonieux de toutes les Collectivités territoriales organisées au sein des Provinces autonomes.

Sans préjudice des dispositions de l'article 55, il peut, à titre exceptionnel, sur délégation expresse du Président de la République et sur un ordre du jour déterminé, présider le Conseil des Ministres.

Article 66.- Le Premier Ministre préside le Conseil de Gouvernement. En Conseil de Gouvernement :

1. il fixe le programme de mise en œuvre de la politique générale de l'Etat et arrête les mesures à prendre pour en assurer l'exécution ;
2. il exerce les autres attributions pour lesquelles la consultation du Gouvernement est obligatoire en vertu de la présente Constitution et des lois particulières.
3. il décide des mesures de mise en œuvre des programmes nationaux de développement économique et social, ainsi que de celui de l'aménagement du territoire, en collaboration avec les autorités des Collectivités Territoriales Décentralisées.

Article 67.- Les actes du Premier Ministre sont contresignés, le cas échéant, par les Ministres chargés de leur exécution.

SOUS-TITRE II DU LEGISLATIF

Article 68.- Le Parlement vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques.

CHAPITRE PREMIER DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Article 69.- Les membres de l'Assemblée Nationale sont élus pour cinq ans au suffrage universel direct.

Le régime des scrutins est déterminé par une loi organique. Les membres de l'Assemblée Nationale portent le titre de « Député de Madagascar ».

Article 70.- Un décret pris en Conseil des Ministres fixe le nombre des membres de l'Assemblée Nationale, la répartition des sièges sur l'ensemble du territoire national ainsi que le découpage des circonscriptions électorales.

Article 71.- Le mandat de Député est incompatible avec l'exercice de tout autre mandat public électif et de tout emploi public, excepté l'enseignement.

Le Député nommé membre du Gouvernement est suspendu d'office de son mandat. Il est remplacé par son suppléant.

Le Député exerce son mandat suivant sa conscience et dans le respect des règles déterminées dans les formes fixées à l'article 79 ci-dessous.

Article 72.- Durant son mandat, le député ne peut, sous peine de déchéance, changer de groupe politique pour adhérer à un nouveau groupe, autre que celui au nom duquel il s'est fait élire.

En cas d'infraction à l'alinéa précédent, la sanction est la déchéance qui est prononcée par la Haute Cour Constitutionnelle.

Le député élu sans appartenance à un parti peut adhérer au groupe parlementaire de son choix au sein de l'Assemblée.

La déchéance d'un député peut également être prononcée par la Haute Cour Constitutionnelle s'il dévie de la ligne de conduite de son groupe parlementaire.

Le régime de déchéance et les règles d'éthique et de déontologie sont déterminés par la loi sur les partis politiques et les réglementations en matière de financement des partis politiques.

Article 73.- Aucun député ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Aucun député ne peut, pendant les sessions, être poursuivi et arrêté en matière criminelle ou correctionnelle, qu'avec l'autorisation de l'Assemblée, sauf en cas de flagrant délit. Aucun député ne peut, hors session, être arrêté qu'avec l'autorisation du Bureau de l'Assemblée, sauf en cas de flagrant délit, de poursuites autorisées ou de condamnation définitive.

Toute personne justifiant d'un intérêt peut saisir par écrit le Bureau Permanent de l'Assemblée Nationale pour mettre en cause un député. Le Bureau ainsi saisi doit y apporter une réponse circonstanciée dans un délai de trois mois.

Article 74.- Le Président de l'Assemblée Nationale et les membres du Bureau sont élus au début de la première session pour la durée de la législature.

Toutefois, ils peuvent être démis de leurs fonctions respectives de membres de Bureau pour motif grave par un vote secret des deux tiers des députés.

Article 75.- L'Assemblée Nationale se réunit de plein droit en deux sessions ordinaires par an. La durée de chaque session est fixée à soixante jours.

La première session commence le premier mardi de mai et la seconde, consacrée principalement à l'adoption de la loi de finances, le troisième mardi d'octobre.

Article 76.- L'Assemblée Nationale est réunie en session extraordinaire, sur un ordre du jour déterminé, soit à la demande du Premier Ministre après consultation du Président de l'Assemblée nationale, soit à la demande de la majorité absolue des membres composant l'Assemblée Nationale.

La durée de la session ne peut excéder douze jours. Toutefois, un décret de clôture intervient dès que l'Assemblée Nationale a épuisé l'ordre du jour pour lequel elle a été convoquée.

Article 77.- Les séances de l'Assemblée Nationale sont publiques. Il en est tenu procès-verbal dont la publicité est assurée dans les conditions prévues par la loi.

L'Assemblée Nationale siège à huis clos à la demande du quart de ses membres ou du Gouvernement. Il est dressé un procès - verbal des décisions arrêtées.

Article 78.- L'Assemblée Nationale se réunit de plein droit en session spéciale le deuxième mardi qui suit la proclamation des résultats de son élection pour procéder à la constitution de son bureau et à la formation des commissions.

L'opposition a droit à un poste de vice-président et préside au moins l'une des commissions.

La session est close après épuisement de l'ordre du jour.

Article 79.- Les règles relatives au fonctionnement de l'Assemblée Nationale sont fixées dans leurs principes généraux par une loi organique et dans leurs modalités par son règlement intérieur. Le règlement intérieur est publié au Journal officiel de la République.

CHAPITRE II

Du SENAT

Article 80.- Les membres du Sénat portent le titre de « Sénateur de Madagascar ». Leur mandat est de cinq ans, sauf en ce qui concerne le Président du Sénat, en application de l'article 46 alinéa 2 de la présente Constitution.

Article 81.- Le Sénat représente les Collectivités Territoriales Décentralisées et les organisations économiques et sociales. Il comprend, pour deux tiers, des membres élus en nombre égal pour chaque Province, et pour un tiers, des membres nommés par le Président de la République, pour partie, sur présentation des groupements les plus représentatifs issus des forces économiques sociales et culturelles et pour partie en raison de leur compétence particulière.

Article 82.- Les règles de fonctionnement du Sénat, sa composition ainsi que les modalités d'élection et de désignation de ses membres sont fixées par une loi organique.

Article 83.- Le Sénat est consulté par le Gouvernement pour donner son avis sur les questions économiques, sociales et d'organisation des Collectivités Territoriales Décentralisées.

Article 84.- Le Sénat se réunit de plein droit en deux sessions ordinaires par an. La durée de chaque session est fixée à soixante jours.

La première session commence le premier mardi de mai et la seconde, consacrée principalement à l'adoption de la loi de finances, le troisième mardi d'octobre.

Il peut être également réuni en session spéciale sur convocation du Gouvernement. Son ordre du jour est alors limitativement fixé par le décret de convocation pris en Conseil des Ministres.

Lorsque l'Assemblée nationale ne siège pas, le Sénat ne peut discuter que des questions dont le Gouvernement l'a saisi pour avis, à l'exclusion de tout projet législatif.

Article 85.- Les dispositions des articles 71 à 89 sont applicables, par analogie, au Sénat.

CHAPITRE III DES RAPPORTS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE PARLEMENT

Article 86.- L'initiative des lois appartient concurremment au Premier Ministre, aux Députés et aux Sénateurs.

Les projets de loi sont délibérés en Conseil des Ministres et déposés sur le bureau de l'une des deux Assemblées.

L'ordre du jour des Assemblées comporte la discussion des projets de lois déposés sur le bureau de l'Assemblée Nationale ou celui du Sénat par le Premier Ministre.

Les propositions de loi et amendements déposés par les parlementaires sont portés à la connaissance du Gouvernement qui dispose, pour formuler ses observations, d'un délai de trente jours pour les propositions et de quinze jours pour les amendements.

A l'expiration de ce délai, l'Assemblée devant laquelle ont été déposés les propositions ou les amendements procède à l'examen de ceux-ci en vue de leur adoption.

Les propositions ou amendements ne sont pas recevables lorsque leur adoption aura pour conséquence, dans le cadre de l'exercice budgétaire en cours, soit la diminution des ressources publiques soit l'aggravation des charges de l'Etat, sauf en matière de loi de finances.

S'il apparaît, au cours de la procédure législative, qu'une proposition ou un amendement n'est pas domaine de la loi, le Gouvernement peut opposer l'irrecevabilité. En cas de désaccord entre le Gouvernement et l'Assemblée nationale ou le Sénat, la Haute Cour Constitutionnelle à la demande du Premier Ministre ou du Président de l'une ou de l'autre Assemblée parlementaire statue dans un délai de huit jours.

Deux semaines de séance sur quatre sont réservées à l'examen des textes et aux débats dont le gouvernement demande l'inscription à l'ordre du jour.

Article 87.- Les lois organiques, les lois de finances et les lois ordinaires sont votées par le Parlement dans les conditions fixées par la présente Constitution.

Article 88.- Outre les questions qui lui sont renvoyées par d'autres articles de la Constitution, relèvent d'une loi organique :

1. les règles relatives à l'élection du Président de la République ;

2. les modalités de scrutin relatives à l'élection des députés, les conditions d'éligibilité, le régime d'incompatibilité et de déchéance, les règles de remplacement en cas de vacance, l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée Nationale ;
3. les modalités de scrutin relatives à l'élection des Sénateurs, les conditions d'éligibilité, le régime d'incompatibilité et de déchéance, les règles de remplacement en cas de vacance, l'organisation et le fonctionnement du Sénat ;
4. les règles régissant les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des Collectivités Territoriales Décentralisées, ainsi que celles de la gestion de leurs propres affaires ;
5. l'organisation, la composition, le fonctionnement et les attributions de la Cour Suprême et des trois Cours la composant, celles relatives à la nomination de leurs membres ainsi que celles relatives à la procédure applicable devant elles ;
6. le statut des Magistrats ;
7. l'organisation, le fonctionnement et les attributions du Conseil Supérieur de la Magistrature ;
8. l'organisation, le fonctionnement, les attributions, la saisine et la procédure à suivre devant la Haute Cour de Justice ;
9. l'organisation, le fonctionnement, les attributions, la saisine et la procédure à suivre devant la Haute Cour Constitutionnelle ;
10. le Code électoral ;
11. les dispositions générales relatives aux lois de finances ;
12. les dispositions générales relatives aux Marchés publics sur les ressources minières ;
13. les situations d'exception ainsi que les limitations des libertés publiques, individuelles et collectives durant lesdites situations ;
14. les dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales.

Article 89.- Les lois organiques sont votées et modifiées dans les conditions suivantes :

1. le projet ou la proposition n'est soumis à la délibération et au vote de la première Assemblée saisie qu'à l'expiration d'un délai de 15 jours après son dépôt ;
2. les procédures prévues aux articles 90, 99 et 101 sont applicables. Toutefois, une loi organique ne peut être adoptée qu'à la majorité absolue des membres composant chaque Assemblée ; faute d'accord entre les deux Assemblées après deux lectures, l'Assemblée Nationale statue définitivement à la majorité de deux tiers des membres la composant. Si l'Assemblée Nationale n'a pas adopté le projet de loi organique avant la clôture de la session, les dispositions dudit projet peuvent être mises en vigueur par voie d'ordonnance, en y incluant, le cas échéant, un ou plusieurs amendements adoptés par une Assemblée.
3. les lois organiques relatives au Sénat doivent être votées dans les mêmes termes par les deux Assemblées.

Les lois organiques ne peuvent être promulguées qu'après déclaration de leur conformité à la Constitution par la Haute Cour Constitutionnelle.

Article 90.- Dans le cadre de la loi organique applicable en la matière, la loi de finances :

1. détermine les ressources et les charges de l'Etat dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique ;
2. détermine, pour un exercice, la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, compte tenu des contraintes macro économiques ;
3. détermine la proportion des recettes publiques devant revenir à l'Etat, aux Collectivités Territoriales Décentralisées ainsi que la nature et le taux maximum des impôts et taxes perçus directement au profit du budget desdites Collectivités, déterminées en Conseil des Ministres.

La loi organique détermine les modalités d'application des dispositions du précédent article, ainsi que les dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les Collectivités Territoriales Décentralisées.

La loi précise les conditions des emprunts et décide de la création éventuelle de fonds. La loi détermine :

- ▶ Les modalités d'utilisation des fonds d'emprunts extérieurs et de contrôle parlementaire et juridictionnel :
- ▶ Le régime de responsabilité personnelle et pécuniaire des autorités financières auteurs de détournement des fonds d'emprunt ainsi que celui du désengagement de responsabilité de l'Etat.

Article 91.- Les lois de programme déterminent les objectifs de l'action de l'Etat en matière économique, environnementale, sociale et d'aménagement du territoire.

Les dispositions du présent article sont précisées et complétées par une loi organique.

Article 92.- Le Parlement examine le projet de loi de finances au cours de sa seconde session ordinaire.

Sous l'autorité du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, les Ministres chargés des Finances et du Budget préparent le projet de loi de finances.

Le Parlement dispose d'un délai maximum de soixante jours pour l'examiner. L'Assemblée Nationale dispose d'un délai maximum de soixante jours pour l'examiner en première lecture. Faute de s'être prononcée dans ce délai, elle est censée l'avoir adopté et le projet est transmis au Sénat.

Dans les mêmes conditions, celui-ci dispose pour la première lecture d'un délai de quinze jours à compter de la transmission du projet, et chaque Assemblée dispose d'un délai de cinq jours pour chacune des lectures suivantes.

Faute par une Assemblée de s'être prononcée dans le délai imparti, elle est censée avoir émis un vote favorable sur le texte dont elle a été saisie.

Si le Parlement n'a pas adopté le projet de loi de finances avant la clôture de la seconde session, les dispositions du projet peuvent être mises en vigueur par voie d'ordonnance en y incluant un ou plusieurs des amendements adoptés par les deux Assemblées.

Tout amendement au projet du budget entraînant un accroissement des dépenses ou une diminution des ressources publiques doit être accompagné d'une proposition d'augmentation de recette ou d'économie équivalente.

Si le projet de loi de finances d'un exercice n'a pas été déposé en temps utile pour être adopté avant le début de cet exercice, le Premier Ministre est autorisé à percevoir les impôts et ouvrir par décret les crédits se rapportant aux services votés.

Les conditions d'adoption du projet de loi de finances sont prévues par une loi organique.

Article 93.- La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement.

Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.

Les comptes des Administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.

Article 94.- Le Président de la République communique avec le Parlement par un message qui ne donne lieu à aucun débat.

Article 95.- Outre les questions qui lui sont renvoyées par d'autres articles de la Constitution :

I - La loi fixe les règles concernant :

1. les droits civiques et les garanties fondamentales accordés aux individus, associations, partis politiques et à tout autre groupement pour l'exercice des droits et des libertés ainsi que leurs devoirs et obligations ;
2. les relations internationales ;
3. la nationalité ;
4. la Banque Centrale et le régime d'émission de la monnaie ;
5. la circulation des personnes ;
6. les règles de procédure civile et commerciale ;
7. les règles de procédure administrative et financière ;
8. la détermination des crimes et délits ainsi que les peines qui leur sont applicables, la procédure pénale, l'amnistie ;
9. les règles relatives aux conflits de lois et de compétences ;
10. la création de nouveaux ordres de juridictions et leurs compétences respectives ainsi que leur organisation et les règles de procédure qui leur sont applicables ;
11. l'organisation de la famille, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et les libéralités ;
12. le régime juridique de la propriété, des droits réels, des obligations civiles et commerciales et les conditions dans lesquelles les biens peuvent faire l'objet d'expropriation ou de réquisition pour cause de nécessité publique ou de transfert de propriété à l'Etat ;
13. la création de catégorie d'établissements publics ;
14. le statut et le régime d'autonomie des Universités, ainsi que le statut des enseignants de l'enseignement supérieur ;
15. Les grandes orientations de valorisation de l'enseignement primaire et secondaire ;
16. les ressources stratégiques ;
17. l'organisation et le fonctionnement des Collectivités territoriales décentralisées ;
18. les statuts particuliers de la Capitale de la République, de certaines portions du territoire national, des palais d'Etat et autres bâtiments relevant du domaine de l'Etat, des ports et de leurs réseaux d'éclatement, des aéroports et le régime des ressources marines ;
19. la nature, l'assiette et le taux maximum des impôts et taxes des Collectivités territoriales décentralisées.
20. le Conseil de l'Ordre National Malagasy ;
21. l'urbanisme et l'habitat ;
22. les conditions de jouissance de terrains par les étrangers ;
23. les conditions de transfert à l'Etat de terrains non mis en valeur.
24. l'organisation, le fonctionnement et les attributions de l'Inspection Générale de l'Etat et des autres organes de contrôle de l'Administration.

II - La loi détermine les principes généraux :

1. de l'organisation de la défense nationale et de l'utilisation des Forces armées ou des Forces de l'ordre par les autorités civiles ;
2. du statut général des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat et des fonctionnaires territoriaux ;
3. du droit du travail, du droit syndical, du droit de grève et de la prévoyance sociale ;
4. des transferts de propriété d'entreprise ou d'organisme du secteur public au secteur privé et inversement ;
5. de l'organisation ou du fonctionnement de différents secteurs d'activité juridique, économique, sociale et culturelle ;
6. de la protection de l'environnement.

III - La déclaration de guerre ne peut être autorisée que par le Parlement réuni en Congrès à la majorité absolue de tous les membres le composant.

Article 96.- Tout projet ou proposition de loi est examiné en premier lieu par l'Assemblée devant laquelle il a été déposé puis transmis à l'autre Assemblée.

La discussion a lieu successivement dans chaque Assemblée jusqu'à l'adoption d'un texte unique.

Lorsque par suite d'un désaccord entre les deux Assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adoptée après deux lectures par chaque Assemblée ou si le Gouvernement a déclaré l'urgence, après une seule lecture par chacune d'elle, le Premier Ministre a la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion. Le texte élaboré par la commission mixte peut être soumis par le Gouvernement pour approbation aux deux Assemblées. Aucun amendement n'est recevable sauf accord du Gouvernement.

Si la commission ne parvient pas à l'adoption d'un texte commun ou si ce texte n'est pas adopté dans les conditions prévues à l'article précédent, l'Assemblée nationale statue définitivement à la majorité absolue des membres la composant.

Article 97.- Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire. Les textes de forme législative intervenus en ces matières peuvent être modifiés par décret pris après avis de la Haute Cour Constitutionnelle.

Ceux de ces textes qui interviendraient après l'entrée en vigueur de la présente Constitution ne pourront être modifiés par décret que si la Haute Cour Constitutionnelle a déclaré qu'ils ont un caractère réglementaire en vertu de l'alinéa précédent.

Article 98.- Le Gouvernement, en engageant sa responsabilité dans les conditions prévues à l'article 100 ci-dessous, peut exiger de chacune des Assemblées de se prononcer par un seul vote sur tout ou partie des dispositions des textes en discussion :

- ▶ lors des sessions extraordinaires, à condition que ces textes aient été déposés dans les quarante huit heures de l'ouverture de la session ;
- ▶ dans les huit derniers jours de chacune des sessions ordinaires.

Article 99.- Dans les trente jours de sa nomination, le Premier Ministre présente son programme de mise en œuvre de la politique générale de l'Etat au Parlement qui peut émettre des suggestions.

Si, en cours d'exécution, le Gouvernement estime que des modifications fondamentales de ce programme s'avèrent nécessaires, le Premier Ministre soumet lesdites modifications à l'Assemblée Nationale qui peut émettre des suggestions.

Article 100.- Le Premier Ministre, après délibération en Conseil des Ministres, peut engager la responsabilité de son Gouvernement en posant la question de confiance.

Le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit heures après le dépôt de la question. S'il est mis en minorité par la majorité absolue des membres composant l'Assemblée Nationale, le Gouvernement remet sa démission au Président de la République.

Le Président de la République nomme un Premier Ministre conformément à l'article 54.

Article 101.- A la première session ordinaire, le Gouvernement présente à l'Assemblée Nationale un rapport annuel d'exécution de son programme.

La présentation sera suivie d'un débat portant sur les résultats des actions du Gouvernement et l'évaluation des politiques publiques.

Article 102.- Les moyens d'information du Parlement à l'égard de l'action gouvernementale sont la question orale, la question écrite, l'interpellation, et la commission d'enquête.

Une séance par quinzaine, au moins, y compris pendant les sessions extraordinaires prévues à l'article 76, est réservée aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement.

Trois jours de séance par mois sont réservés à un ordre du jour arrêté par chaque Assemblée à l'initiative des groupes d'opposition de l'Assemblée intéressée ainsi qu'à celle des groupes minoritaires.

Article 103.- L'Assemblée Nationale peut mettre en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure.

Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par la moitié des membres composant l'Assemblée Nationale. Le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit heures après le dépôt de la motion.

La motion n'est adoptée que si elle est votée par les deux tiers des membres composant l'Assemblée Nationale.

Si la motion est adoptée, le Gouvernement remet sa démission au Président de la République ; il sera procédé à la nomination d'un Premier Ministre dans les conditions prévues à l'article 54 ci-dessus.

Article 104.- Le Parlement, par vote à la majorité absolue des membres composant chaque Assemblée, peut déléguer son pouvoir de légiférer au Président de la République pendant un temps limité et pour un objet déterminé.

La délégation de pouvoir autorise le Président de la République à prendre, par ordonnance en Conseil des Ministres, des mesures de portée générale sur des matières relevant du domaine de la loi.

SOUS-TITRE III DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Article 105.- Le Conseil économique, social et culturel, saisi par le Gouvernement, donne son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret ainsi que sur les propositions de lois qui sont soumis.

Il est compétent pour examiner les projets et propositions de loi à caractère économique, social et culturel à l'exclusion des lois de finances.

Il peut entreprendre, de sa propre initiative, toutes études ou enquêtes se rapportant aux questions économique, sociale et culturelle. Ses rapports sont transmis au Président de la République.

La composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil économique, social et culturel sont fixés par une loi organique.

SOUS-TITRE IV DU JURIDICITIONNEL

CHAPITRE PREMIER Des Principes fondamentaux

Article 106.- Dans la République de Madagascar, la justice est rendue, conformément à la Constitution et à la loi, au nom du Peuple malagasy, par la Cour Suprême, les Cours d'appel et les juridictions qui leur sont rattachées ainsi que la Haute Cour de Justice.

Article 107.- Le Président de la République est garant de l'indépendance de la justice. A cet effet, il est assisté par un Conseil Supérieur de la Magistrature dont il est Président. Le Ministre chargé de la Justice en est le Vice-président.

Le Conseil Supérieur de la Magistrature, organe de sauvegarde, de gestion de carrière et de sanction des Magistrats, est chargé de :

- ▶ veiller notamment au respect de la loi et des dispositions du statut de la Magistrature,
- ▶ contrôler le respect des règles déontologiques par les Magistrats,
- ▶ faire des recommandations pour une administration de la justice, notamment en ce qui concerne les mesures d'ordre législatif ou réglementaire relatives aux juridictions et aux Magistrats.

Les membres du Gouvernement, le Parlement, le Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et l'Etat de droit, les Chefs de Cour ainsi que les associations légalement constituées peuvent saisir le Conseil Supérieur de la Magistrature.

Les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions du CSM sont fixées par une loi organique.

Article 108.- Dans leurs activités juridictionnelles, les Magistrats du siège, les juges et assesseurs sont indépendants et ne sont soumis qu'à la Constitution et à la loi.

A ce titre, hors les cas prévus par la loi et sous réserve du pouvoir disciplinaire, ils ne peuvent, en aucune manière, être inquiétés dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 109.- Les Magistrats du siège sont inamovibles ; ils occupent les postes dont ils sont titulaires en raison de leur grade ; ils ne peuvent recevoir sans leur consentement, aucune affectation nouvelle, sauf nécessité de service dûment constatée par le Conseil Supérieur de la Magistrature.

Article 110.- Les Magistrats du ministère public sont soumis à la subordination hiérarchique ; toutefois, dans leurs conclusions ou réquisitions orales, ils agissent selon leur intime conviction et conformément à la loi. Ils disposent de la police judiciaire dont ils peuvent contrôler les activités et le fonctionnement.

Le fait de leur demander d'accomplir des actes qui sont manifestement contraires aux lois entraîne dans le chef des sollicitateurs les sanctions prévues par la loi.

Article 111.- L'exercice des fonctions de Magistrat est incompatible avec toute activité au sein d'un parti politique et du Gouvernement, l'exercice de tout mandat public électif ou de toute autre activité professionnelle rémunérée, sauf l'enseignement.

Tout Magistrat en exercice est soumis à l'obligation de neutralité politique.

Tout Magistrat exerçant un mandat public électif est placé d'office en position de détachement.

Article 112.- L'Inspection Générale de la Justice, composée de représentants du Parlement, de représentants du Gouvernement, de représentants du Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de droit, et de représentants de la Magistrature, est chargée de contrôler le respect des règles déontologiques particulières aux Magistrats, ainsi que les agissements du personnel de la justice.

Elle est rattachée à la Présidence de la République.

Le Président de la République, le Parlement, le Gouvernement, les Chefs de Cour, les associations légalement constituées et toute personne justifiant d'un intérêt peuvent saisir l'Inspection générale de la Justice.

Les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions de l'Inspection générale de la justice sont fixées par la loi.

Article 113.- Le Conseil National de la Justice, organe consultatif composé du Premier Président de la Cour Suprême, Président, du Procureur général de la Cour Suprême, et des Chefs de Cours d'appel, de représentants du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif, de la Haute Cour Constitutionnelle, du Conseil Supérieur de la Magistrature et des auxiliaires de la justice en général. A ce titre, il peut proposer au Gouvernement des mesures d'ordre législatif ou réglementaire relatives à l'organisation et au fonctionnement des juridictions, au statut des Magistrats et des auxiliaires de la justice.

Les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions du Conseil National de la Justice sont fixées par la loi.

CHAPITRE II DE LA HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

Article 114.- La Haute Cour Constitutionnelle comprend neuf membres. Leur mandat est de sept (7) ans non renouvelable.

Trois des membres sont nommés par le Président de la République, deux sont élus par l'Assemblée nationale, deux par le Sénat, deux sont élus par le Conseil supérieur de la Magistrature.

Le Président de la Haute Cour Constitutionnelle est élu par les membres de ladite Cour. Cette élection ainsi que la désignation des autres membres sont constatées par décret du Président de la République.

Article 115.- Les fonctions de membre de la Haute Cour Constitutionnelle sont incompatibles avec celles de membres du Gouvernement, du Parlement, avec tout mandat public électif, toute autre activité professionnelle rémunérée, sauf les activités d'enseignement, ainsi que toute activité au sein d'un parti politique ou d'un syndicat.

Article 116.- Outre les questions qui lui sont renvoyées par d'autres articles de la Constitution, la Haute Cour Constitutionnelle, dans les conditions fixées par une loi organique :

1. statue sur la conformité à la Constitution des traités, des lois, des ordonnances, et des règlements autonomes ;
2. règle les conflits de compétence entre deux ou plusieurs Institutions de l'Etat ou entre l'Etat et une ou plusieurs Collectivités Territoriales Décentralisées ou entre deux ou Collectivités Territoriales Décentralisées ;
3. statue sur la conformité à la Constitution et aux lois organiques, des actes à caractère législatif et réglementaires adoptés par les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
4. statue sur le contentieux des opérations de référendum, de l'élection du Président de la République et des élections des députés et sénateurs ;
5. proclame le résultat officiel des élections présidentielles, législatives et des consultations par référendum.

Article 117.- Avant leur promulgation, les lois organiques, les lois et les ordonnances sont soumises par le Président de la République à la Haute Cour Constitutionnelle qui statue sur leur conformité à la Constitution.

Une disposition jugée inconstitutionnelle ne peut être promulguée. Dans ce cas, le Président de la République peut décider, soit de promulguer les autres dispositions de la loi ou de l'ordonnance, soit de soumettre l'ensemble du texte à une nouvelle délibération du Parlement ou du Conseil des Ministres selon le cas, soit de ne pas procéder à la promulgation.

Dans les cas prévus ci-dessus, la saisine de la Haute Cour Constitutionnelle suspend le délai de promulgation des lois.

Le règlement intérieur de chaque Assemblée est soumis au contrôle de constitutionnalité avant sa mise en application. Une disposition jugée inconstitutionnelle ne peut être appliquée.

Article 118.- Un Chef d'Institution ou le quart des membres composant l'une des Assemblées parlementaires ou les organes des Collectivités Territoriales Décentralisées ou le Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de droit peuvent déférer à la Cour Constitutionnelle, pour contrôle de constitutionnalité, tout texte à valeur législative ou réglementaire ainsi que toutes matières relevant de sa compétence.

Si devant une juridiction, une partie soulève une exception d'inconstitutionnalité, cette juridiction sursoit à statuer et saisit la Haute Cour Constitutionnelle qui statue dans le délai d'un mois.

De même, si devant juridiction, une partie soutient qu'une disposition de texte législatif ou réglementaire porte atteinte à ses droits fondamentaux reconnus par la Constitution, cette juridiction sursoit à statuer dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa précédent.

Une disposition déclarée inconstitutionnelle cesse de plein droit d'être en vigueur. La décision de la Haute Cour Constitutionnelle est publiée au Journal officiel.

Article 119.- La Haute Cour Constitutionnelle peut être consultée par tout Chef d'Institution et tout organe des Collectivités Territoriales Décentralisées pour donner son avis sur la constitutionnalité de tout projet d'acte ou sur l'interprétation d'une disposition de la présente Constitution.

Article 120.- En matière de contentieux électoral et de consultation populaire directe, la Haute Cour Constitutionnelle rend des arrêts.

Dans les autres matières relevant de sa compétence, hors le cas prévu à l'article 119, elle rend des décisions.

Les arrêts et décisions de la Haute Cour Constitutionnelle sont motivés ; ils ne sont susceptibles d'aucun recours. Ils s'imposent à tous les pouvoirs publics ainsi qu'aux autorités administratives et juridictionnelles.

CHAPITRE III DE LA COUR SUPREME

Article 121.- La Cour Suprême veille au fonctionnement régulier des juridictions de l'ordre judiciaire, administratif et financier.

Elle comprend :

- ▶ la Cour de Cassation ;
- ▶ le Conseil d'Etat ;
- ▶ la Cour des Comptes.

Article 122.- Le Premier Président et le Procureur Général de la Cour Suprême sont les chefs de cette haute juridiction.

Ils sont respectivement nommés par décret pris en Conseil des Ministres conformément aux désignations du Conseil Supérieur de la Magistrature de préférence parmi les plus anciens dans le grade le plus élevé des Magistrats respectivement de l'ordre judiciaire, administratif et financier.

Article 123.- Le Premier Président de la Cour Suprême est secondé par trois vice-présidents, affectés respectivement à la présidence de la Cour de Cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes.

Chaque vice-président est nommé en Conseil des Ministres par décret du Président de la République conformément aux désignations du Conseil Supérieur de la Magistrature, de préférence parmi les plus anciens dans le grade le plus élevé des Magistrats respectivement de l'ordre judiciaire, administratif et financier.

Article 124.- Le Parquet général de la Cour Suprême comprend :

- ▶ un Parquet général de la Cour de cassation ;
- ▶ un Commissariat général de la loi pour le Conseil d'Etat ;
- ▶ un Commissariat général du Trésor public pour la Cour des Comptes. Le Procureur général de la Cour Suprême est secondé par les trois chefs de ces Parquets généraux.
- ▶ Le chef du Parquet général de la Cour de Cassation, du Commissariat général de la loi ou du Commissariat général du Trésor public est nommé en Conseil des Ministres conformément aux désignations du Conseil Supérieur de la Magistrature, de préférence parmi les Magistrats les plus anciens dans le grade le plus élevé respectivement de l'ordre judiciaire, administratif et financier.

Article 125.- Outre les attributions qui lui sont dévolues par des lois particulières, la Cour Suprême règle les conflits de compétence entre deux juridictions d'ordre différent.

Article 126.- La Cour de Cassation veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre judiciaire.

Outre les compétences qui lui sont reconnues par les lois particulières, elle statue sur les pourvois en cassation formés contre les décisions rendues en dernier ressort par ces juridictions.

Article 127.- Sans préjudice de compétences spéciales prévues par la loi, le Conseil d'Etat contrôle la régularité des actes de l'Administration et des actes administratifs et veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre administratif.

Le Conseil d'Etat, dans les conditions fixées par une loi organique :

1. juge les recours en annulation des actes des autorités administratives, les recours de pleine juridiction pour les faits dommageables occasionnés par les activités de l'Administration, les réclamations contentieuses en matière fiscale ;
2. connaît en appel du contrôle de la légalité des actes des autorités des Provinces autonomes et des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
3. statue en appel ou en cassation sur les décisions rendues par les tribunaux administratifs ou les juridictions administratives spécialisées.

Il est juge de certains contentieux électoraux.

Il peut être consulté par le Premier Ministre et par pour donner son avis sur les projets de texte législatif, réglementaire, ou sur l'interprétation d'une disposition législative, réglementaire.

Il peut procéder, à la demande du Premier Ministre, à des études sur des textes de lois, sur l'organisation, le fonctionnement, et les missions des services publics.

Article 128.- La Cour des Comptes :

1. juge les comptes des comptables publics ;
2. contrôle l'exécution des lois de finances et des budgets des organismes publics ;
3. contrôle les comptes et la gestion des entreprises publiques ;
4. statue en appel des jugements rendus en matière financière par les juridictions ou les organismes administratifs à caractère juridictionnel ;
5. assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Article 129.- La Cour Suprême adresse un rapport annuel de ses activités au Président de la République, au Premier Ministre, aux Présidents des deux Assemblées et au Ministre chargé de la Justice et au Conseil Supérieur de la Magistrature.

Ce rapport doit être publié au Journal officiel dans l'année qui suit la clôture de l'année judiciaire concernée.

Article 130.- Le Premier Président, le Procureur général des Cours d'appel sont nommés en Conseil des Ministres par décret du Président de la République conformément aux désignations du Conseil Supérieur de la Magistrature, de préférence parmi les plus anciens dans le grade le plus élevé des Magistrats respectivement de l'ordre judiciaire, administratif et financier.

CHAPITRE IV DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Article 131.- Le Président de la République n'est responsable des actes accomplis dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison, de violation grave, ou de violations répétées de la Constitution, de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat.

Il ne peut être mis en accusation que par L'Assemblée nationale au scrutin public et à la majorité des deux tiers de ses membres.

Il est justiciable devant la Haute Cour de Justice. La mise en accusation peut aboutir à la déchéance de son mandat.

Article 132.- Si la déchéance du Président de la République est prononcée, la Haute Cour Constitutionnelle constate la vacance de la Présidence de la République ; il sera procédé à l'élection d'un nouveau Président dans les conditions de l'article 47 ci-dessus. Le Président frappé de déchéance n'est plus éligible à toute fonction publique élective.

Article 133.- Les Présidents des Assemblées parlementaires, le Premier Ministre, les autres membres du Gouvernement et le Président de la Haute Cour Constitutionnelle sont pénalement responsables, devant la Haute Cour de Justice, des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés crimes ou délits au moment ou délits au moment où ils ont été commis.

Ils peuvent être mis en accusation par l'Assemblée nationale statuant au scrutin public à la majorité absolue de ses membres.

L'initiative de la procédure émane du Procureur Général de la Cour de Suprême. Dans ce cas, lorsqu'il y a un délit, la juridiction correctionnelle compétente est présidée par le Président du tribunal ou un Vice-président s'il en est empêché.

Les dispositions des trois alinéas précédents sont également applicables aux députés, aux sénateurs et aux membres de la Haute Cour Constitutionnelle.

Article 134.- Les Présidents des Assemblées parlementaires, le Premier Ministre, les autres membres du Gouvernement et le Président de la Haute Cour Constitutionnelle sont justiciables des juridictions de droit commun pour les infractions commises hors de l'exercice de leurs fonctions.

L'initiative des poursuites émane du Procureur Général près la Cour de Cassation. Dans ce cas, lorsqu'il y a délit, la juridiction correctionnelle compétente est présidée par le Président du tribunal ou par un vice-président s'il en est empêché.

Les dispositions des trois alinéas précédents sont également applicables aux députés, aux sénateurs et aux membres de la Haute Cour Constitutionnelle.

Article 135.- La Haute Cour de Justice jouit de la plénitude de juridiction.

Article 136.- La Haute Cour de Justice est composée de neuf membres dont :

1. le Premier Président de la Cour Suprême, Président, suppléé de plein droit, en cas d'empêchement, par le Président de la Cour de Cassation ;
2. deux présidents de Chambre de la Cour de la Cassation, et deux suppléants, désignés par l'Assemblée générale de ladite Cour ;
3. deux premiers présidents de Cour d'Appel, et deux suppléants, désignés par le Premier Président de la Cour Suprême ;

4. deux députés titulaires et deux députés suppléants élus en début de législature par l'Assemblée nationale ;
5. deux sénateurs titulaires et deux sénateurs suppléants, élus en début de législature par le Sénat.
6. deux membres titulaires et deux membres suppléants issus du Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de droit.

Le ministère public est représenté par le Procureur Général de la Cour Suprême assisté d'un ou plusieurs membres de son parquet général. En cas d'empêchement du Procureur Général, il est suppléé par le Procureur Général de la Cour de Cassation.

Le greffier en chef de la Cour Suprême est de droit greffier de la Haute Cour de Justice. Il y tient la plume. En cas d'empêchement, il est remplacé par le greffier en chef de la Cour de Cassation.

L'organisation et la procédure à suivre devant la Haute Cour de Justice sont fixées par une loi organique.

TITRE IV DES TRAITES ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 137.- Le Président de la République négocie et ratifie les traités. Il est informé de toute négociation tendant à la conclusion d'un accord international non soumis à ratification. La ratification ou l'approbation de traités d'alliance, de traités de commerce, de traités ou d'accord relatif à l'organisation internationale, de ceux qui engagent les finances de l'Etat y compris les emprunts extérieurs, et de ceux qui modifient les dispositions de nature législative, de ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, des traités de paix, de ceux qui comportent modification de territoire, doit être autorisée par la loi.

Avant toute ratification, les traités sont soumis par le Président de la République, au contrôle de constitutionnalité de la Haute Cour Constitutionnelle. En cas de non conformité à la Constitution, il ne peut y avoir ratification qu'après révision de celle-ci.

Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie.

Tout traité d'appartenance de Madagascar à une organisation d'intégration régionale doit être soumis à une consultation populaire par voie de référendum.

Article 138.- Le Premier Ministre négocie et signe les accords internationaux non soumis à ratification.

TITRE V DE L'ORGANISATION TERRITORIALE DE L'ETAT SOUS-TITRE PREMIER DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 139.- Les Collectivités territoriales décentralisées, dotées de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière, constituent le cadre institutionnel de la participation effective des citoyens à la gestion des affaires publiques et garantissent l'expression de leurs diversités et de leurs spécificités.

Elles possèdent un patrimoine comprenant un domaine public et un domaine privé qui sont délimités par la loi.

Les terres vacantes et sans maître font partie du domaine de l'Etat.

Article 140.- Les Collectivités Territoriales Décentralisées disposent d'un pouvoir réglementaire. L'Etat veille à ce que le règlement d'une Collectivité Territoriale Décentralisée n'affecte pas les intérêts d'une autre Collectivité Territoriale Décentralisée.

L'Etat veille au développement harmonieux de toutes les Collectivités Territoriales Décentralisées sur la base de la solidarité nationale, des potentialités régionales et de l'équilibre interrégional par des dispositifs de péréquation.

Des mesures spéciales seront prises en faveur du développement des zones les moins avancées, y compris la constitution d'un Fonds Spécial de Solidarité.

Article 141.- Les Collectivités Territoriales Décentralisées assurent avec le concours de l'Etat, notamment la sécurité publique, la défense civile, l'administration, l'aménagement du territoire, le développement économique, la préservation de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie.

Dans ces domaines, la loi détermine la répartition des compétences en considération des intérêts nationaux et des intérêts locaux.

Article 142.- Les Collectivités Territoriales Décentralisées jouissent de l'autonomie financière. Elles élaborent et gèrent leur budget selon les principes applicables en matière de gestion des finances publiques.

Les budgets des Les Collectivités Territoriales Décentralisées bénéficient de ressources de diverses natures.

Article 143.- Les Collectivités Territoriales Décentralisées de la République sont les Communes, les Régions, les Provinces.

La création et la délimitation des Collectivités Territoriales Décentralisées doivent répondre à des critères d'homogénéité géographique, économique, sociale et culturelle.

Elles sont décidées par la loi.

Article 144.- Les Collectivités Territoriales Décentralisées s'administrent librement par des assemblées qui règlent, par leur délibération, les affaires dévolues à leur compétence par la présente Constitution et par la loi.

Ces délibérations ne peuvent pas être contraires aux dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires.

Article 145.- La représentation de l'Etat auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées est régie par la loi.

Article 146.- L'Etat s'engage à mettre en œuvre les mesures suivantes :

- ▶ répartition des compétences entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- ▶ répartition des ressources entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- ▶ répartition des services publics entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Décentralisées.

Article 147.- Les ressources d'une Collectivité Territoriale Décentralisée comprennent, notamment :

- ▶ le produit des impôts et taxes votés par son Conseil et perçus directement au profit du budget de la Collectivité Territoriale Décentralisée ; la loi détermine la nature et le taux maximum de ces impôts et taxes en tenant compte des charges assumées par les Collectivités Territoriales Décentralisées et de la charge fiscale globale imposée à la Nation ;
- ▶ la part qui lui revient de droit sur le produit des impôts et taxes perçus au profit du budget de l'Etat ; cette part qui est prélevée automatiquement au moment de la perception déterminée par la loi suivant un pourcentage qui tient compte des charges assumées globalement et individuellement par les Collectivités Territoriales Décentralisées et assurer un développement économique et social équilibré entre toutes les Collectivités Territoriales Décentralisées sur l'ensemble du territoire national ;
- ▶ les produits des subventions affectées ou non affectées consenties par le budget de l'Etat à l'ensemble ou à chacune des Collectivités Territoriales Décentralisées pour tenir compte de leur situation particulière, ou pour compenser, pour ces Collectivités Territoriales Décentralisées, les charges entraînées par des programmes ou projets décidés par l'Etat mis en œuvre par les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- ▶ le produit des aides extérieures non remboursables et le produit des dons à la Collectivité Territoriale Décentralisée ;
- ▶ les revenus de leur patrimoine ;
- ▶ les emprunts dont les conditions de souscription sont fixées par la loi.

SOUS-TITRE II DES STRUCTURES

CHAPITRE PREMIER DES COMMUNES

Article 148.- Les Communes constituent les collectivités territoriales décentralisées de base. Les Communes sont urbaines ou rurales e considération de leur assiette démographique réduite ou non à une agglomération urbanisée.

Article 149.- Les Communes concourent au développement économique, social, culturel et environnemental de leur ressort territorial. Les compétences tiennent compte essentiellement des principes constitutionnels et légaux ainsi que du principe de proximité, de promotion et de défense des intérêts des habitants.

Article 150.- Les Communes peuvent se constituer en groupement pour la réalisation de projets de développement commun.

Article 151.- Dans les Communes, les fonctions exécutives et délibérantes sont exercées par des organes distincts et élus au suffrage universel direct.

Article 152.- Le Fokonolona, organisé en Fokontany au sein des Communes, est la base du développement et de la cohésion socioculturelle et environnementale.

Les responsables des Fokontany participent à l'élaboration du programme de développement de leur commune.

CHAPITRE II DES REGIONS

Article 153.- Les Régions ont une vocation essentiellement économique et sociale. En collaboration avec les organismes publics et privés, elles dirigent, dynamisent coordonnent et harmonisent le développement économique et social de l'ensemble de leur ressort territorial et assurent la planification, l'aménagement du territoire et la mise en œuvre de toutes les actions de développement.

Article 154.- La fonction exécutive est exercée par un organe dirigé par un Chef de Région élu au suffrage universel.

Le Chef de Région est le premier responsable de la stratégie et de la mise en œuvre de toutes les actions de développement économique et social de sa région.

Il est le Chef de l'Administration de sa région.

Article 155.- La fonction délibérante est exercée par le Conseil régional dont les membres sont élus au suffrage universel.

Les Députés et les Sénateurs issus des différentes circonscriptions de la région sont membres de droit du Conseil régional, avec voix délibératives.

Article 156.- Le composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement des organes exécutifs et délibérants ainsi que le mode et les conditions d'élection de ses membres sont fixés par la loi.

CHAPITRE III DES PROVINCES

Article 157.- Les Provinces sont des Collectivités Territoriales Décentralisées dotées de la personnalité morale, de l'autonomie administrative et financière.

Elles assurent la coordination et l'harmonisation des actions de développement d'intérêt provincial et veillent au développement équitable et harmonieux des Collectivités Territoriales Décentralisées dans la province.

Les Provinces mettent en œuvre la politique de développement d'intérêt provincial défini et arrêté en Conseil provincial.

En collaboration avec les organismes publics et privés, elles dirigent, dynamisent, coordonnent et harmonisent le développement économique et social de l'ensemble de la province et assurent, à ce titre, la planification, l'aménagement du territoire et la mise en œuvre de toutes les actions de développement.

Article 158.- La fonction exécutive est exercée par un organe dirigé par le Chef de Province élu au suffrage universel.

Le Chef de Province est le premier responsable de la stratégie et de la mise en œuvre de toutes les actions de développement économique et social de sa province.

Il est le Chef de l'Administration de sa province.

Article 159.- La fonction délibérante est exercée par le Conseil provincial dont les membres sont élus au suffrage universel.

Les Députés et les Sénateurs issus des différentes circonscriptions de la province sont membres de droit du Conseil provincial avec voix délibérative.

Article 160.- La composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement de ces organes exécutif et délibérant, ainsi que le mode et les conditions d'élection de leurs membres sont fixés par la loi.

TITRE VI DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION

Article 161.- Aucune révision de la Constitution ne peut être initiée, sauf en cas de nécessité Jugée impérieuse.

Article 162.- L'initiative de la révision, en cas de nécessité jugée impérieuse, appartient soit au Président de la République qui statue en Conseil des Ministres, soit aux Assemblées parlementaires statuant par un vote séparé à la majorité des deux tiers des membres. Le projet ou la proposition de révision n'est adopté qu'à la majorité des trois quarts des membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Le projet ou la proposition de révision ainsi approuvé(e) est soumis à referendum.

Article 163.- La forme républicaine de l'Etat, le principe de l'intégrité du territoire national, le principe de la séparation des pouvoirs, le principe d'autonomie des Collectivités Territoriales Décentralisées, la durée et le nombre du mandat du Président de la République, ne peuvent faire l'objet de révision.

Les pouvoirs exceptionnels détenus par le Président de la République dans les circonstances exceptionnelles ou de trouble politique ne lui confèrent pas le droit de recourir à une révision constitutionnelle.

TITRE VII DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

Article 164.- La présente Constitution sera adoptée par référendum. Elle entrera en vigueur dès sa promulgation par le Président de la Haute Autorité de la Transition, dans les dix jours suivant la proclamation des résultats définitifs du référendum par la Haute Cour Constitutionnelle.

Article 165.- La législation en vigueur demeure applicable en toutes ses dispositions non contraires à la présente Constitution.

Les textes à caractère législatif relatifs à la mise en place dans des institutions et organes, ainsi que les autres lois d'application prévus par la présente Constitution seront pris par voie d'ordonnance.

Article 166.- Jusqu'à la mise en place progressive des Institutions prévues par la présente Constitution, les Institutions et les organes prévus pour la période de la Transition continuent d'exercer leurs fonctions.

Le Conseil Supérieur de la Transition et le Congrès de la Transition cessent leurs fonctions dès l'élection du bureau de la nouvelle Assemblée Nationale.

En attendant la mise en place du Sénat, l'Assemblée Nationale a la plénitude du pouvoir législatif.

Jusqu'à l'investiture du nouveau Président de la République, l'actuel Président de la Haute Autorité de la Transition continue d'exercer les fonctions de Chef de l'Etat.

En cas de vacance de la Présidence, pour quelque cause que ce soit, les fonctions de Chef de l'Etat sont exercées collégalement par le Premier Ministre, le Président du Conseil Supérieur de la Transition, et le Président du Congrès.

Article 167.- Afin de respecter le prescrit constitutionnel, le Président de la République, dans un délai de 12 mois à compter de son investiture, invite les Instances compétentes à désigner les membres qui composeront la Haute Cour de Justice afin de procéder dès l'expiration de ce délai à l'installation de la Haute Cour de Justice. Toute partie justifiant d'un intérêt peut saisir les institutions compétentes de demande de sanction en cas de carence.

En ce qui concerne le Président de la République, exceptionnellement, l'Instance compétente est la Haute Cour Constitutionnelle qui serait autorisée à prendre les sanctions qu'aurait pu prendre la Haute Cour de Justice si elle était installée.

Article 168.- Dans le cadre du processus de Réconciliation nationale, il est institué un Conseil du Fampihavanana Malagasy dont la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement sont déterminées par la loi.

Antananarivo, le 17 Novembre 2010



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

FIADIDIAN'NY REPOBLIKA

***LALAMPANORENAN'NY
REPOBLIKA FAHA-IV***



LALAMPANORENAN'NY REPOBLIKA FAHAEFATRA FITSAMPAN-KEVIBAHOAKA NY FAHA-17 NOVEMBRE 2010

SAVARANONANDO

Ny Vahoaka malagasy masi-mandidy,

Mametraka ny finoany an'Andriamanitra Andriananahary,

Hentitra amin'ny fanapahan-keviny hampandroso sy hampiroborobo ny fiaraha-monina mivelona ao anatin'ny firindrana sy fanajana ny hafa, ny harena mbamin'ny havitrihina ifotoran'ireo soatoavina ara-kolontsaina sy ara-panahy miainga avy amin'ny "fanahy maha-olona".

Resy lahatra ny amin'ny hametrahana ny fiaraha-monina malagasy ny maha-izy azy sy ny maha-malagasy, ary hidirana amin'ny rafi-baovaon'izao taona arivo izao hitehirizina ny soatoavina sy foto-kevitra nentim-paharazana mifototra amin'ny fanahy malagasy ahitana "ny fitiavana, ny fihavanana, ny fifanajana, ny fitandroana ny aina", ary manome hasina ny fiainam-piaraha-monina, tsy misy fanavakavahana ara-paritra, ara-pihaviana, ara-poko, ara-pinoana, ara-pirehan-kevitra politika, ary tsy anavahana ny lahy sy ny vavy.

Mahatsapa fa tena zava-dehibe ny fametrahana ny fomba izorana amin'ny fampihavanam-pirenena,

Resy lahatra fa ny Fokonolona, nalamina ho Fokontany, no sehatra iainana, ivelarana, ifanakalozana sy ifampierana amin'ny fandraisan'anjara mavitriky ny olom-pirenena,

Mahatsapa ny maha zava-dehibe tsy manam-paharoa ireo loharanon-karena avy amin'ny zava-boahary manan'aina sy ireo harena an-kibon'ny tany samihafa ananan'i Madagasikara ka ilaina arovana ho an'ny taranaka ho avy,

Mahatsapa fa ny tsy fanajana ny Lalampanorenana na ny fanitsiana azy mba hanamafisana ny fahefan'ny mpitondra nefa tsy mitondra vokatsoa ho an'ny vahoaka no antony mahatonga ny krizy miverimberina,

Noho ny toerana misy ara-politika an'i Madagasikara sy ny fandraisany anjara antsitrapo eo amin'ny fifarimbonan'ny firenen-tsamihafa, ka andraisany ho toy ny nataony, indrindra :

- ny Sata iraisam-pirenena momba ny zon'olombelona ;*
- ny Fifanarahana mikasika ny zon'ny ankizy, ny zon'ny vehivavy, ny fiarovana ny tontolo iainana, ny zo ara-tsosialy, ara-toekarena, ara-politika, isam-batan'olona ary ara-kolontsaina ;*

Mihevitra fa ny fivelaran'ny maha-izy azy sy ny fiavahan'ny Malagasy rehetra no fanoitra ilaina ho an'ny fampandrosoana maharitra sy mirindra, ka ny fepetra arahina indrindra dia :

- *ny fitandroana ny fandriampahalemana, ny firaisankina ary ny adidy amin'ny fitandroana ny firaisam-pirenena eo amin'ny asa fametrahana politika fampandrosoana mifandanja sy mirindra ;*
- *ny fanajana sy ny fiarovana ny fahalalana sy zo fototra ;*
- *ny fananganana Fanjakana tan-dalàna izay hahatonga ny mpitondra sy ny entina samy ho voafehin'ny fitsipi-dalàna mitovy, eo ambany fanaraha-mason'ny Fitsarana mahaleotena ;*
- *ny famongorana ny tsy fahamarinana, ny kolikoly, ny tsy fitoviana sy ny fanakavahana amin'ny endriny rehetra ;*
- *ny fitantanana araka ny tokony ho izy sy ara-drariny ny harena voajanahary ilaina amin'ny fampandrosoana ny olombelona ;*
- *ny fitantanana tsara eo amin'ny fitondrana ny raharaham-panjakana, amin'ny fomba mangarahara eo amin'ny fintantanana sy ny fampandraisan'andraikitra ny mpitantana ny fahefam-panjakana ;*
- *ny fisarahana sy fifandanjan'ny fahefana ampiharina araka ny fomba demokratika ;*
- *ny fametrahana ny fitsinjaram-pahefana tena izy, amin'ny alàlan'ny fanomezana fizakan-tena malalaka ny Vondrombahoaka Itsinjaram-pahefana na eo amin'ny sehatra iandraiketany na eo amin'ny ara-bola ;*
- ny fitandroana ny fiarovana ny ain'ny olona.*

Dia manambara :

LOHATENY VOALOHANY NY AMIN'NY FEHI-KEVITRA FOTOTRA

Andininy voalohany.- Firenena iray ny Vahoaka Malagasy ka mivondrona ho Fanjakana masi-mandidy, tokana, repoblikana ary tsy mampifangaro ny fitondram-panjakana sy ny finoana.

“Repoblikan'i Madagasikara” no anarana entin'io Fanjakana io.

Ny demokrasia sy ny feni-kevitra momba ny Fanjakana tan-dalàna no fototra iorenan'ny Repoblika. Eo amin'ny faritry ny taniny no maha masi-mandidy azy.

Tsy misy mihitsy mahazo manohintohina ny maha iray tsy anombinana ny tanin'ny Repoblika.

Tsy azo amidy na atakalo ny tanim-pirenena.

Ny fomba sy fepetra fivarotana sy fampanofanan tany ho an'ny vahiny dia voafaritry ny lalàna.

Andininy 2.- Ny Fanjakana dia manamafy ny tsy fombany ny atsy sy ny aroa eo anatrehan'ny finoana samy hafa.

Ny tsy fampifangaroana ny fitondram-panjakana sy ny finoana eto amin'ny Repoblika dia miankina amin'ny foto-kevitra mikasika ny fisarahan'ny raharaham-panjakana sy ny fikambanam-pivavahana ary ny solontenany.

Ny Fanjakana sy ny fikambanam-pivavahana dia tena tsy mahazo mifampitsabatsabaka eo amin'ny sehatrasan'izy ireo tsirairay avy.

Tsy misy mihitsy Lehiben'Andrim-panjakana na mambra ao amin'ny Governemanta afaka miditra any amin'ny ambaratongam-pitarohana ny fikambanam-pivavahana iray ; raha tsy izany dia azon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana atao ny manongana azy na heverina ho toy ny mametra-pialàna avy hatrany amin'ny asany na ny raharahany izy.

Andininy 3.- Ny Repoblikan'i Madagasikara dia Firenena miankina amin'ny rafitry ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana izay ahitana Kaominina, Faritra ary Faritany ka ny fari-pahefana sy ny foto-kevitra momba ny fizakan-tena ara-pitondrandraharaha sy ara-pitantanam-bola dia iantohan'ny Lalàmpanorenana sy faritan'ny Lalàna.

Adnininy 4.- “Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana” no filamatry ny Repoblikan'i Madagasikara.

Ny fanevany dia saina telo soratra, fotsy, mena, maitso, vita amin'ny tsivalana telo mahitsizoro mitovy refy, ka ny voalohany fotsy ary mitsangana manaraka ny tahon-tsaina, ny roa hafa mandry ka ny mena ambony ary ny maitso ambany.

Ny teny Malagasy no tenim-pirenena.

“Ry Tanindrazanay malala ô” no hiram-pirenena.

Antananarivo no Renivohitry ny Repoblikan'i Madagasikara.

Ny lalàna no mametra ny fitombon-kasem-panjakana sy ny mari-piandrianan'ny Firenena.

Ny teny Malagasy sy frantsay no teny ofisialy.

Andininy 5.- Ny vahoaka izay ipoiran'ny fahefana rehetra no masi-mandidy ka mampiasa izany amin'ny alàlan'ny solontenany lany amin'ny alàlan'ny fifidianana andraisan'ny rehetra anjara mivantana na tsy mivantana, na koa amin'ny alalan'ny fitsapan-kevi-bahoaka. Tsy misy mihitsy ampahany amin'ny vahoaka, na olon-tokana mahazo manendry tena hampiasa izany fahefana feno izany.

Ny fandaminana sy ny fitantanana ny raharaha rehetra momba ny fifidianana dia ankinina amin'ny rafitra mahaleotena iray eto amin'ny Firenena.

Ny lalàna no mandamina ny fombafomba fampandehanana io rafitra io.

Mpifidy avokoa, araka ny fepetra faritan'ny lalàna, ny olom-pirenena lahy sy vavy rehetra mizaka ny zon'ny isam-batan'olona sy ny zo politika. Didim-pitsarana raikitra no hany mahavery ny zo maha-mpifidy.

Andininy 6.- Ny lalàna dia maneho ny safidim-bahoaka. Mitovy ny olona rehetra eo anatrehan'ny lalàna, na izy natao hiarovana, na izy natao handidy, na izy natao hamaizana.

Mitovy zo ny olona rehetra eo anatrehan'ny lalàna, samy manana fahalalana fototra arovan'ny lalàna ary tsy misy fanvakavahana na amin'ny maha-lahy na amin'ny maha-vavy, na amin'ny fari-pahalalàna, na amin'ny fari-piainana, na amin'ny fiaviana, na amin'ny finoana, na amin'ny tsy fitovian-kevitra.

Ny lalàna no manome tombony ny fitoviana amin'ny fidirana sy ny fandraisan'anjaran'ny vehivavy sy ny lehilahy amin'ny fisahanan'asam-panjakana sy amin'ny asa eo amin'ny sehatry ny fiainana ara-politika, ara-toekarena sy ara-tsosialy.

LOHATENY II NY AMIN'NY FAHALALAHANA SY NY AMIN'NY ZO AMAN'ANDRAIKITRY NY OLOM-PIRENENA

ZANA-DOHATENY VOALOHANY NY AMIN'NY ZO AMAN'ANDRAIKITRY NY ISAM-BATAN'OLONA SY NY ZO POLITIKA

Andininy 7.- Ny zon'ny isam-batan'olona sy ny fahalalahana fototra dia iantohan'ny Lalàmpanorenana ary ny lalàna no mandamina ny fampiasana azy.

Andininy 8.- Arovan'ny Lalàna ny zon'ny olona rehetra hiaina. Tsy azo atao ny manala ain'olona amin'ny fomba tsy rariny. Tsy azo heverina ho fandikana ity andininy ity ny famonoana raha toa ka tsy maintsy ilaina ny fampiasana hery mba hiantohana ny fiarovana ny olona rehetra amin'ny herisetra tsy ara-dalàna.

Tsy misy olona azo ampahoriana, saziàna na ampijaliana amin'ny fomba tafahoatra sy tsy mendrika manetry ny maha-olombelona.

Voarara indrindra ny manery olona iray hanaovana andrana ara-pitsaboana na aratsiansa raha tsy nahazoana ny faneken'ny malalaka.

Andininy 9.- Ny olona rehetra dia manan-jo amin'ny fahalalahana ary tsy azo samborina na tàmàna am-ponja tsy amin'antony.

Tsy misy olona azo enjehina na samborina na tàmàna am-ponja raha tsy noho ny antonjavatra voafaritry ny lalàna ary araka ny fomba voadidiny.

Izay niharan'ny fisamborana na fitàmàna am-ponja tsy ara-dalàna dia manan-jo hahazo onitra.

Andininy 10.- Ny fahalalahana maneho hevitra sy miteny, ny fahalalahana eo amin'ny fifandraisana, ny fahalalahana manao gazety, ny fahalalahana hiditra aminà fikambanana na hanorina fikambanana, ny fahalalahana hivory malalaka, ny fahalalahana mivezivezy, ny fahalalahana amin'ny fieritreretana sy amin'ny finoana dia samy iantohana ho an'ny rehetra ary tsy azo ferana raha tsy hoe fanajana ny fahalalahana sy ny zon'ny hafa sy noho ny fahaterena hiaro ny filaminam-bahoaka, ny fahamendrehan'ny firenena ary ny filaminan'ny Fanjakana.

Andininy 11.- Manan-jo hahalala vaovao ny tsirairay.

Tsy misy faneriterana mialoha azo ampiharina amin'ny fampahalalam-baovao amin'ny endriny rehetra ankoatr'ireo izay mamofady na mety hanohintohina ny filaminam-bahoaka.

Zo ny fahalalahana amin'ny fampahalalam-baovao, na toy inona na toy inona no hanohanana izany. Ny fampiasana io zo io dia adidy sy andraikitra saingy voafehin'ny fombafomba, fepetra, na sazy voalazan'ny lalàna, izay fepetra ilaina ao anatin'ny fiarahamonina demokratika.

Voarara amin'ny endriny rehetra ny sivana.

Ny fisahanana ny asa aman-draharahan'ny mpanao gazety dia voalamina araka ny lalàna.

Andininy 12.- Ny olom-pirenena malagasy rehetra dia manana zo handao sy hiverina eto amin'ny tanim-pirenena araka ny fepetra voatondron'ny lalàna.

Zon'ny tsirairay ny mivezivezy sy manorim-ponenena an-kalalahana manerana ny tanin'ny Repoblika, rehefa voahaja ny zon'ny hafa sy ny fepetra faritan'ny lalàna.

Andininy 13.- Ny olona tsirairay dia iantohana amin'ny tsy fahazoana manao ankeriny na herisetra amin'ny tenany, amin'ny fonenany sy amin'ny tsiambaratelon'ny fifandraisany.

Tsy misy fisavan-trano na toerana azo atao raha tsy alàlana omen'ny lalàna ary araka ny baiko an-tsoratra nomen'ny fahefana mpitsara afaka manao izany, afa-tsy amin'ireo izay tratra ambodiomby.

Tsy misy olona azo sazina raha tsy araka ny lalàna navoaka hanan-kery alohan'ny nanaovana ilay fihetsika mahavoasazy.

Tsy misy olona azo sazina indroa noho ny toe-javatra iray efa nanamelohana azy.

Ny lalàna dia miantoka ny zo hitady ny rariny sy ny hitsiny ho an'ny olona rehetra ary tsy vato misakana izany velively ny tsy fahampian'ny fidiram-bola aminy.

Iantohan'ny Fanjakana ny zom-piarovan-tena feno sy tsy azo hozongozonina eo anatrehan'ny antokom-pitsarana rehetra, amin'ny dingana rehetra eo amin'ny fizotry ny ady, manomboka hatrany amin'ny famotorana mialoha eo amin'ny ambaratongan'ny mpanao famotorana na ny fampanoavana.

Voarara ny fanerena ara-tsaina rehetra sy/na fampijaliana ara-batana mba hisamborana olona iray na hitànana azy am-ponja.

Heverina ho tsy manan-tsiny ny voampanga sy voarohirohy rehetra mandra-pisian'ny didim-pitsarana raikitra manameloka azy.

Toe-javatra manokana ny fitanana am-ponja vonjimaika.

Andininy 14.- Zon'ny olona rehetra no mivondrona an-kalalahana ao anaty fikambanana, nefa tsy maintsy manaraka ny voalazan'ny lalàna.

Toy izany koa ny momba ny zo hanangana antoko politika. Ny lalàna momba ny antoko politika no mametra ny fomba entina manangana sy mamatsy vola azy ireo.

Rarana ny fikambanana sy ny antoko politika izay manohintohina ny maha iray tsy mivaky ny Firenena sy ny foto-kevitra repoblikana, sy izay manindrahindra fanjakazakana na fanavakavahana ara-pirazana, ara-poko na ara-pinoana.

Mandray anjara amin'ny fanehoana safidy ny antoko sy fikambanana politika.

Ny Lalàmpanorenana no miantoka ny zo hijoro ho mpanohitra amin'ny fomba demokratika.

Aorian'ny fifidianana solombavambahoaka, ny vondrona politika mpanohitra dia manendry ny lehiben'ny mpanohitra. Raha tsy misy ny fifanarahana dia ny lehiben'ny vondrona politika mpanohitra izay nahazo vato manan-kery be indrindra tamin'ny latsabato no heverina ho lehiben'ny mpanohitra.

Ny sata mifehy ny mpanohitra sy ny antoko mpanohitra, eken'ity Lalàmpanorenana ity sy manome azy indrindra ny sehatra ahafana haneho hevitra, dia faritana amin'ny alàlan'ny lalàna.

Andininy 15.- Manan-jo hilatsaka hofidina amin'ny fifidianana rehetra voalazan'ny Lalàmpanorenana ny olom-pirenena tsirairay rehefa voahaja ny fepetra takian'ny lalàna.

Andininy 16.- Adidin'ny tsirairay ny manaja ny Lalàmpanorenana sy ireo Andrimpanjakana, ary ireo didy aman-dalàn'ny Repoblika eo am-pizakàna ny zo sy ny fahalalahana eken'ity Lalàmpanorenana ity.

ZANA-DOHATENY II NY AMIN'NY ZO SY ADIDY MOMBA NY TOEKARENA SY SOSIALY ARY KOLTORALY

Andininy 17.- Arovana sy iantohan'ny Fanjakana ny fampiasana ny zo izay miantoka ny maha-izy azy ny tsirairay, ny fahamendrehana, ny fivelarany feno ara-batana sy ara-tsaina ary ara-pitondran-tena.

Andininy 18.- Voninahitra sy adidy ny fanompoam-pirenena voadididn'ny lalàna. Ny fanatontosana izany dia tsy manembatsembana ny toerana misy ny olom-pirenena eo amin'ny asany na ny fampiasana ny zo politika ananany.

Andininy 19.- Mankato sy mandamina ny zon'ny tsirairay amin'ny fiarovana ny fahasalamana dieny hatrany am-bohoka ny Fanjakana amin'ny alàlan'ny fandaminana ny fitsaboana ara-panjakana maimaimpoana, ka ny maha maimaimpoana izany dia avy amin'ny fahafaha-manao ny firaisankinam-pirenena.

Andininy 20.- Arovan'ny Fanjakana ny ankohonana izay singa voajanahary sy andrin'ny fiaraha-monina. Manana zo hanorina fianakaviana ary hamela ireo fananany manokana holovain'ny taranaka ny olona tsirairay avy.

Andininy 21.- Ny Fanjakana no miantoka amin'ny alàlan'ny famoahan-dalàna sy ny fananganana rafitra mpiahy mifanentana amin'ny fiarovana ny fianakaviana mba hahazoany mivoatra tsara ka ao anatin'izany indrindra ny fiahiana ny reny sy ny zaza.

Andininy 22.- Raisin'ny Fanjakana ho adidy ny fandraisana ny fepetra ilaina amin'ny fampandrosoana ara-tsaina ny isam-batan'olona ka tsy misy fameperana afa-tsy ny fahaizan'ny tsirairay.

Andininy 23.- Manan-jo hianatra sy handray fanabeazana ny ankizy tsirairay avy ka tompon'andraikitra amin'izany ny ray aman-dreny ka hajaina ny fahalalahana hisafidy ananany.

Ny Fanjakana dia mandray ho adidy ny fampivoarana ny fanofanana arak'asa.

Andininy 24.- Mandamina fanabeazam-bahoaka maimaimpoana sy takatry ny rehetra hidirana ny Fanjakana. Ny fampianarana ambaratonga voalohany dia tsy maintsy ataon'ny rehetra.

Andininy 25.- Eken'ny Fanjakana ny fisian'ny fampianarana tsy miankina aminy ary iantohany ny fahalalahana hanome izany fampianarana izany raha toa ka mifandanja amin'ny fepetra mikasika ny fampianarana momba ny fitandremam-pahasalamana sy ny fitondran-tena ary ny lentan'ny fianarana faritan'ny lalàna.

Ireny toeram-pampianarana tsy miankina ireny dia fehezin'ny lalàna momba ny hetra araka ny fepetra faritan'ny lalàna.

Andininy 26.- Manan-jo handray anjara amin'ny fiainana ara-kolontsain'ny fiarahamonina, amin'ny fandrosoana ara-tsiansa ary hioty ireo vokatsoa aterak'izany ny isam-batan'olona.

Ny Fanjakana, miaraka amin'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana no miantoka ny fampivoarana sy ny fiarovana ny vakoka ara-kolontsaim-pirenena sy ny famokarana ara-tsiansa, ara-haisoratra ary ara-javakanto.

Ny Fanjakana, miaraka amin'ny Vondrombahoaka Itsinjaram-pahefana no miantoka ny zom-pitomboana ara-tsaina.

Andininy 27.- Zo sy adidy ho an'ny olom-pirenena tsirairay ny asa sy ny fiofanana arak'asa.

Ny fidirana amin'ny asam-panjakana dia misokatra ho an'ny olom-pirenena rehetra tsy misy fepetra ankoatry ny fahafaha-manao sy ny fahaizana.

Na izany aza anefa, azo atao ny mametra isaky ny fari-piadihana, ny isan'ny olona raisina ho ao amin'ny asam-panjakana ka ho faritan'ny lalàna ny fe-potoana faharetan'izany sy ny fomba fampiharana azy.

Andininy 28.- Tsy misy natao ho matiantoka amin'ny asa aman-draharahany noho ny maha-lahy na maha-vavy azy, ny taona, ny finoana, ny firehan-kevitra, ny fiaviana, noho ny maha-mpikambana ao anaty rafitra sendikaly na koa ny faharesen-dahatra ara-politika.

Andininy 29.- Ny olom-pirenena tsirairay dia manan-jo handray valin-kasasarana mifandanja amin'ny asa ataony izay ahafahany miantoka azy sy ny ankohonany, fiainana araka fahamendrehan'ny maha-olona.

Andininy 30.- Miezaka ny Fanjakana hiahy ny filan'ny olom-pirenena rehetra izay mety ho tsy afaka miasa noho ny taonany, na noho ny kilemany ara-batana na ara-tsaina, ka izany dia amin'ny alàlan'ny firotsahan'ny Andrimpanjakana na antokon-draharaha miendrika sosialy an-tsehatra.

Andininy 31.- Eken'ny Fanjakana ny zon'ny mpiasa tsirairay hiaro ny tombontsoany amin'ny alàlan'ny hetsika sendikaly ary indrindra amin'ny alàlan'ny fahalalahana hanangana sendika. Malalaka ny fidirana amina sendika.

Andininy 32.- Zon'ny mpiasa tsirairay, indrindra amin'ny alàlan'ny solontenany, ny mandray anjara amin'ny famaritana ireo fitsipika sy fepetra momba ny asa.

Andininy 33.- Ekena ny zo hanao fitokonana nefa izany dia tsy tokony hanohintohina ny fampandehanana ny asam-bahoaka na ny tombontsoa fototry ny Firenena.

Ny fepetra hafa fampiasana io zo io dia feran'ny lalàna.

Andininy 34.- Iantohan'ny Fanjakana ny fananan'ny tsirairay zo hanana fanana manokana. Tsy misy fananan'olona azo ongotana aminy raha tsy noho ny tombontsoam-bahoaka kanefa izany dia tsy maintsy handoavana onitra ara-drariny mialoha.

Ny Fanjakana no miantoka ny fanamorana amin'ny fahazoana ny fizakan-tany amin'ny alàlan'ny famoronana lalàna sy rafitra hisian'ny mangarahara amin'ny fahazoambaovao momba ny tany.

Andininy 35.- Amorain'ny Fanjakana ny fahazoan'ny olom-pirenena trano fonenana amin'ny alàlan'ny fomba famatsiam-bola sahaza.

Andininy 36.- Tsy maintsy mandroso miandalana sy tomanana arakaraka ny fahafahany mandoa hetra ny fandraisan'ny olom-pirenena tsirairay anjara amin'ny fandaniambolam-panjakana.

Andininy 37.- Ny Fanjakana no miantoka ny fahalalahan'ny fandraharahana ao anatin'ny faritry ny fanajana ny tombontsoa iombonana, ny filaminam-bahoaka, ny fitondran-tena mendrika ary ny tontolo iainana.

Andininy 38.- Ny Fanjakana no miantoka ny fiarovana ny renivola sy ny fampiasambola hamokarana.

Andininy 39.- Ny Fanjakana no miantoka ny tsy fiandiana ara-politika amin'ny Fitondran-draharaham-panjakana, ny Foloalindahy, ny Fitsarana, ny Mpitandro ny filaminana, ny Fampianarana ary ny Fanabeazana.

Izy no mandamina ny Fitondran-draharaham-panjakana mba hisorohana amin'ireo asa rehetra fandanindaniam-poana sy ny fanodikidinana ny volam-panjakana ho an'ny tombontsoa manokana na politika.

LOHATENY III NY AMIN'NY FANDAMINANA NY FANJAKANA

Andininy 40.- Ireto avy ny Andrim-panjakana :

- Ny Filohan'ny Repoblika sy ny Governemanta ;
- Ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona ;
- Ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana.

Ny Fitsarana Tampony, ny Fitsarana Ambony sy ieo fitsarana miankina aminy ary koa ny Fitsarana Avo no manatanteraka ny asam-pitsarana.

Andininy 41.- Ny lalàna no mamaritra ny habetsahana, ny fepetra ary ny fombafomba fanomezana tambin-karama omena ireo olo-mana-kaja nantsoina hisahana andraikitra maha-olom-boafidy, na hamita asa, na hanatontosana iraka eo anivon'ireo Andrim-panjakana voalazan'ity Lalàmpanorenana ity.

Alohan'ny hanatontosana ny asa na iraka sy hisahanana ny andraikiny dia mametraka fanambaram-panana manoloana ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ireo sokajin'olona voalazan'ny andalana etsy ambony.

Tsy misy olona amin'ireo voalazan'ny andininy faha-40 mahazo mandray ivelan'ny zony tamby na karama avy amin'olona na rafitra mizaka zo aman'andraikitra ny isambatan'olona, vahiny na teratany, raha toa izany manakantsakana ny fanatontosany aradalàna ny andraikitra nomena azy fa raha tsy izany dia aongana.

Ny lalàna no mamaritra ny fomba fampiharana ireo fepetra ireo indrindra ny amin'ny famerana ny zo, ny tamby sy ny karama ary ny paika arahina amin'ny fanonganana.

Andininy 42.- Ny asa sahanina eny anivon'ny Andrim-panjakana dia tsy tokony ho zary loharanon-karena tsy ara-drariny na fitaovana ampiasaina ho amin'ny tombontsoan'ny tena manokana.

Andininy 43.- Ny Filankevitra Ambony ho amin'ny Fiarovana ny Demokrasia sy ny Fanjakana tan-dalàna no miandraikitra ny fanaraha-maso ny fanajana ny toetra fototry ny fahefana, ny demokrasia sy ny fanajana ny Fanjakana tan-dalàna, ny fanaraha-maso ny fampiroboroana sy ny fiarovana ny zon'olombelona.

Ny lalàna no mamaritra ny fombafomba mikasika ny ho anisany sy ny fandaminana ary ny fampandehanana ny Filankevitra Ambony.

ZANA-DOHATENY VOALOHANY NY AMIN'NY MPANATANTERAKA

Andininy 44.- Ny asan'ny mpanatanteraka dia sahanin'ny Filohan'ny Repoblika sy ny Governemanta.

TOKO VOALOHANY

Ny amin'ny Filohan'ny Repoblika

Andininy 45.- Ny Filohan'ny Repoblika no Filoham-panjakana. Fidina hiasa mandritra ny dimy taona azo havaozina indray mandeha, amin'ny alàlan'ny fifidianana andraisan'ny rehetra anjara mivantana izy.

Izy no miantoka, amin'ny fanelanelanany, ny fampandehanana ara-dalàna sy mitohy ny fahefam-panjakana, ny fahaleovan-tenam-pirenena sy ny maha iray tsy anombinana ny tanindrazana. Izy no mitandro ny fiarovana sy ny fanajana ny fiandrianam-pirenena na eto an-toerana na any ivelany. Izy no miantoka ny Firaisam-pirenena.

Ny Filohan'ny Repoblika no miantoka ireo asa ireo ao anatin'ny fahefana izay napetrak'ity Lalàmpanorenana ity aminy.

Andininy 46.- Izay olona rehetra milatsaka hofidina ho Filohan'ny Repoblika dia tsy maintsy mizaka ny zom-pirenena Malagasy, misitraka ny zon'ny isam-batan'olona sy ara-politika, feno dimy amby telopolo taona farafahakeliny amin'ny vaninandro hifaranan'ny fametrahana ny filatsahana hofidina, monina eto amin'ny tanin'ny Repoblikan'i Madagasikara enim-bolana farafahakeliny mialohan'ny vaninandro farany ferana amin'ny fametrahana ny filatsahan-kofidina.

Ny Filohan'ny Repoblika amperin'asa izay milatsaka hofidina amin'ny fifidianana ho Filohan'ny Repoblika dia mametra-pialàna amin'ny toerany enim-polo andro alohan'ny hanatanterahana ny fifidianana Filohan'ny Repoblika. Amin'io anton-javatra io, ny Filohan'ny Antenimerandoholona no misahana ny anjara raharahan'ny Filohan'ny Repoblika andavanandro mandra-panolorana ny fahefana amin'ny Filoha vaovao.

Raha toa ny Filohan'ny Antenimierandoholona ka milatsaka hofidina ihany koa, dia iarahan'ny Governemanta misahana ny asan'ny Filoham-panjakana.

Voarara ho an'ireo olo-manan-kaja rehetra misahana andraikitra maha olom-boafidy na manatanteraka asa eo anivon'ny Andrim-panjakana ary milatsaka hofidina amin'ny fifidianana ho Filohan'ny Repoblika, ny mpampiasa mba hanaovana fampielezan-kevitra ny fitaovana na tombontsoa izay ananany noho ny asa ataony. Ny fandikana izany izay voazahan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana fototra dia zary antony tsy hampanan-kery ny filatsahana hofidina.

Andininy 47.- Ny fifidianana ny Filohan'ny Repoblika dia tanterahina telopolo andro farafahakeliny ary enim-polo andro farafahabetsany alohan'ny fiafaran'ny fe-potoana fiasan'ny Filoha am-perinasa.

Ireo fe-potoana ireo dia mihatra aorian'ny fahitana fototra ny fahabangan-toerana ambaran'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana amin'ireo toe-javatra voalazan'ny andininy faha-52 sy faha-132 amin'ity Lalàmpanorenana ity.

Voafidy ho Filohan'ny Repoblika avy hatrany izay mahazo ny antsasa-manilan'ny vato manan-kery amin'ny fihodinana voalohany. Raha tsy tratra izany, dia asiana fihodinana faharoa ka izay mahazo ny ampahany be indrindra amin'ny vato manan-kery no lany ho Filohan'ny Repoblika amin'ireo mpilatsa-kofidina roa nahazo vato be indrindra tamin'ny

fihodinana voalohany. Ny fihodinana faharoa dia atao telopolo andro raha ela indrindra aorian'ny fanambarana ofisialy ny vokatry ny fihodinana voalohany.

Raha misy ny fahafatesan'ny mpilatsaka hofidina alohan'ny fihodinana iray amin'ny fandatsaham-bato, na koa misy toe-javatra hafa tsy azo anoharana voamarin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ara-dalàna, dia ahemotra amin'ny vaninandro vaovao ny fifidianana araka ny fepetra sy araka ny fombafomba izay ho faritana amin'ny alàlanana'ny lalàna fehizoro.

Ny Filoha am-perinasa tsy nilatsaka hofidina amin'ny fifidianana dia mbola manohy ny asany mandra-pahatongan'ny fotoana hanolorana fahefana ny mpandimby azy araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-48.

Andininy 48.- Ny fanoloram-pahefana ofisialy dia atao eo amin'ny Filoha teo aloha sy ny Filoha voafidy vaovao.

Alohan'ny handraisany ny asany, ny Filohan'ny Repoblika, amin'ny fotoam-pitsarana manetriketrika ataon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, eo anoloan'ny Firenena sy eo anatrehan'ny Governemanta, ny Antenimierampirenena, ny Antenimierandoholona ary ny Fitsarana Tampony, dia manao izao fiainana izao :

“Eo anatrehan'Andriamanitra Andriananahary sy ny Firenena ary ny Vahoaka, miainiana aho fa hanatanteraka antsakany sy andavany ary amim-pahamarinana ny andraikitra lehibe maha-Filohan'ny Firenena Malagasy ahy.

Mianiana aho fa hampiasa ny fahefana natolotra ahy ary hanokana ny heriko rehetra hiarovana sy hanamafisana ny firaisam-pirenena sy ny zon'olombelona.

Mianiana aho fa hanaja sy hitandrina toy ny anakandriamaso ny Lalàmpanorenana sy ny lalàm-panjakana, hikatsaka ny soa ho an'ny Vahoaka Malagasy tsy ankanavaka”.

Manomboka ny andro nanaovana fiainana ny fe-potoana iasan'ny Filohan'ny Repoblika.

Andininy 49.- Ny asan'ny Filohan'ny Repoblika dia tsy azo ampirafesina amina asam-panjakana nahavoafidim-bahoaka, asa aman-draharaha hafa, asa ao anatin'ny antoko politika, vondrona politika, na fikambanana, ary fisahanana andraikitra eo anivon'ny fikambanam-pivavahana.

Izay rehetra fandikana ireo fepetra voalazan'ity andininy ity, voamarin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, dia zary ho antony amin'ny tsy fahafahana miasa tanteraka ho an'ny Filohan'ny Repoblika.

Andininy 50.- Ny tsy fahafahana miasa miserana manjo ny Filohan'ny Repoblika noho ny tsy fahafahana ara-batana na ara-tsaina hisahana ny asany izay voamarina ara-dalàna dia ambaran'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, rehefa nampakariny Antenimierampirenena ny raharaha, araka ny fanapahan-kevitra nolanian'ny roa ampahatelon'ny mpikambana ao aminy.

Raha sendra misy tsy fahafahana miasa miserana dia ny Filohan'ny Antenimierandoholona no misahana vonjimaika ny asan'ny Filoham-panjakana.

Andininy 51.- Ny fanalana ny tsy fahafahana miasa miserana dia tapahan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, rehefa nanao fampakaran-draharaha ny Antenimiera.

Ny tsy fahafahana miasa miserana dia tsy tokony hihoatry ny telo volana, aorian'ny fampakaran-draharaha momba izany ataon'ny Antenimiera izay manapaka tamin'ny latsabato misaraka ataon'ny Antenimiera roa tonta ary nolanian'ny roa ampahatelon'ny mpikambana ao aminy, dia azon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana atao ny manambara ny amin'ny fanovana ny tsy fahafahana miasa miserana ho tsy fahafahana miasa tanteraka.

Andininy 52.- Aorian'ny fametraham-pialana, fandozana ny fahefana na amin'ny endriny inona na amin'ny endriny inona, fahafatesana, ny tsy fahafahana miasa tanteraka na ny fanonganana nambara, ny fahabangan'ny toeran'ny Filohan'ny Repoblika dia hozahan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana fototra.

Raha vao hita fototra ny fahabangan'ny toeran'ny Filohan'ny Repoblika, dia ny Filohan'ny Antenimierandoholona no misahana ny asan'ny Filoham-panjakana.

Raha misy tsy fahafahana miasa manjo ny Filohan'ny Antenimierandoholona hita fototry ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, dia iarahan'ny Governemanta manontolo misahana ny asan'ny Filoham-panjakana.

Andininy 53.- Aorian'ny fizahana fototra ataon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ny fahabangan'ny toeran'ny Filohan'ny Repoblika, dia hisy ny fifidianana Filohan'ny Repoblika vaovao atao ao anatin'ny 30 andro farafahakeliny ary 60 andro farafahabetsany, araka ny fepetra voalazan'ny andininY faha-46 sy faha-47 amin'ny Lalàmpanorenana.

Mandritry ny fe-potoana izay miantomboka amin'ny fahitana fototra ny fahabangan-toerana ka hatramin'ny fotoana hanolorana ny fahefana amin'ny Filohan'ny Repoblika vaovao na amin'ny fanesorana ny tsy fahafahana miasa miserana dia tsy azo ampiharina ny andininy faha-60, faha-100, faha-103, faha-162 ary faha-163 amin'ny Lalàmpanorenana.

Andininy 54.- Ny Filohan'ny Repoblika no manendry ny Praiminisitra araka ny tolotry ny antoko na vondrona antoko maro an'isa ao amin'ny Antenimierampirenena.

Ny Filohan'ny Repoblika no mampitsahatra ny Praiminisitra amin'ny asany, aorian'ny fanolorany ny fametraham-pialan'ny Governemanta, na vokatry ny fahadisoana goavana, na noho ny tsy fahombiazana azo tsapain-tàna.

Ny Filohan'ny Repoblika no manendry ny mambra ao amin'ny Governemanta sy mampitsahatra azy ireo amin'ny asany, araka ny tolokevitra avy amin'ny Praiminisitra.

Andininy 55.- Ny Filohan'ny Repoblika no :

- 1° mitarika ny Filankevitry ny Minisitra ;
- 2° manao sonia ny hitsivolana noraisina teo amin'ny Filankevitry ny Minisitra araka ireo toe-javatra sy fepetra voalazan'ity Lalàmpanorenana ity ;

- 3° manao sonia ny didim-panjakana notapahina teo anivon'ny Filankevitry ny Minisitra ;
- 4° manendry, eo anivon'ny Filankevitry ny Minisitra, amin'ny asam-panjakana ambony izay ferana amin'ny alàlan'ny didim-panjakana raisina eo amin'ny Filankevitry ny Minisitra ny lisitra ;
- 5° afaka manapaka, eo amin'ny Filankevitry ny Minisitra, momba ny raharaha rehetra mavesa-danja mikasika ny Firenena, ny amin'ny hanontaniana mivantana ny hevitra ny vahoaka amin'ny alalan'ny fitsapan-kevi-bahoaka ;
- 6° manoritra sy manapaka, eo amin'ny Filankevitry ny Minisitra, ny politika ankapobe arahin'ny Fanjakana ;
- 7° manara-maso ny fampiharana ny politika ankapoben'ny Fanjakana voafaritry araka izany sy ny asan'ny Governemanta ;
- 8° mampiasa ireo ratsa-mangaika mpanara-maso ny Fitondran-draharaham-panjakana.

Afaka mamindra ny sasantsasany amin'ny fahefany amin'ny Praiminisitry ny Filohan'ny Repoblika.

Andininy 56.- Ny Filohan'ny Repoblika no Filoha Faratampon'ny Foloalindahy ka izy no miantoka ny maha-iray tsy mivaky azy. Amin'izany dia ampian'ny Filankevitry Ambony momba ny Fiarovam-pirenena izy.

Ny Filankevitry Ambony momba ny Fiarovam-pirenena, eo ambany fahefan'ny Filohan'ny Repoblika, dia miandraikitra indrindra ny fitandroana ny fandriampahalemana sy ny fandriandra ny asa nankinin'ny Foloalindahy aminy mba hitandroana ny fandriampahalemana eo amin'ny fiaraha-monina. Ny fandaminana izany sy ny anjara raharahany dia faritana amin'ny alàlan'ny lalàna.

Ny Filohan'ny Repoblika no manapaka mandritra ny Filankevitry ny Minisitry ny handefasana miaramila sy fitaovana amin'ny firotsahana any ivelany rehefa avy naka ny hevitra ny Filankevitry Ambony momba ny Fiarovam-pirenena sy ny Antenimiera.

Izy no manapaka ao amin'ny Filankevitry ny Minisitry ny tetika momba ny fiarovam-pirenena eo amin'ny lafiny miaramila, toekarena, sosialy, kolontsaina, lafin-tany ary tontolo iainana.

Ny Filohan'ny Repoblika no manendry ny miaramila nantsoina hisolotena ny Fanjakana any amin'ireo antokon-draharaha iraisam-pirenena.

Andininy 57.- Ny Filohan'ny Repoblika no manendry sy mampody ireo Masoivoho sy iraka manokan'ny Repoblika any amin'ireo Firenena sy Fikambanana Iraisam-pirenena hafa.

Izy no mandray ny taratasy fanendrena sy fampodiana ny solontenan'ny Fanjakana sy ny Fikambanana Iraisam-pirenena ankatoavin'ny Repoblika'i Madagasikara.

Andininy 58.- Ny Filohan'ny Repoblika no manana fahefana hamindra fo amin'ireo voasazy.

Izy no manolotra ny mari-boninahitra sy ny fampisaloram-boninahitra ny Repoblika.

Andininy 59.- Ny Filohan'ny Repoblika no mamoka hampanan-kery ny lalàna ao anatin'ny telo herinandro manaraka ny fampitan'ny Antenimierampirenena ny lalàna nolaniana tanteraka.

Alohan'ny fahataperan'io fe-potoana io, ny Filohan'ny Repoblika dia afaka mangataka amin'ny Antenimiera ny fandinihana indray ilay lalàna na ny andininy sasantsasany ao aminy. Tsy azo lavina io fandinihana vaovao io.

Andininy 60.- Azon'ny Filohan'ny Repoblika atao ny mandrava ny Antenimierampirenena rehefa avy nampahafantatra ny Praiminisitra, sy naka ny hevitr'ireo Filohan'ny Antenimiera.

Ny fifidianana ankapobe dia tanterahina ao anatin'ny enimpolo andro farafahakeliny ary sivifolo andro farafahabetsany aorian'ny nanambarana ny fandravana.

Ny Antenimierampirenena dia mivory avy hatrany ny alakamisy faharoa manaraka ny fifidianana azy. Raha toa io fivoriana io ka atao ivelan'ny fe-potoana tokony hanatanterahana fivoriana ara-potoana, dia hisokatra avy hatrany ary tanterahina mandritra ny dimy ambinin'ny folo andro ilay fotoam-pivoriana.

Tsy misy fandravana vaovao azo atao ao anatin'ny roa taona manaraka ireo fifidianana ireo.

Andininy 61.- Raha tandindomin-doza ny Andrimpanjaka'ny Repoblika, ny fahaleovantenam-pirenena, ny firaisam-pirenena na ny maha-iray tsy anombinana ny Tanindrazana ka voatohintohina ny fizotra ara-dalànan'ny asan'ireo fahefam-panjakana dia azon'ny Filohan'ny Repoblika atao ny manambara ampahibemaso ny fisian'ny toe-javatra mampihotakotaka amin'ny faritra sasany na eo amin'ny Firenena manontolo, izany hoe ny fotoam-pahamaizana, ny fahalatsahan'ny Firenena an-katerena na ny fampiharana lalàna miaramila. Eo amin'ny Filankevitry ny Minisitra no andraisan'ny Filohan'ny Repoblika ny fanapahana amin'izany rehefa naka ny hevity ny Filohan'ny Antenimierampirenena, ny Filohan'ny Antenimierandoholona, ny Filohan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana izy.

Ny fanambarana ampahibemaso ny fisian'ny toe-javatra mampihotakotaka dia manome fahefana manokana ny Filohan'ny Repoblika ka lalàna fehizoro no mmaritra ny faharetany sy ny fahelany.

Raha vao nambara ampahibemaso fa misy ny toe-javatra mampihotakotaka dia azon'ny Filohan'ny Repoblika atao ny manao lalàna amin'ny alàlan'ny hitsivolana.

Andininy 62.- Ny didy amam-pitsipika noraisin'ny Filohan'ny Repoblika, akotr'ireo toe-javatra voalazan'ny andininy faha-54 andalana voalohany sy faharoa, faha-58 andalana voalohany sy faharoa, faha-59, faha-60, faha-81, faha-94, faha-100, faha-114, faha-117 ary faha-119 dia iarahany manao sonia amin'ny Praiminisitra ary, raha ilaina, iarahana amin'ny Minisitra voakasin'izany.

TOKO II

Ny amin'ny Governemanta

Andininy 63.- Ny Governemanta dia ahitana ny Praiminisitra sy ny Minisitra. Izy no manatanteraka ny politika ankapoben'ny Fanjakana.

Izy no tompon'andraikitra eo anoloan'ny Antenimierampirenena araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-100 sy faha-103 etsy ambany.

Ny Governemanta no mampiasa ny fitondran-draharaham-panjakana.

Andininy 64.- Ny asan'ny mambra ao amin'ny Governemanta dia tsy azo ampirafesina amin'ny fisahanana ny asa maha-voafidim-bahoaka, ny andraikitra fisoloan-tena amin'ny asa, ny fisahanana asa eo anivon'ny fikambanam-pivavahana, ny fisahanan'asam-panjakana rehetra na ny asa aman-draharaha rehetra andraisan-karama.

Ny mambra rehetra ao amin'ny Governemanta, milatsaka hofidina amin'ny asa maha voafidim-bahoaka, dia tsy maintsy mametra-pialana amin'ny asany raha vao nambara fa azo raisina ny filatsahany hofidina.

Andininy 65.- Ny Praiminisitra, Lehiben'ny Governemanta no :

- 1° mitarika ny politika ankapoben'ny Fanjakana ;
- 2° manana fahefana eo amin'ireo mambra ao amin'ny Governemanta izay izy no mitarika ny asa sy tompon'andraikitra amin'ny fandrindrana ny asan'ny minisitera ary koa ny fanatanterahana ny fandraharahanasam-pirenena rehetra momba ny fampandrosoana ;
- 3° manolotra volavolan-dalàna ;
- 4° manapaka ny volavolan-dalàna aroso hodinihin'ny Filankevitry ny Minisitra ary apetraka eo amin'ny biraon'ny iray amin'ireo Antenimiera roa tonta ;
- 5° miantoka ny fanatanterahana ny lalàna ;
- 6° manana ny fahefana hanao didy amam-pitsipika na dia eo aza ny fepetra voalazan'ny andininy faha-55 andalana faha-3 ;
- 7° manara-maso ny fampiharana ireo didim-pitsarana ;
- 8° mampakatra raharaha, raha ilaina, any amin'ny Fisafoan-draharaha Ankapoben'ny Fanjakana sy ireo rantsa-mangaika hafa mpanara-maso ny Fitondran-draharaham-panjakana sy manao izay hampandeha tsara ny raharaham-panjakana, ny fitantanana arak'izany tokony ho izy ny volan'ny vondrombahoakam-panjakana sy ny an'ireo antokon-draharaham-panjakana ;
- 9° miantoka ny filaminanana, ny fandriampahalemana ary ny maha marintoterana manerana ny tanim-pirenena anatin'ny fanajana ny firaisampirenena; amin'izany, izy no mampiasa ireo hery rehetra miandraikitra ny filaminana, ny fitandroana ny fandriampahalemana, ny filaminana anatin'ny ary ny fiarovana ;
- 10° raha misy korontana politika goavana ary alohan'ny hanambaranana fisian'ny toe-javatra mampihotakotaka, dia afaka mampiasa ny mpitandro filaminana mba hamerina amin'ny laoniny ny fandriampahalemana rehefa avy naka ny hevitra ny manam-pahefana ambony ao amin'ny polisy, ny zandarimaria ary ny tafika, ny Filan-kevitra Ambony momba ny Fiarovampirenena sy ny Filohan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ;

- 11° Lehiben'ny fitondran-draharaham-panjakana ;
- 12° manendry amin'ny fisahanan'asa sivily sy miaramila ary koa amin'izay antokon-draharaha miankina amin'ny Fanjakana, na dia eo aza ny fepetra voalazan'ny andininy faha-55 andalana faha-4.

Azony atao ny mamindra amin'ireo mpikambana ao amin'ny Governemanta ny ampahany amin'ny fahefany.

Izy no misahana ny fampandrosoana mifandanja sy mirindra eo amin'ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-pahefana rehetra.

Tsy tohinina ny fepetra voalazan'ny andininy faha-55, nefa raha misy antony manokana, dia azony atao, ny mitarika ny Filankevitry ny Minisitra araka ny fanomeam-pahefana mazava tsara nomen'ny Filohan'ny Repoblika sy araka ny lahadinika voafaritra.

Andininy 66.- Ny Praiminisitra no mitarika ny Filankevitry ny Governemanta.

Eo amin'ny Filankevitry ny Governemanta izy no :

- 1° mamaritra ny fampiharana ny politika ankapoben'ny Fanjakana sy manapaka ny fepetra ho raisina hiantohana ny fanatanterahana izany ;
- 2° misahana ny anjara raharaha hafa izay tsy maintsy hakana ny hevity ny Governemanta araka ny voalazan'ity Lalàmpanorenana ity sy ireo lalàna manokana ;
- 3° manapaka ireo fepetra fampiharana ny fandaharanasam-pirenena momba ny fampandrosoana ara-toekarena sy ara-tsosialy ary koa ny amin'ny fanajariana ny tany, izay novolavolaina miaraka amin'ny manampahefana any amin'ireo Vondrom-bahoaka Itsinjaram-pahefana.

Andininy 67.- Ny didy amam-pitsipika raisin'ny Praiminisitra dia iarahany manao sonia amin'ny Minisitra miandraikitra ny fanatanterahina izany, raha ilaina.

ZANA-DOHATENY II NY AMIN'NY MPANAO LALANA

Andininy 68.- Ny Antenimieram-pirenena sy ny Antenimierandoholona no mandrafitra ny Antenimiera. Izy no mandany ny lalàna sy manara-maso ny asan'ny Governemanta ary ny fanaovana tombana ny politikam-panjakana.

TOKO VOALOHANY Ny amin'ny Antenimierampirenena

Andininy 69.- Fidin'ny daholobe hiasa mandritry ny dimy taona amin'ny alalan'ny latsabato mivantana ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena ka izay mahazo vato be indrindra no lany.

Ny fomba fanatanterahana ny latsabato dia ferana amin'ny alalan'ny lalàna fehizoro.

Ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena dia mitondra ny anarana hoe :
“Solombavambahoakan'i Madagasikara”.

Andininy 70.- Didim-panjakana raisina eo amin'ny Filankevitry ny Minisitra no mametra ny isan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena, ny fitsinjarana toerana manerana ny tanim-pirenena sy ny fizarazarana ny fari-pifidianana.

Andininy 71.- Tsy azo ampirafesina amin'ny andraikitra hafa maha-olom-boafidimbahoaka sy izay mety ho fisahanana asam-panjakana hafa ankoatra ny asa fampianarana ny andraikitry ny solombavambahoaka.

Miato avy hatrany amin'ny maha olom-boafidy azy ny solombavambahoaka voatendry ho mpikambana ao amin'ny Governemanta. Ny mpisolo toerana no misolo azy.

Manatanteraka ny asany araka ny feon'ny fieritreretany ary ao anatin'ny fanajana ny fitsipika fototra voafaritra araka ny fomba voadidy arahina ao amin'ny andininy faha-79 etsy ambany ny solombavambahoaka.

Andininy 72.- Mandritra ny fe-potoana iasany, ny solombavambahoaka dia tsy afaka miova vondrona politika mba hiditra any amina vondrona vaovao, akaotra ny anaran'ny vondrona izay nahavoafidy azy, raha tsy izany dia aongana.

Raha misy ny fandikàna ny andalana etsy aloha, dia ambaran'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ny sazy fanonganana.

Ny solombavambahoaka voafidy ka tsy avy amina antoko iray dia afaka miditra ao amin'ny vondrona parlementera araka ny safidiny eo anivon'ny Antenimiera.

Ny fananganana solombavambahoaka izay dia azon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana anaovana fanambarana ihany koa, raha toa izy ka mivaona amin'ny lalàm-pitondran-tenan'ny vondrona parlementera misy azy.

Ny fomba fanonganana sy ny fitsipika momba ny toetra fototra ary ny fitandrona ny hasin'ny asa dia faritana amin'ny alàlan'ny lalàna mikasika ny antoko politika sy ny didy amam-pitsipika mikasika ny famatsiam-bola ny antoko politika.

Andininy 73.- Tsy misy solombavambahoaka na dia iray aza azo enjehina, karohina, samborina, tàmàna am-ponja, na tsaraina noho ny hevitra naposany na latsabato nataony teo am-panaovana ny asany.

Tsy misy solombavambahoaka na dia iray aza azo enjehina sy samborina noho ny heloka bevava na heloka tsotra mandritra ny fotoam-pivoriana raha tsy nahazoan-dàlana tamin'ny Antenimiera, raha tsy hoe tratra ambodiomby.

Tsy misy solombavambahoaka na dia iray aza azo samborina ivelan'ny fotoam-pivoriana, raha tsy nahazoan-dàlana tamin'ny Biraon'ny Antenimiera, raha tsy hoe tratra ambodiomby, noho ny fanenjehana nomena alàlana na ny fanamelohana tanteraka.

Afaka manao fitarainana an-tsoratra any amin'ny Biraon'ny Antenimierampirenena izay rehetra olona manana fanamarihana momba ny tsy fahavitan'ny solombavambahoaka iray ny asa nankinina taminy. Tsy maintsy manome valiny amin'ny antsipiriany mikasika ilay raharaha ny Biraon'ny Antenimiera ao anatin'ny telo volana.

Andininy 74.- Fidina eo amin'ny fiandohan'ny fotoam-pivoriana voalohany ny Filoha sy ny mpikambana ao amin'ny Birao mandritry ny fotoam-piasany.

Na izany aza noho ny antony lehibe, dia azo esorina amin'ny toerana misy azy ireo avy ny mpikambana ao amin'ny Birao amin'ny alalan'ny latsabato miafina ataon'ny roa ampahatelon'ny solombavambahoaka.

Andininy 75.- Mivory ara-potoana indroa isan-taona ny Antenimierampirenena. Ny faharetan'ny fotoam-pivoriana isanisany dia ferana ho enimpolo andro.

Manomboka ny talata voalohany amin'ny volana mey ny fotoam-pivoriana voalohany ary ny talata fahatelo amin'ny volana oktobra kosa ny fotoam-pivoriana faharoa izay atokana indrindra amin'ny fandaniana ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana.

Andininy 76.- Mivory tsy ara-potoana araka ny lahadinika vofaritra ny Antenimierampirenena noho ny fitarihan'ny Praiminisitra, na noho ny fangatahan'ny antsasamanilan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena araka ny didim-panjakana noraisin'ny Filohan'ny Repoblika teo amin'ny Filankevitry ny Minisitra.

Tsy mihoatra ny roa ambin'ny folo andro ny faharetan'ny fotoam-pivoriana. Na izany aza anefa, raha vantany vao tapitra ny lahadinika izay niantsoana ny Antenimierampirenena, dia faranana amin'ny alalan'ny didim-panjakana ny fivoriana.

Andininy 77.- Ampahibemaso ny fivorian'ny Antenimierampirenena. Tanana an-tsoratra izany, ary havoaka ho fantatry ny besinimaro araka ny fepetra voalazan'ny lalàna.

Mivory tsy ampahibemaso ny Antenimierampirenena araka ny fangatahana ataon'ny ampahaefatry ny Governemanta. Anaovana fitanana an-tsoratra ny fanapahana nofaranana.

Andininy 78.- Manao fivoriana manokana avy hatrany ny Antenimierampirenena ny talata faharoa manaraka ny fanambarana ny vokatry ny fifidianana azy mba hananganana ny biraony sy ny fanamboarana ny vaomiera.

Manana zo amin'ny toeran'ny filoha lefitra iray ny mpanohitra ary mitarika ny iray amin'ireo vaomiera farafahakeliny.

Mifarana ny fivoriana raha vao tapitra ny lahadinika.

Andininy 79.- Ny fitsipika mikasika ny fampandehanana ny Antenimierampirenena dia faritan'ny lalàna fehizoro ao amin'ny foto-kevitra ankapobe sy faritan'ny fitsipika anatin'ny ao amin'ny fombafomba arahiny. Avoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika ny fitsipika anatin'ny.

TOKO II

Ny amin'ny Antenimierandoholona

Andininy 80.- “Loholon'i Madagasikara” no anarana entin'ireo mpikambana ao amin'ny Antenimierandoholona. Dimy taona no fe-potoana iasany, afa-tsy amin'izay mikasika ny Filohan'ny Antenimierandoholona, ho fampiharana ny andininy faha-46 andalana faharoa amin'ity Lalàmpanorenana ity.

Andininy 81.- Ny Antenimierandoholona no misolo tena ireo Vondrom-bahoaka Itsinjaram-pahefana sy ireo vondron-draharaha ara-toekarena ary ara-tsosialy. Izany dia ahitana, ho an'ny roa ampahatelony, mpikambana voafidy mitovy isa ho an'ny Faritany tsirairay, ny iray ampahatelony dia mpikambana tendren'ny Filohan'ny Repoblika, ny ampahany araka ny fanolorana ataon'ny vondrona izay mahasolo-tena be indrindra avy amin'ny hery ara-toekarena sy ara-tsosialy ary ara-kolontsaina, ny ampahany noho ny fahaizana manokana.

Andininy 82.- Lalàna fehizoro no mamaritra ny fitsipika momba ny fampandehananan-draharaha sy ny firafitry ny Antenimierandoholona. Torak'izany koa ny fomba fifidianana sy fanendrena ny mpikambana ao aminy.

Andininy 83.- Maka ny hevitra ny Antenimierandoholona ny Governemanta momba ny raharaha ara-toekarena sy ara-tsosialy ary ny fandaminana ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-pahefana.

Andininy 84.- Mivory ara-potoana indroa isan-taona ny Antenimierandoholona. Enimpolo andro no faharetan'ny fotoam-pivoriana.

Manomboka ny talata voalohany amin'ny volana mey ny fotoam-pivoriana voalohany ary ny talata fahatelo amin'ny volana oktobra kosa ny fotoam-pivoriana faharoa izay atokana indrindra amin'ny fandanianana ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana.

Afaka manao fotoam-pivoriana manokana ihany koa izy araka ny fiantsoana ataon'ny Governemanta. Ny lahadinika amin'izany dia ferana amin'ny alàlan'ny didim-panjakana fiantsoana izay noraisina teo amin'ny Filankevitry ny Minisitra.

Rehefa tsy mivory ny Antenimierampirenena, ny Antenimierandoholona dia tsy afaka mandinika afa-tsy ny raharaha nangatahan'ny Governemanta ny heviny, afa-tsy izay volavolan-dalàna.

Andininy 85.- Ny fepetra voalazan'ny andininy faha-71 hatramin'ny faha-79 dia ampiharina amin'ny Antenimierandoholona ihany koa.

TOKO III

Ny amin'ny fifandraisan'ny Governemanta sy ny Antenimiera

Andininy 86.- Samy manam-pahefana hanolotra volavolan-dalàna ny Praiminisitra, ny Solombavambahoaka ary ny Loholona.

Dinihina eo amin'ny Filankevitry ny Minisitra ny volavolan-dalàna ary apetraka amin'ny birao iray amin'ireo biraon'ny Antenimiera roa.

Ny lahadinik'ireo Antenimiera dia ahitana araka ny laharampahamehana sy araka ny lahadinika faritan'ny Governemanta, ny ady hevitra momba ny volavolan-dalàna napetraky ny Praiminisitra teo amin'ny Biraon'ny Antenimierampirenena na teo amin'ny biraon'ny Antenimierandoholona.

Ny tolo-dalàna sy ny fanitsiana napetraky ny mpikambana ao amin'ny Antenimiera dia ampahafantarina ny Governemanta, izay manana fe-potoana telopolo andro ho an'ny tolo-dalàna ary dimy ambini'ny folo andro amin'ny fanitsiana mba hanaovany fanamarihana.

Rehefa tapitra izany fe-potoana izany, dia miroso amin'ny fandinihana ny tolo-dalàna sy ny fanitsiana mba handaniana azy ny Antenimiera nametrahana izany.

Tsy azo raisina ny tolo-dalàna na ny fanitsiana raha toa ny fandanihana azy ireo ka misy fiatraikany eo amin'ny sehatry ny fanatanterahana ny tetibola an-dalam-panatanterahana, na ny fihenana'ny loharanom-bolam-panjakana na ny fitambesaran'ny lolohan'ny Fanjakana, afa-tsy izay mikasika ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana.

Raha hita mandritra ny fomba arahina amin'ny fanaovan-dalàna fa tsy tafiditra ao anatin'ny faritra sahan'ny lalàna ny tolo-dalàna sy ny fanitsiana dia afaka manohitra ny tsy fahazoana mandray izany ny Governemanta. Raha misy ny tsy fifanarahana eo amin'ny Governemanta sy ny Antenimierampirenena na ny Antenimierandoholona, dia mamoa didy ao anatin'ny valo andro ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana araka ny fangatahana ataon'ny Praiminisitra na ny Filohan'ny iray amin'ireo Antenimiera mpanao lalàna.

Fotoam-pivoriana herinandro roa amin'ny efatra farafahakeliny no atokana handinihana ireo rijan-teny sy ireo adi-hevitra izay nangatahin'ny Governemanta ho soratana eo amin'ny lahadinika.

Andininy 87.- Ny Antenimiera no mandany ny lalàna fehizoro, ny lalàna mifehy ny fitantanam-bola ary ny lalàna tsotra araka ny fepetra faritan'ity Lalàmpanorenana ity.

Andininy 88.- Ankoatra ireo anton-javatra ampisahanan'ny andininy hafa ao amin'ny Lalàmpanorenana azy, dia lalàna fehozoro ihany no mametra :

- 1°ny fitsipika mikasika ny fifidianana ny Filohan'ny Repoblika ;
- 2°ny fombafomba amin'ny fandatsaham-bato mikasika ny fifidianana solombavambahoaka, ny fepetra ahafahana milatsaka hofidina, ny fomba itondrana ny tsy fampirafesana ny asa aman-draharaha sy ny fanonganana, ny fitsipika momba ny fanoloana raha misy fahabangan-toerana, ny fandaminana ary ny fampandehanana ny Antenimierampirenena ;
- 3°ny fombafomba amin'ny fandatsaham-bato mikasika ny fifidianana Loholona, ny fepetra ahafahana milatsaka hofidina, ny fomba itondrana ny tsy fampirafesana ny asa aman-draharaha sy ny fanonganana, ny fitsipika momba ny fanoloana raha misy fahabangan-toerana, ny fandaminana ary fampandehanana ny Antenimierandoholona ;
- 4°ny fitsipika mifehy ny fahefana, ny fomba fandaminana sy ny fampandehanana ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ary koa ny fitsipika mifehy ny fitantanana ny raharahany manokana ;
- 5°ny fandaminana, ny firafitra, ny fampandehanana ary ny andraikitra ny Fitsarana Tampony sy ireo Fitsaran-dehibe telo mandrafitra azy. Toa izany koa ny mikasika ny fanendrena ireo mpikambana ao aminy sy ireo izay mikasika ny paika arahina eo anatrehan'ny ;
- 6°ny sata mifehy ny Mpitsara ;

- 7°ny fandaminana sy ny fampandehanana ary ny anjara raharahan'ny Filankevitra Ambony ny Mpitsara ;
- 8°ny fandaminana, ny fampandehanana, ny anjara raaraha, ny fampakaran-draharaha ary ny paika ady arahina manoloana ny Fitsarana Avo ;
- 9°ny fandaminana, ny fampandehanana, ny anjara raharaha, ny fampakaran-draharaha ary ny paika arahina manoloana ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana :
- 10°ny Fehezan-dalàna momba ny fifidianana ;
- 11°ny fepetra ankapobe mikasikany lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana ;
- 12°ny fepetra ankapobe mikasika ny Fifampiraharaham-barotra amin'ny Fanjakana amin'ny harena an-kibon'ny tany ;
- 13°ny fisian'ny toe-javatra mapihotakotaka ary koa ny famerana ny fahafahan'ny vahoaka, ny isam-batan'olona ary iombonana mandritra izany fotoana izany ;
- 14°ny fepetra fampitoviana ara-bola hisian'ny tombom-pitoviana eo amin'ny samy vondrom-bahoakam-paritra.

Andininy 89.- Ny lalàna fehizoro dia laniana sy ovàna araka ireto fepetra manaraka ireto :

- 1° ny volavolan-dalàna na tolo-dalàna dia tsy aroso hotapahina sy holanian'ny Antenimiera voalohany nandray azy raha tsy tapitra ny fe-potoana dimy ambiny folo andro aorian'ny nametrahana azy ;
- 2° ny paika arahina voalazan'ny andininy faha-86, faha-96 ary faha-98 no ampiharina. Na izany aza anefa, tsy maintsy ny antsasa-manilan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimiera tsirairay no mandany ny lalàna fehizoro, raha misy ny tsy fifarahankvitra eo amin'ny Antenimiera roa tonta izay samy efa nandinika izany indroa, dia ny Antenimierampirenena amin'ny alalàn'ny latsabato iandanian'ny roa ampahatelon'ny mpikambana ao aminy no mandray fanapahan-kevitra farany. Raha toa ka tsy nolanian'ny Antenimierampirenena ny volavolan-dalàna fehizoro alohan'ny fiakaran'ny fotoam-pivoriana dia azo ampiharina amin'ny alàlan'ny hitsivolana ny fepetra entin'io volavolan-dalàna io, ka ampidirina ao raha ilaina izany, ny iray na maromaro amin'ireo fanitsiana nolanian'ny Antenimiera iray.
- 3°tsy maintsy mitovy ny fenitra andanian'ny Antenimiera roa tonta ny lalàna fehizoro mikasika ny Antenimierandoholona.

Tsy azo avoaka hanan-kery ny lalàna fehizoro raha tsy efa nambaran'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana fa mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana.

Andininy 90.- Ao anatin'ny faritry ny lalàna fehizoro ampiharina mikasika izany, ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana dia :

- 1°mamaritra ny loharanom-bola sy ny lolohan'ny Fanjakana araka ny fepetra sy araka ny voalazan'ny lalàna fehizoro ;
- 2°mamaritra ho an'ny taom-piasana ny karazana, ny habetsahana, ary ny fanokanana ny loharanom-bola sy ny lolohan'ny Fanjakana ary koa ny fifandanjana eo amin'ny tetibola sy ny vola vokatr'izany araka ny fanerena eo amin'ny lafiny toekarena faobe ;
- 3°mamaritra ny tahan'ny fidiram-bola tokony hiverina amin'ny Fanjakana sy ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-pahefana ary koa ny karazana sy ny tahan'ny hetra sy ny haba ambony indrindra raisina mivantana ho an'ny tetibolan'izany vondrom-bahoaka izany faritana eo amin'ny Filankevitry ny Minisitry.

Ny lalàna fehizoro no mamaritra ny fomba fampiharana ireo fepetra voalazan'ity andininy ity ary koa ny fepetra momba ny fampitoviana ny vola hisian'ny tombom-pitoviana eo amin'ny samy Vondrom-bahoaka Itsinjaram-pahefana.

Ny lalàna no mamaritra mazava ny fepetra fisamboram-bola sy manapaka ny mety ho fananganana ny tahiry.

Ny lalàna no mamaritra :

-Ny fombafomba fampiasana ny tahiry fisamboram-bola avy any ivelany sy ny fanaraha-maso ataon'ny Antenimiera sy araka ny lalàna ;

-Ny fomba fitondrana ny andraikitry ny tena manokana sy ara-bolan'ny fahefana momba ny fitantanam-bola, tompo-mariky ny fanodikodinana ny vola nosamborina ary koa ny tsy fidiran'ny Fanjakana andraikitra amin'izany.

Andininy 91.- Ny lalàna momba ny fandaharanasa no mamaritra ny tanjona kendrena amin'ny asa ataon'ny Fanjakana mikasika ny toekarena, tontolo iainana, sosialy ary fanajariana ny tany.

Ny fepetra voalazan'ity andininy ity dia soritana mazava sy fenoina amin'ny alàlan'ny lalàna fehizoro.

Andininy 92.- Mandritra ny fivoriana ara-potoana faharoa no andinihan'ny Antenimiera ny volavolan-dalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana.

Ny Minisitra miandraikitra ny Fitantanam-bola sy ny Tetibola no manomana ny volavolan-dalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana ka eo ambany fahefan'ny Praminisitra, Lehiben'n Governemanta no anaovany izany.

Manana fe-potoana enimpolo andro farafahabetsany ny Antenimiera handinihana izany.

Manana fe-potoana telopolo andro fara-fahabetsany manomboka eo amin'ny fotoana nanolorana ny volavolan-dalàna taminy ny Antenimiermpirenena mba handinihana azy am-boalohany. Rehefa tsy naneho ny heviny tao anatin'izay fe-potoana izay izy, dia heverina ho toy ny efa nandany azy sahady ka dia atolotra ny Antenimierandoholona indray ilay volavolan-dalàna.

Mitovy amin'izay fepetra izay ihany, dia manana fe-potoana dimy ambin'ny folo andro manomboka ny fampitana ny volavolan-dalàna ny Antenimierandoholona mba handinihany azy am-boalohany ary ny Antenimiera tsirairay dia manana fe-potoana dimy andro hanaovany ny fandinihana azy manaraka.

Raha misy iray amin'ireo Antenimiera tsy maneho ny heviny tao anatin'ny fe-potoana voatondro, dia heverina ho toy ny efa nanao latsabato nanekena ilay rijan-teny natolotra ho dinihina izy.

Raha tsy nolanian'ny Antenimiera alohan'ny fiafaran'ny fotoam-pivoriana faharoa ny volavolan-dalàna momba ny fitantanam-bola, dia ampidirina ao ny fanitsiana iray na maromaro neken'ny Antenimiera roa tonta.

Izay fanitsiana rehetra natao tamin'ilay volavolan-dalàna momba ny tetibola ka miteraka fitomboan'ny fandaniana na fihenana ny loharanom-bolam-panjakana dia tsy maintsy ampiarahina amin'ny tolokevitra momba ny fampitomboana ny bola miditra na ny toekarena mifandanja amin'izany.

Raha tsy napetraka ara-potoana mba holaniana alohan'ny fiantombohan'ny taom-piasana ny volavolan-dalàna momba ny fitantanam-bolam-panjakana amin'ny taom-piasana iray, dia omena alàlana ny Praiminisitra ahazoany manao ny famoriana ny hetra ary manokatra amin'ny alàlan'ny didim-panjakana ny sorabola mifandraika amin'ireo asa noliana tamin'ny latsabato.

Lalona fehizoro no mamaritra ny fomba fankatoavana ny volavolan-dalàna momba ny fitantanam-bolam-panjakana.

Andininy 93.- Ny Fitsarana momba ny Kaonty no manampy ny Antenimiera amin'ny fanaraha-maso ny asa ataon'ny Governemanta. Manampy ny Antenimiera sy ny Governemanta amin'ny fanaraha-maso ny fanatanterahana ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana ary koa amin'ny fanombanana ny politikam-panjakana izy. Amin'ny fifandraisany amin'ny vahoaka, izy dia mandray anjara amin'ny fampahafantarana ny olom-pirenena.

Ny kaontin'ny Fitondran-draharaham-panjakana dia tokony ho ara-dalàna sady marina. Manome endrika azo itokiana amin'ny vokatry ny fitantanany, ny fananany ary ny toe-bola izany.

Andininy 94.- Ny Filohan'ny Repoblika no mifandray amin'ny Antenimiera amin'ny alàlan'ny hafatra tsy azo iaidian-kevitra.

Andininy 95.- Ankoatra ireo raharaha ampisahanin'ny andininy hafa ao amin'ny Lalàmpanorenana azy dia :

I- Ny lalàna no mametra ny fitsipika mikasika :

- 1° ny zon'ny olom-pirenena sy ny antoka fototra nomena ny tsirairay, fikambanana, antoko politika ary ny vondrona hafa rehetra ho amin'ny fampiasana ny zo sy ny fahalalahana ary koa ny adidy aman'andraikitr'izy ireo ;
- 2° ny fifandraisana iraisam-pirenena ;
- 3° ny zom-pirenena ;
- 4° ny Banky Foibe sy ny fomban'ny famoaham-bola ;
- 5° ny fivezivezen'ny olona ;
- 6° ny fitsipika mikasika ny paika arahina amin'ny ady madio sy ny raharaham-barotra ;
- 7° ny fitsipika mikasika ny paika arahina amin'ny ady atao amin'ny Fanjakana sy ny paika arahina amin'ny fitantanam-bolam-panjakana ;
- 8° ny famaritana ny heloka bevava sy ny heloka tsotra ary koa ny sazy ampiharina amin'izany, ny paika ady heloka, ny famotsoran-keloka ;
- 9° ny fitsipika mikasika ny fifanoheran'ny lalàna sy ny an'ny fahefana ;
- 10° ny fananganana rafi-pitsarana vaovao sy ny fahefana tandrifany azy avy ary koa ny fandaminana sy ny fitsipika mifehy ny paika arahina izay ampiharina amin'izany ;

- 11° ny fandaminana ny fianakaviana, ny sata sy ny fizakan-jon'ny isambatan'olona, ny fehin'ny fanambadiana, ny fandovana sy fanomezana ;
- 12° ny fifehezana araka ny lalàna ny fitompoana, ny fizakà-manana, ny adidy ateraky ny zo isambatan'olona sy ny ara-barotra ary ny fepetra ahazoana manaisotra amin'ny tompony ny fananany na ny fampiasana azy tsy azo lavina noho ny filan'ny besinimaro na ny famindrana ny fitompoana azy amin'ny Fanjakana ;
- 13° ny fananganana ny sokajin'antokon-draharaham-panjakana ;
- 14° ny sata sy ny fitondrana ny fizakan-tenan'ireo Oniversite, ary koa ny sata mifehy ny mpampianatra eny amin'ny fampianarana ambaratonga ambony ;
- 15° ny sori-dàlana lehibe amin'ny fanomezan-danja ny fampianarana ambaratonga fototra sy faharoa ;
- 16° ny loharanon-karena iainkinan'ny fiainam-pirneena ;
- 17° ny fandaminana sy ny fampandehanana ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ;
- 18° ny sata manokan'ny Renivohitry ny Repoblika, ny ampahany sasantsasany amin'ny tanim-pirenena, ireo lapam-panjakana sy ireo trano isan'ny fananam-panjakana, ireo seranana sy ny zotram-pifamoivoizana, ireo seranam-piaramanidina, ary koa ny satan'ireo harena an-dranomasina ;
- 19° ny karazana, ny fototra ary ny taha farany ambony amin'ny hetra sy haba any amin'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ;
- 20° ny Filankevitry ny Andrin'ny Mari-boninahitra Malagasy ;
- 21° ny fanatsarana ny tanàna sy ny fonenana ;
- 22° ny fepetra amin'ny fisitranan'ny vahiny tany ;
- 23° ny fepetra famindreana amin'ny Fanjakana ny tany tsy nohamaintisamolaly ;
- 24° ny fandaminana ny fampandehanana ary anjara raharahan'ny Fisafoandraharaham-panjakana Ankapobe ary ireo rantsana hafa momba ny fanaraha-maso ny fitondranan-draharaham-panjakana.

II- Ny lalàna no mamaritra ny foto-kevitra ankapobe momba :

- 1- ny fandaminana ny fiarovam-pirenena sy ny fampiasan'ireo manampahafana sivily ny Foloalindahy na ny Hery mpitandro ny filaminana ;
- 2- ny sata ankapobe mifehy ny mpiasam-panjakana sivily sy miaramila eto amin'ny Firenena ary ny mpiasam-panjakana any amin'ny faritra ;
- 3- ny lalàna mifehy ny asa, ny zo sendikaly, ny zo hitokona ary ny fitsinjovana ara-tsosialy ;
- 4- ny famindrana ny fananan'ny orinasa na antokon-draharaha miankina amin'ny Fanjakana amin'olo-tsotra na ny mifamadika amin'izany ;
- 5- ny fandaminana na ny fampandehanana ny sehatrasa samihafa misahana lalàna, toekarena, sosialy ary kolontsaina ;
- 6- ny fiarovana ny tontolo iainana.

III- Ny fivorian'ny Antenimiera roa roa tonta mitambatra ho Kongresy irery, amin'ny alàlan'ny latsabato iandanian'ny antsasa-manilan'ny mpikambana rehetra ao anatiny, no afaka manome alàlana hamakiana ady amin'ny firenen-kafa.

Andininy 96.- Ny volavolan-dalàna sy ny tolo-dalàna rehetra dia dinihin'ny Antenimiera nandray azy voalohany vao ampitaina any amin'ny Antenimiera ankilany.

Ifandimbiasan'ny Antenimiera roa tonta ny ady hevitra mandra-pisian'ny fandaniana rijan-teny tokana.

Raha toa ka tsy mety lany ny volavolan-dalàna na tolo-dalàna iray rehefa nodinihin'ny Antenimiera tsirairay indroa ka misy tsy fifanarahan-kevitra tamin'izy roa tonta, na rehefa nodinihin'ny Antenimiera tsirairay indray mandeha rehefa nanambara ny fisian'ny hamehana ny Governemanta, dia afaka mandray fanapahan-kevitra ny Praiminisitra hamory vaomiera ikambanana isasahana izay ampiandraiketina fanolorana rijan-teny momba ireo fepetra mbola iadian-kevitra. Ny rijan-teny novolavolan'io vaomiera ikambanana io dia azon'ny Governemanta atolotra ny Antenimiera roa tonta mba hankatoavina. Tsy misy fanitsiana azo raisina raha tsy nahazoana ny faneken'ny Governemanta.

Raha toa ka tsy afaka mandany rijan-teny tokana iombonana ny Vaomiera na tsy nolaniana araka ireo fepetra voalaza ao amin'ny andalana etsy aloha ilay rijan-teny, dia ny Antenimierampirenena, amin'ny alalàn'ny latsabato iandanian'ny antsasa-manilan'ny mpikambana ao aminy no manapa-kevitra farany.

Andininy 97.- Manana endrika didy amam-pitsipika ny raharaha hafa tsy tafiditra ao anatin'ny faritra sahanin'ny lalàna. Azo ovàna amin'ny alàlan'ny didim-panjakana izay avoaka rehefa milaza ny heviny ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ireo rijan-teny miendrika lalàna taiditra ao anatin'izany raharaha izany.

Ireo rijan-teny miendri-dalàna mety ho raisina, rehefa manan-kery ity Lalàmpanorenana ity dia tsy azo ovàna amin'ny alàlan'ny didim-panjakana raha tsy nambaran'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana fa miendrika didy amam-pitsipika izany araka ny voalazan'ny andalana etsy aloha.

Andininy 98.- Ny Governemanta, raha manamby ny andraikitra araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-100 etsy ambany, dia afaka mitaky amin'ny Antenimiera tsirairay mba hanapa-kevitra avy amin'ny alàlan'ny latsabato tokana mikasika ny fepetra manontolo na ampahany voalazan'ny rijan-teny iadian-kevitra :

- mandritra ny fivoriana tsy ara-potoana, raha toa ka voatolotra valo amby efapolo ora mialohan ny fisokafan'ny fivoriana ireo rijan-teny ireo ;
- ao anatin'ny valo andro farany amin'ny fotoam-pivoriana ara-potoana tsirairay avy.

Andininy 99.- Ao anatin'ny telopolo andro nanendrena azy no anoloran'ny Praiminisitra ny fandarahan'asany momba ny fampiharana ny politika ankapoben'ny Fanjakana amin'ny Antenimiera izay afaka manome tolo-kevitra.

Raha tsapan'ny Governemanta eo am-panatanterahana ny asa fa misy fanovàna fototra tokony hatao amin'io fandaharanasa io, dia entin'ny Praiministra eny amin'ny Antenimierampirenena izay afaka manome tolo-kevitra izany fanovàna izany.

Andininy 100.- Aorian'ny fanindihana nataon'ny Filankevitry ny Minisitra, dia azon'ny Praiminisitra atao ny manamby ny andraikitra ny Governemantany amin'ny fametrahana fangataham-pitokisana.

Tsy azo atao ny fandatsaham-bato raha tsy afaka valo amby efapolo ora aorian'ny fametrahana fangataham-pitokisana. Raha toa ka ny antsasa-manilan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena no mitsipaka ny fangataham-pitokisana dia mametraka ny fialany amin'ny Filohan'ny Repoblika ny Governemanta.

Ny Filohan'ny Repoblika no manendry ny Praiminisitra araka ny andininy faha-54.

Andininy 101.- Isaky ny fiandohan'ny fivoriana ara-potoana voalohany no anoloran'ny Governemanta amin'ny Antenimierampirenena ny tatitra momba ny fanatanterahana ny fandaharanasany.

Arahina adihevitra mahakasika ny asan'ny Governemanta sy ny fanombanana ny politikam-panjakana ny fanolorana.

Andininy 102.- Ny fomba ampiasain'ny Antenimiera ahafantarany ny asa sahanin'ny Governemanta dia ny fanontaniana am-bava, ny fanontaniana an-tsoratra, ny fanadinana hentitra ary ny fampiasana ny vaomiera mpanao famotorana.

Fivoriana iray isaky ny dimy ambin'ny folo andro farafahakeliny, ka anatin'izany ny fivoriana atao mandritra ny fotoam-pivoriana tsy ara-potoana voalazan'ny andininy faha-76 dia atokana ho an'ny fanontanian'ireo mpikambana ao amin'ny antenimiera sy ireo valiny avy amin'ny Governemanta.

Fivoriana telo andro isam-bola no atokana ho amin'ny lahadinika izay notapahin'ny Antenimiera tsirairay araka ny fitarihan'ny vondron'ny mpanohitra ao amin'ny Antenimiera voakasika ary koa avy amin'ny vondron'ireo vitsy an'isa.

Andininy 103.- Azon'ny Antenimierampirenena atao ny maneho tsy fankasitrahana ny andraikitra ny Governemanta amin'ny alàlan'ny latsabato fitsipaham-pitokisana.

To azo raisina anefa ny tolo-kevitra toy izany raha tsy ny antsasaky ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena no manao sonia azy. Valo amby efapolo ora aorian'ny fametrahana ny tolo-kevitra hotapahina vaoa zo atao ny latsabato.

Tsy lany ny fitsipaham-pitokisana raha tsy ny roa ampahatelon'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena no mankato azy.

Raha lany izany fitsipaham-pitokisana izany dia mametraka ny fialany amin'ny Filohan'ny Repoblika ny Governemanta.

Anindiny 104.- Ny Antenimiera amin'ny alalan'ny latsa-bato ataon'ny antsasa-manilan'ny mpikambana mandrafitra ny Antenimiera tsirairay dia afaka mamindra ny fahefany amin'ny Filohan'ny Repoblika hanao lalàna mandritra ny fotoana voafetra sy mikasika toe-javatra voafaritra.

Ny fanomeam-pahefana dia manome alàlana ny Filohan'ny Repoblika handray fepetra amin'ny ankapobeny momba ny toe-javatra mahakasika ny sehatry ny lalàna, amin'ny alàlan'ny hitsivolana raisina eo amin'ny Filankevitry ny Minisitry.

ZANA-DOHATENY III

NY AMIN'NY FILANKEVITRA ARA-TOEKARENA ARA-TSOSIALY ARY ARA-KOLOTSAINA

Andininy 105.- Ny Filankevitra ara-toekarena, ara-tsosialy ary ara-kolotsaina izay ampakaran'ny Governemanta raharaha, no manome ny heviny mikasika ny volavolan-dalàna, hitsivolana na didim-panjakana ary koa mikasika ireo tolo-dalàna izay naroso hodinihiny.

Manam-pahefana izay handinika ny volavola sy tolo-dalàna manana endrika ara-toekarena, ara-tsosialy ary ara-kolotsaina ankoatra ny lalàna momba ny fitantanam-bolam-panjakana.

Afaka mandray amin'ny alalan'ny tenany manokana ireo fandinihana na famotopotorana rehetra mikasika ireo raharaha ara-toekarena, ara-tsosialy ary ara-kolotsaina izy. Ampitaina any amin'ny Filohan'ny Repoblika ny tatitra ataony.

Ny firafitra, ny anjara raharaha ary ny fampandehanana ny Filankevitra ara-toekarena, ara-tsosialy ary ara-kolotsaina, dia ferana amin'ny alalan'ny lalàna fehizoro.

ZANA-DOHATENY IV

NY AMIN'NY FITSARANA

TOKO VOALOHANY

Ny amin'ny Feni-kevitra Fototra

Andininy 106.- Eto amin'ny Repoblikan'i Madagasikara, ny Fitsarana Tampony, ny Fitsarana Ambony sy ireo Fitsarana miankina aminy ary koa ny Fitsarana Avo no mitsara araka ny Lalàmpanorenana sy araka ny lalàna, amin'ny anaran'ny Vahoaka Malagasy.

Andininy 107.- Ny Filohan'ny Repoblika no miantoka ny fahaleovantenan'ny Fitsarana.

Amin'izany izy, dia ampian'ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara izay izy no Filohany.

Ny Minisitra misahana ny Fitsarana no Filoha lefitra.

Ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara, rantsa-mangaika miandraikitra ny fiarovana, ny fitantanana ny fiainan'ny mpiasa manao ho anton-draharaha ny asa sy ny famaizana ny mpitsara no miandraikitra ny :

- fitandroana indrindra indrindra ny fanajana ny lalàna sy ireo fepetra raketin'ny sata mifehy ny Mpitsara ;
- fanaraha-maso ny fanajana ny fitsipika momba ny fitandroana ny hasin'ny asa amin'ny maha mpitsara ;
- fanomezana torolàlana hanatsarana ny fomba fitantanana-draharaham-pitsarana, indrindra amin'izay mikasika ny fepetra eo amin'ny lafin'ny lalàna na didy amam-pitsipika mikasika ny antokom-pitsarana sy ny Mpitsara.

Ny mambra ao amin'ny Governemanta, ny Antenimiera, ny Filankevitra Ambony momba ny fiarovana ny demokrasia sy ny Fanjakana tan-dalàna, ny Lehiben'ny Fitsarana ary koa ny fikambanana natsangana ara-dalàna dia afaka mitondra ny raharaha manoloana ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara.

Ny fitsipika mikasika ny fandaminana, ny fampandehanana ary ny anjara raharahan'ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara dia ferana amin'ny alàlan'ny lalàna fehizoro.

Andininy 108.- Eo amin'ny asam-pitsarana sahaniny dia mahaleotena ny Mpitsara mpamoaka didy, ny mpitsara sy mpitsara mpanampy ka ny Lalàmpanorenana sy ny lalàna ihany no mifehy azy ireo.

Amin'izany, ankoatra ny toe-javatra voalazan'ny lalàna ary na dia eo aza ny fahefana ara-pitsipi-pifehezana, dia tsy azo tohintonina na amin'ny fomba inona na amin'ny fomba inona izy ireo amin'ny asam-pitsarana ataony ho fisahanana ny andraikiny.

Andininy 109.- Ny mpitsara mpanoaka didy dia tsy azo hetsehina amin'ny toerany ; manao ny asa mifantana amin'ny toerana tokony hisy azy araka ny laharany ; tsy azo afindra toerana vaovao raha tsy misy fanekena avy aminy afa-tsy hoe misy antony ilana izany amin'ny asa, voamarin'ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara ara-dalàna.

Andininy 110.- Ny Mpitsara ao amin'ny Fampanoavana dia fehezin'ny anbaratongam-pahefana ; na izany aza anefa, ao amin'ny fehin-teny na fitakiana am-bava ataony, dia izay maharesy lahatra azy manokana sy araka ny lalàna no mibaiko azy. Mampiasa ireo mpiandraikitra ny fikarohana fandikan-dalàna izay ahafahany manara-maso ny asa sy ny fampandehanan-draharaha izy.

Ny fangatahana azy ireo hanatanteraka zavatra hita miharihary fa mifanohitra amin'ny lalàna dia mitarika fanasaziana araka ny lalàna ho an'ireo mpampanao izany.

Andininy 111.- Ny fanaovany ny asa maha Mpitsara dia tsy azo ampirafesina amin'ny asa sahanina eo anivonà antoko politika sy eo anivon'ny Governemanta, amin'ny asa fanatanterahana andraikitra nahavoafidy eo anivon'ny vahoaka na izay rehetra mety ho fisahanana asa aman-draharaha ahazoam-bola; afa-tsy ny asa fampianarana.

Ny Mpitsara amperinasa dia tsy mahazo maka fiandiana ara-politika.

Ny Mpitsara misahana andraikitra olom-boafidy dia heverina ho toy ny nafindra hanao asa hafa.

Andininy 112.- Ny fisafoan-draharaha ankapoben'ny Fitsarana, ahitana ny solontenan'ny Antenimiera, ny solontenan'ny Governemanta ary ny solontenan'ny Filankevitra Ambony momba ny fiarovana ny demokrasia sy ny Fanjakana tan-dalàna ary ny solontenan'ny Mpitsara no miandraikitra ny fanaraha-maso ny fanajana ny fitsipika manokana momba ny fitandroana ny hasin'ny asa amin'ny maha Mpitsara, ary koa ny fihetsika ataon'ny mpiasan'ny fitsarana.

Miankina amin'ny Fiadidina ny Repoblika izy.

Ny Filohan'ny Repoblika, ny Antenimiera, ny Governemanta, ny Lehiben'ny Fitsarana, ny fikambana natsangana ara-dalàna ary ny olona rehetra manana fanamarihana dia afaka mitondra ny raharaha amin'ny Fisafoan-draharaha ankapobe ny fitsarana.

Ny fitsipika mikasika ny fandaminana, ny fampandehanana ary ny anjara raharahan'ny Fisafoan-draharaha ankapoben'ny fitsarana dia ferana amin'ny alàlan'ny lalàna.

Andininy 113.- Ny Filankevi-pirenena momba ny Fitsarana, rantsa-mangaika fakankevitra ahitana ny Filoha Voalohany ao amin'ny Fitsarana Tampony, Filoha, ny Tonia mpampanoa ao amin'ny Fitsarana Tampony, sy ireo Lehiben'ny Fitsarana Ambony sy Fitsarana Tampony, sy ireo Lehiben'ny Fitsarana Ambony sy Fitsarana Tampony, ny solontenan'ny fahefana mpanatanteraka, ny fahefana mpanao lalàna, ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara, ny Filankevitra Ambony momba ny fiarovana ny demokrasia sy ny Fanjakana tan-dalàna ary ny mpiasan'ny Fitsarana amin'ny ankapobeny. Amin'izany, izy dia afaka manolotra amin'ny Governemanta ny fepetra eo amin'ny lafiny lalàna na didy amam-pitsipika mikasika ny fandaminana sy fampandehanana ny antokom-pitsarana, ny sata mifehy ny Mpitsara sy ny mpiasan'ny Fitsarana.

Ny fitsipika mikasika ny fandaminana, ny fampandehanana ary ny anjara raharahan'ny Filankevi-pirenena momba ny Fitsarana dia ferana amin'ny alàlan'ny lalàna.

TOKO II

Ny amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana

Andininy 114.- Misy mpikambana sivy ao amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana. Ny fe-potoana iasany dia fito (7) taona tsy azo havaozina.

Mpikambana telo amin'izy ireo no tendren'ny Filohan'ny Repoblika, roa fidin'ny Antenimierampirenena, roa fidin'ny Antenemierandoholona, ary roa fidin'ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara.

Ny Filohan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana dia fidin'ny mpikambana amin'ireo mpikambana ao amin'io Fitsarana io.

Izany fifidianana izany ary koa ny fanendrena ny mpikambana hafa dia zahana fototra amin'ny alàlan'ny didim-panjakana avy amin'ny Filohan'ny Repoblika.

Andininy 115.- Ny asa maha mpikambana ao amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana dia tsy azo ampirafesina amin'ny maha mambra ao amin'ny Governemanta, ao amin'ny Antenimiera amin'izay rehetra andraikitra nahavoafidy eo anivon'ny vahoaka, amin'izay rehetra asa aman-draharaha hafa ahazoam-bola afa-tsy ny asa fampianarana, ary koa ny asa aman-draharaha rehetra eo anivon'ny antoko politika na eo anivon'ny sendikà.

Andininy 116.- Ankoatra ny raharaha ampisahanin'ny andininy hafa ao amin'ny Lalàmpanorenana azy, ary araka ny fepetra voalazan'ny lalàna fehizoro dia ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana no :

- 1- mitsara raha mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana ireo fifanekena, lalàna, hitsivolana, ary ireo didy amam-pitsipika mahaleotena ;

- 2- mandamina ny fifanolanana ara-pahefana eo amin'ny Andrim-panjakana roa na maromaro, na eo amin'ny Fanjakana sy ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-pahefana iray na maromaro na eo amin'ny vondrom-bahoaka Itsinjaram-pahefana roa na maromaro ;
- 3- mitsara raha mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana sy ny lalàna fehizoro, ny fanapahana sy didy amam-pitsipika nankatoavin'ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-pahefana ;
- 4- mitsara ny raharaha mikasika ny fizotry ny fitsapan-kevi-bahoaka, ny fifidianana ny Filohan'ny Repoblika ary ny fifidianana solombavambahoaka sy ny loholona ;
- 5- manambara ny vokatra ofisialin'ny fifidianana ny Filohan'ny Repoblika, solombavambahoaka ary ny fakana ny hevitra amin'ny alàlan'ny fitsapan-kevi-bahoaka.

Andininy 117.- Ny Filohan'ny Repoblika dia mandroso ny lalàna fehizoro sy ny lalàna ary ny hitsivolana hodinihin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana izay manapaka raha mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana, alohan'ny amoahana azy ireo hanan-kery.

Ny fepetra nambara fa tsy mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana dia tsy azo avoaka hanan-kery. Raha izany no miseho, ny Filohan'ny Repoblika dia afaka manapaka, na hamoaka hanan-kery ireo fepetra hafa amin'ilay lalàna na ilay hitsivolana, na mandroso ny rijan-teny manontolo amin'ny fanapahana ataon'ny Antenimiera na ny Filankevitry ny Minisitra indray, araka ny trangan-javatra, na koa tsy hamoaka azy hanan-kery.

Amin'ireo trangan-javatra voalaza etsy ambony ireo, ny fampakaran-draharaha eo amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana dia mampihantona ny fe-potoana tokony hamoahana na lalàna hanan-kery.

Ny fitsipika anatin'ny Antenimiera tsirairay dia aroso hamarinina raha mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana alohan'ny hampiharana azy. Ny fepetra nambara fa tsy mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana dia tsy azo ampiharina.

Andininy 118.- Ny Lehiben'ny Andrim-panjakana na ny ampahaefatry ny mpikambana ao amin'ny iray amin'ireo Antenimiera roa tonta na ny rantsa-mangaika ao amin'ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana na ny Filankevitry Ambony momba ny fiarovana ny demokrasia sy ny Fanjakana tan-dalàna dia afaka mandroso rijan-teny miendrika lalàna na fitsipika ary koa izay rehetra anton-javatra tafiditra amin'ny fahefan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana mba hohamarinina ny fifanarahany amin'ny Lalàmpanorenana.

Raha misy mpiady manasingana fifanoherana amin'ny Lalàmpanorenana eo anatrehan'ny Fitsarana, dia mampihantona ny fizotry ny raharaha io fitsarana io ary mampiakatra ny raharaha eo amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ao anatin'ny iray volana.

Torak'izany raha misy mpiady milaza eo anatrehan'ny fitsarana fa misy fepetra ao amin'ny rijan-tenin-dalàna na fitsipika manhohintohina ny zo fototra ananany eken'ny Lalàmpanorenana dia mampiato ny fizotry ny raharaha io fitsarana io araka ny fepetra voalazan'ny andalana etsy aloha.

Ny fepetra nambara fa tsy mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana dia mitsahatra tsy manan-kery avy hatrany.

Avoaka amin'ny Gazetim-panjakana ny fanapahana noraisin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana.

Andalana 119.- Azon'ny Lehiben'ny Andrim-panjakana sy ny rantsa-mangaika ao amin'ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana atao ny maka ny hevitra ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana, mikasika ny fifanarahana na tsia amin'ny Lalàmpanorenana ny volavolam-panapahan-kevitra na ny fivoasana ny fepetra iray amin'ity Lalàmpanorenana ity.

Andininy 120.- Mamoaka didim-pitsarana ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana amin'ny fifanolanana miseho amin'ny fifidianana sy fakàna ny hevitra ny vahoaka mivantana.

Manao fanapahana kosa izy amin'ny anton-javatra hafa tandrifin'ny fahefana ananany, afa-tsy ny trangan-javatra voalazan'ny andininy faha-119.

Lazaina ny anton'ny didim-pitsarana sy fanapahana avoakan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ; tsy azo akarina fitsarana hafa intsony izy ireny. Tsy maintsy ampiharina amin'ny fahefam-panjakana ary koa izay rehetra manam-pahefana amin'ny fitondrana sy ny fitsarana izy ireny.

TOKO III

Ny amin'ny Fitsarana Tampony

Andininy 121.- Ny Fitsarana Tampony no manara-maso ny fampandehanana aradalàna ny antokom-pitsarana misahana ny ady madio sy ady heloka, ny ady atao amin'ny Fanjakana ary ny fitantanam-bolam-panjakana.

Izany dia ahitana :

- ny Fitsarana Fandravana ;
- ny Filankevi-panjakana ;
- ny Fitsarana momba ny Kaonty.

Andininy 122.- Ny Filoha Voalohany sy ny Tonia Mpampanoa ao amin'ny Fitsarana Tampony no lehiben'io antokom-pitsarana avo io.

Izy ireo dia tendrena avy, amin'ny alalan'ny didim-panjakana noraisina teo amin'ny Filankevitry ny Minisitra araka ny tolokevitra nataon'ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara raha azo atao avy amin'ireo mpitsara tranainy indrindra ao amin'ny laharana ambony indrindra ao amin'ny antokom-pitsarana misahana ny ady madio sy ady heloka, ny ady atao amin'ny Fanjakana ary ny fitantanam-bolam-panjakana.

Andininy 123.- Misy Filoha lefitra telo manampy ny filoha Voalohany ao amin'ny Fitsarana Tampony ka ampiandraiketin-draharaha tsirairay avy ao amin'ny fiadidiana ny Fitsarana Fandravana, ny Filankevi-panjakana ary ny Fitsarana momba ny Kaonty.

Ny Filoha lefitra tsirairay dia tendrena eo amin'ny Filankevitry ny Minisitra amin'ny alàlan'ny didim-panjakana avy amin'ny Filohan'ny Repoblika araka ny tolokevitra nataon'ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara raha azo atao avy amin'ireo mpitsara tranainy indrindra ao amin'ny laharana ambony indrindra ao amin'ny antokom-pitsarana misahana ny ady madio sy ady heloka, ny ady atao amin'ny Fanjakana ary ny fitantanam-bolam-panjakana.

Andininy 124.- Ny Fampanoavana ao amin'ny Fitsarana Tampony dia ahitana :

- ny Fampanoavana ao amin'ny Fitsarana Fandravana ;
- ny Kaomisaria jeneralin'ny lalàna ho an'ny Filan-kevi-panjakana ;
- ny Kaomisaria jeneraly momba ny Tahirim-bolam-panjakana ho an'ny Fitsarana momba ny Kaonty.

Ny lehiben'ireo antokon-draharaha telo ireo no manampy ny tonian'ny fampanoavan'ny Fitsarana Tampony.

Ny lehiben'ny Fampanoavana ao amin'ny Fitsarana Fandravana, ny Kaomisaria jeneralin'ny lalàna na ny Kaomisaria jeneraly momba ny Tahirim-bolam-panjakana dia tendrena eo amin'ny Filankevitry ny Minisitra araka ny tolokevitra nataon'ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara raha azo atao avy amin'ireo mpitsara tranainy indrindra ao amin'ny laharana ambony indrindra eo amin'ny antokom-pitsarana misahana ny ady heloka madio sy ady heloka, ny ady atao amin'ny Fanjakana ary ny fitantanam-bolam-panjakana.

Andininy 125.- Ankoatra ireo anjara raharaha ampisahanin'ny lalàna manokana azy dia ny Fitsarana Tampony no mitsara ny olana mikasika ny fahefa-mitsara eo amin'ny fitsarana roa avy amin'ny antokom-pitsarana samihafa.

Andininy 126.- Ny Fitsarana Fandravana no manara-maso ny fampiharan'ireo antokom-pitsarana misahana ny ady madio sy ady heloka ny lalàna.

Akoatra ireo fahefana eken'ny lalàna manokana hosahininy dia izy no manapaka ny amin'ny fangatahana fandravana atao amin'ny didy navoakan'ireo antoko-pitsarana izay tsy misy intsony fampakarana azo atao aminy.

Andininy 127.- Tsy tohinina ny fahefana manokana voalazan'ny lalàna, ny Filankevi-panjakana no manamarina ny maha ara-dalàna ny sora-panekena ataon'ny Fitondran-draharaham-panjakana sy ny sora-panjakana ary mitandro ny fampiharan'ny antoko-pitsarana misahana ny ady atao amin'ny Fanjakana ny lalàna.

Ny Filankevi-panjakana, araka ny fepetra faritan'ny lalàna fehizoro no :

- 1° mandinika ny fampakarana fitsarana ambony ny fanamarinana ny maha ara-dalàna ny sora-panekena nataon'ny manam-pahefana ao amin'ny Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ;
- 2° mitsara ny fangatahana fanafoanana ny fanapahana noraisin'ny manam-pahefana ao amin'ny fitondran-draharaha foibe, ny fangatahana famerenan-jo noho ny fahavoazana vokatry ny asan'ny fitondran-draharaham-panjakana, ny fitarainana amin'ny fifanolanana mikasika ny hetra ;
- 3° mitsara ny fampakarana fitsarana ambony na ny fandravana ireo didy navoakan'ny fitsarana misahana ny ady atao amin'ny Fanjakana na antokom-pitsarana misahana ny ady atao amin'ny Fanjakana manana fahaizana manokana.

Izy no mitsara ireo raharaha sasantsasany ifanolanana amin'ny fifidianana.

Azon'ny Praiminisitra sy ny mambra ao amin'ny Governemanta atao ny maka hevitra aminy mba hanomezany ny heviny, mikasika ny volavolan'ny rijan-tenin-dalàna sy ny didy amam-pitsipika ary ny fifanarahana na momba ny fivoasana ny voalazan'ny lalàna sy ny didy amam-pitsipika.

Araka ny fangatahan'ny Praiminisitra dia afaka mandinika rijan-tenin-dalàna mikasika ny fandaminana, ny fomba fiasa sy ny andraikity ny sampan-draharaham-panjakana izy.

Andininy 128.- Ny Fitsarana momba ny Kaonty no :

- 1° mitsara ny kaontin'ireo mpitam-bolam-panjakana ;
- 2° manara-maso ny fanatanterahana ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana sy ny tetibolan'ny antokon-draharaha miankina amin'ny Fanjakana ;
- 3° manara-maso ny kaonty sy ny fitantanana ny orinasam-panjakana ;
- 4° mitsara ny fampakarana ambony natao tamin'ireo didim-pitsarana navoakan'ny fitsarana momba ny fitantanam-bolam-panjakana na ireo antokon-draharaham-panjakana miendrika fitsarana ;
- 5° manampy ny Antenimiera sy ny Governemanta eo amin'ny fanaraha-maso ny fanatanterahana ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana.

Andininy 129.- Ny Fitsarana Tampony dia mandefa tatitra isan-taona momba ny asa nosahaniny any amin'ny Filohan'ny Repoblika, ny Praiminisitra, ireo Filohan'ny Antenimiera toa tonta sy ny Minisitra miandraikitra ny Fitsarana ary ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara.

Io tatitra io dia tsy maintsy avoaka amin'ny Gazetim-panjakana amin'ny taona manaraka ny fikatonan'ny taom-pitsarana voakasika.

Andininy 130.- Ny Filoha Voalohany, ny Tonia mpampanoa ao amin'ny Fitsarana Ambony dia tendrena eo amin'ny Filankevitry ny Minisitra amin'ny alàlan'ny didim-panjakana noraisin'ny Filohan'ny Repoblika araka ny tolokevity ny Filankevitra Ambony momba ny Mpitsara raha azo atao avy amin'ireo mpitsara tranainy indrindra ao amin'ny laharana ambony indrindra ao amin'ny antokom-pitsarana misahana ny ady madio sy ady heloka atao amin'ny Fanjakana ary ny fitantanam-bolam-panjakana.

TOKO IV

Ny amin'ny Fitsarana Avo

Andininy 131.- Ny Filohan'ny Repoblika dia tsy tompon'andraikitra noho ny zavatra natao teo amin'ny asany na teo ampanaovana ny raharahany afa-tsy ny amin'ny famadihana Tanindrazana, ny fandikana bevava na ny fandikana miverimberina ny Lalàmpanorenana, ny tsy fanatanterahana ny andraikiny hita miharihary fa tsy mifanaraka amin'ny fisahanana ny asany.

Ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona no afaka miampanga azy amin'ny alàlan'ny latsabato misaraka atao ampahibemaso ary lanian'ny roa ampahatelon'ny mpikambana ao aminy.

Azo tsaraina eo anoloan'ny Fitsarana Avo izy. Ny fiampangana dia mety hiafara amin'ny fanonganana amin'ny asa mahavoafidy azy.

Andininy 132.- Raha misy ny fanonganana ny Filohan'ny Repoblika dia ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana no mizaha fototra ny fahabangan'ny toeran'ny Filohan'ny Repoblika ; hatao ny fifidianana Filoha vaovao araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-47 etsy ambony. Ny Filoha voaongana dia tsy mahazo milatsaka hofidina intsony amin'izay rehetra mety ho asan'olom-boafidim-bahoaka.

Andininy 133.- Ireo Filohan'ny Antenimiera, ny Praiminisitra, ny mpikambana hafa ao amin'ny Governemanta ary ny Filohan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana dia tompon'andraikitra itataovam-pamaizana noho ny zava-natao teo amin'ny asany ka voatondro ho heloka bevava na heloka tsotra tamin'ny fomba nanaovana izany, ka ny Fitsarana Avo no mitsara azy.

Ny Antenimierampirenena no afaka miampanga azy ireo amin'ny alàlan'ny latsabato misaraka atao ampahibemaso lanian'ny antsasa-manilan'ny mpikambana ao aminy.

Ny Tonian'ny Fampanoavan'ny Fitsarana Tampony no manao ny fanenjehana.

Andininy 134.- Ireo Filohan'ny Antenimiera, ny Praiminisitra, ny mpikambana hafa ao amin'ny Governemanta ary ny Filohan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana dia azo tsarain'ny antokom-pitsarana momba ny lalàna ifampitondran'ny daholobe momba ny fandikan-dalàna notanterahina ivelan'ny fotoana nanaovany ny asany.

Ny Tonian'ny Fampanoavan'ny Fitsarana Fandravana no manao ny fanenjehana.

Amin'izany raha misy ny heloka tsotra, ny antokom-pitsarana famaizana mahefa dia tarihin'ny Filohan'ny Fitsarana, ary raha misy ny tsy fahafahany dia filoha lefitra iray no mitarika izany.

Ampiharina koa amin'ireo solombavambahoaka, loholona ary ny mpikambana ao amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ny fepetra voalazan'ireo andalana telo etsy aloha.

Andininy 135.- Manana fahefana feno sy tanteraka hitsara ny Fitsarana Avo.

Andininy 136.- Misy mpikambana iraika ambinifolo ao amin'ny Fitsarana Avo . Ireto avy izy ireo :

- 1°ny Filoha Voalohan'ny Fitsarana Tampony, Filoha izay soloin'ny Filohan'ny Fitsarana Fandravana avy hatrany raha misy tsy fahafahany ;
- 2°ny Filohan'ny Rantsana roa avy ao amin'ny Fitsarana Fandravana sy mpisolo toerana roa tendren'ny Fivoriamben'io Fitsarana io ;
- 3°Filoha voalohany roa avy amin'ny Fitsarana Ambony sy mpisolo toerana roa tendren'ny Filoha Voalohan'ny Fitsarana Tampony ;
- 4°Solombavambahoaka tompon-toerana roa sy solombavambahoaka mpisolo toerana roa nofidin'ny Antenimierampirenena amin'ny fiantombohan'ny fe-potoana fanaovan-dalàna ;

- 5° Loholona roa tompon-toerana roa sy loholona mpisolo toerana roa nofidin'ny Antenimierandoholona amin'ny fiantombohan'ny fe-potoana fanaovan-dalàna ;
- 6° mpikambana roa tompon-toerana sy mpikambana roa mpisolo toerana avy amin'ny Filankevitra Ambony momba ny fiarovana ny demokrasia sy ny Fanjakana tandalàna.

Ny Tonia Mpampanoa ao amin'ny Fitsarana Tampony ampian'ny iray na maromaro amin'ireo mpikambana ao amin'ny fampanoavana iadidiany no misolo tena ny fampanoavana. Raha misy tsy fahafahanan'ny Tonia Mpampanoa dia ny Tonia Mpampanoa ao amin'ny Fitsarana Fandravana no misolo toerana azy.

Ny lehiben'ny Firaiketan-draharahan'ny Fitsarana Tampony no mpirakidraharahan'ny Fitsarana Avo. Izy no mitazona ny firaketana an-tsoratra. Raha misy tsy fahafahany dia ny lehiben'ny firaketan-draharahan'ny Fitsarana Fandravana no misolo azy.

Ny fandaminana sy ny paika arahina manoloana ny Fitsarana Avo dia feran'ny lalàna fehizoro.

LOHATENY IV

NY AMIN'NY FIFANEKENA SY FIFANARAHANA

IRAISAM-PIRENENA

Andininy 137.- Ny Filohan'ny Repoblika no mifampiraharaha sy mankato ny fifanekena. Ampahafantarina azy izay fifampiraharaha rehetra hiandraiketana fifanekena iraisam-pirenena tsy liana fankatoavana.

Tsy maintsy lalàna no manome alàlana amin'ny fankatoavana na fanekena ny fifanekem-pihavanana, ny fifanekem-barotra, ny fifanekena na fifanarahana mikasika ny fandaminana iraisam-pirenena, ireo izay mampiditra andraikitra ho hefaina amin'ny volampanjakana tafiditra amin'izany ny fisamboram-bola avy any ivelany, ireo izay manova ny fepetra miendrika lalàna, ireo izay mikasika ny fitoetry ny olona, fifanekena tsy hifanafika, ireo izay manova ny faritry ny tanim-pirenena.

Alohan'izay fankatoavana rehetra atao, dia atolotry ny Filohan'ny Repoblika ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana ireo fifanekena, mba hohamarinina raha mifanaraka amin'ny Lalàmpanorenana. Raha misy tsy fifanarahana amin'ny Lalàmpanorenana, dia tsy azo atao ny fankatoavana raha tsy aorian'ny fanovàna izany.

Raha vantany vao navoaka ho fantatry ny besinimaro ny fifanekena na ny fifanarahana nankatoavina na nekena ara-dalàna dia manan-kery mihoatra noho ny lalàna raha toa ampiharin'ny ankilany ny fifanarahana na ny fifanekena tsirairay.

Izay rehetra fifanekena misy an'i Madagasikara amin'ny fikambanana irotsahana eto amin'ny faritra dia tsy maintsy aroso amin'ny fakana ny hevitra ny vahoaka amin'ny alàlan'ny fitsapa-kevi-bahoaka.

Andininy 138.- Ny Praiminisitra no manao ny fifampiraharaha sy manao sonia ny fifanarahana iraisam-pirenena tsy ilàna fankatoavana.

**LOHATENY V
NY AMIN'NY FANDAMINANA
NY FIADIDIANA NY LAFIN-TANY**

**ZANA-DOHATENY VOALOHANY
NY AMIN'NY FEPETRA ANKAPOBE**

Andininy 139.- Ireo Vondrom-bahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana, manana zo aman'andraikitra eken'ny lalàna ary mizaka tena ara-pitantanana sy ara-bola, no sehatra eo amin'ny rafi-pitondrana ahazoan'ny olom-pirenena mandray anjara amin'ny fitantanana ny raharaham-bahoaka ary miantoka ny fanehoana izay fahasamihafana misy eo amin'izy ireo sy ny mampiavaka azy.

Lalàna no mamaritra ny fari-pananany izay ahitana ny fananana ampiasaina ho amin'ny tombontsoam-bahoaka sy ny fanana manokana.

Ny tany tsy hita tompo sy ireo tsy manan-tompo dia anisan'ny fananana tantanan'ny Fanjakana.

Andininy 140.- Manana fahefana handray didy enam-pitsipika ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana.

Ny Fanjakana no mitandro ny tsy hisian'ny fifanipahan'ny didy enam-pitsipiky ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana iray amin'ny tombontsoan'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana iray hafa.

Ny Fanjakana no miahy ny hisian'ny fampandrosoana mirindra eo amin'ireo Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana rehetra mifototra amin'ny firaisankinam-pirenena, ny harena azo trandrahana ananan'ny faritra tsirairay avy ary fifandanjana isam-paritra amin'ny alàlan'ny fepetra hisian'ny fifampitsinjarana mifanentana.

Handraisana fepetra manokana ho an'ny fampandrosoana ireo faritra izay tratra aoriana, anisan'izany ny famoronana tahiry manokan'ny firaisan-kina.

Andininy 141.- Ireo Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ampian'ny Fanjakana no mitandro indrindra ny filaminam-bahoaka, ny fiarovana ny fiaraha-monina, ny fitantanana-draharaha, ny fanajariana ny tany, ny fampandrosoana ara-toekarena, ny fiarovana ny tontolo iainana ary ny fanatsarana ara-toekarena, ny fiarovana ny tontolo iainana ary ny fanatsarana ny fari-piainana.

Amin'ireo lafiny voalaza ireo dia ny lalàna no mametra ny fitsinjarana ny fari-pahefana izay mitsinjo ny tombontsoam-pirenena sy ny tombontsoa eo an-toerana.

Andininy 142.- Mizaka tena ara-bola ireo Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana.

Mamolavola sy mitantana ny tetibolany izy ireo, araka ny feni-kevitra ampiharina amin'ny fitantanana ny volam-panjakana.

Vatsiana amin'ny loharanom-bola maro samihafa ny tetibolan'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana.

Andininy 143.- Ny Kaominina, ny Faritra ary ny Faritany no Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana eto amin'ny Repoblika.

Ny famoronana sy ny famaritana ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana. Isanisany dia tsy maintsy mifototra amin'ny fitoviana eo amin'ny toe-tany, toekarena, sosialy ary kolontsaina. Ny lalàna no mamaritra izany.

Andininy 144.- Mitondra tena malalaka ireo Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana. Amin'ny alàlan'ny Antenimierany izay mandamina amin'ny fanapahan-kevitra ataony ireo tandrifim-pahefana omen'ity Lalàmpanorenana ity sy ny lalàna azy ireo.

Tsy tokony mifanohitra amin'ny Lalàmpanorenana sy ny didy aman-dalàna izany fanapahan-kevitra izany.

Andininy 145.- Ny fisoloantena ny Fanjakana eo anivon'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana dia fehezin'ny lalàna.

Andininy 146.- Ny Fanjakana dia miandraikitra ny fampiharana ireto fepetra manaraka ireto :

- fitsinjarana ny fari-pahefana eo amin'ny Fanjakana sy ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ;
- fitsinjarana ny loharanom-bola eo amin'ny Fanjakana sy ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ;
- fitsinjarana ny raharaham-panjakana eo amin'ny Fanjakana sy ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana.

Andininy 147.- Ny fidiram-bolan'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana dia ahitana indrindra :

- ny vola azo avy amin'ny hetra sy haba nolanian'ny Filankevitra ary takiana mivantana harotsaka amin'ny tetibolan'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana. ; lalàna no mamaritra ny karazana sy ny sanda ambony indrindra amin'ireny hetra sy haba ireny izay hijerena indrindra ny andraikitra iantsorohan'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana sy ny loloha araketra ankapobe mitambesatra amin'ny Firenena ;
- ny anjara tokony ho azy avy hatrany amin'ny vola azo amin'ny hetra sy ny haba miditra ao amin'ny tetibolan'ny Fanjakana ; izany anjara izany izay sintonina amin'ny fotoana famoriana ny vola dia faritan'ny lalàna arakaraka ny isan-jato izay ijerena ny andraikitra sahanin'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana amin'ny ankapobeny sy isam-batan'olona ary hiantohana ny fampandrosoana ara-toekarena sy ara-tsosialy mifandanja eo amin'ireo Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana rehetra menarana ny tanimpirenena ;
- ny vola vokatry ny fanampiana avy amin'ny Fanjakana voatokana na tsia ho amin'ny asa ary nomena avy amin'ny tetibolan-panjakana ho an'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana rehetra na ny iray amin'izy ireo ka atao mifandanja amin'ny toe-javatra manokana misy eo aminy, na hanonerana, ho an'ireo Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ireo, ny andraikitra ara-

bola hateraky ny fandahan'asa na tetikasa notapahin'ny Fanjakana ary tanterahan'ireo Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ;

- ny vola azo avy amin'ny fanampiana avy any ivelany ka tsy averina sy ny vola azo avy amin'ny fanomezana nomena ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana ;
- ny vola miditra avy amin'ny fananany ;
- ny fisamboram-bola izay ferana araka ny lalàna ny fepetra momba izany.

ZANA-DOHATENY II NY AMINNY RAFITRA TOKO VOALOHANY

Ny amin'ny Kaominina

Andininy 148.- Ny Kaominina dia ao anatin'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjaram-pahefana fototra.

Ny Kaominina dia atao hoe ambonivohitra na ambanivohitra araka ny fijerena ny fototra misy azy eo amin'ny lafiny mponina lasa nohatsaraina na tsia ny tanàna.

Andininy 149.- Ny Kaominina dia mandray anjara amin'ny fampanandrosoana ara-toekarena, ara-tsosialy, ara-kolotsaina sy momba ny tontolo iainana eo amin'ny fari-piadidiam-paritra ao aminy. Ny fari-pahefany dia mikasika indrindra ny feni-kevitra ny Lalàmpanorenana sy ny lalàna ary koa ny feni-kevitra momba ny fanatonana ny vahoaka, ny fampivoarana ary ny fiarovana ny tombontsoan'ny mponina.

Andininy 150.- Ny Kaominina dia afaka mivondrona ho amin'ny fanatanterahana ny tetikasa fampanandrosoana iombonana.

Andininy 151.- Ao amin'ny Kaominina, ny asa fanatanterahana sy fanapahan-kevitra dia sahanin'ny rantsa-mangaika miavaka sy nofidina tamin'ny latsabato andraisan'ny rehetra anjara mivantana.

Ny ho anisany, ny fandaminana, ny anjara raharaha ary ny fampandehanana ny rantsa-mangaika mpanatentarakana sy mpanapa-kevitra ary koa ny fomba sy ny fepetra momba ny fifidianana ny mpikambana ao aminy dia ferana araka ny lalàna.

Andininy 152.- Ny Fokonolona, nalamina ho fokontany eo anivon'ny Kaominina, no fototry ny fampanandrosoana sy ny firindrana eo amin'ny lafiny fiaraha-monina sy ny kolontsaina ary ny tontolo iainana.

Ny tompon'andraikitra ao amin'ny fokontany dia mandray anjara amin'ny famolavolana ny fandaharanasa momba ny fampanandrosoana ny Kaominina ao aminy.

TOKO II

Ny amin'ny Faritra

Andininy 153.- Miompana indrindra amin'ny lafiny toekarena sy fiaraha-monina ny andraikitr'ireo faritra.

Miara-miasa amin'ny aontokon-draharaha miankina na tsy miankina amin'ny Fanjakana, ny Faritra dia mitarika, mampiroborobo, mandrindra ary mampirindra ny fampandrosoana ara-toekarenas sy ara-tsosialy ao anatin'ny fari-piadidiana ary miantoka ny vinavinam-pandaminana, ny fanajariana ny tany ary ny fampiharana ny hetsika fampandrosoana rehetra.

Andininy 154.- Ny asa fanatanterahana dia sahanin'ny rantsamangaika tarihin'ny Lehiben'ny Faritra voafidy tamin'ny latsabato andraisan'ny rehetra anjara.

Ny Lehiben'ny Faritra no tompon'andraikitra voalohany amin'ny paik'ady sy ny fanatanterahana ny asa rehetra momba ny fampandrosoana ara-toekarena sy ara-tsosialy ao amin'ny faritra misy azy.

Izy no Lehiben'ny Fitondran-draharaham-panjakana ao amin'ny faritra misy azy.

Andininy 155.- Ny asa fanapahan-kevitra dia sahanin'ny Filankevi-paritra ka ny mpikambana ao aminy dia fidina amuin'ny alàlan'ny latsabato andraisan'ny rehetra anjara.

Ny solombavambahoaka sy ny loholona avy amin'ny fari-piadidiana samihafa any amin'ny faritra dia mpikambana avy hatrany ao amin'ny Filankevi-paritra, afaka manapa-kevitra.

Andininy 156.- Ny ho anisany, ny fandaminana, ny anjara raharaha ary ny fampandehana ny rantsa-mangaika mpanatentaraka sy mpanapa-kevitra ary koa ny fomba sy ny fepetra momba ny fifidianana ny mpikambana ao aminy dia ferana araka ny lalàna.

TOKO III

Ny amin'ny Faritany

Andininy 157.- Ireo Faritany dia Vondrombahoakam-paritra Itsinjatram-pahefana, manana zo aman'andraikitra eken'ny lalàna ary koa mahatapa-tena ara-pitondrana sy ara-bola.

Izy no miantoka ny fandrindrana sy ny fampirindrana ny asa fampandrosoana ho an'ny tombontsoan'ny faritany sy mitondra ny fampandrosoana ara-drariny sy mirindra ireo Vondrombahoakam-paritra Itsinjatram-pahefana ao amin'ny Faritany.

Ny Faritany no manatanteraka ny politika momba ny fampandrosoana ho an'ny tombontsoan'ny faritany voafaritra sy notapahina teo amin'ny filankevi-paritany.

Miara-miasa amin'ny antokon-draharaha miankina na tsy miankina amin'ny Fanjakana, ny Faritany dia mitarika, mampiroborobo, mandrindra ary mampirindra ny fampandrosoana ara-toekarena sy ara-tsosialy ao anatin'ny faritany ary miantoka, araka izany, ny vinavinam-pandaminana, ny fanajariana ny tany ary ny fampiharana ny hetsika fampandrosoana rehetra.

Andininy 158.- Ny asa fanatanterahana dia sahanin'ny rantsa-mangaika tarihin'ny Lehiben'ny Faritany voafidy tamin'ny latsabato andraisan'ny rehetra anjara.

Ny Lehiben'ny Faritany no tompon'andraikitra voalohany amin'ny paik'ady sy ny fanatanterahana ny asa rehetra momba ny fampandrosoana ara-toekarena sy ara-tsosialy ao amin'ny faritany misy azy.

Izy no Lehiben'ny Fitondran-draharaham-panjakana ao amin'ny faritany misy azy.

Andininy 159.- Ny asa fanapahan-kevitra dia sahanin'ny Filankevi-paritany ka ny mpikambana ao aminy dia fidina amin'ny alàlan'ny latsabato andraisan'ny rehetra anjara.

Ny solombavambahoaka sy ny loholona avy amin'ny fari-piadihana samihafa any amin'ny faritany dia mpikambana avy hatrany ao amin'ny Filankevi-paritany, afaka manapa-kevitra.

Andininy 160.- Ny ho anisany, ny fandaminana, ny anjara raharaha ary ny fampandehanana ny rantsa-mangaika mpanatentarakana sy mpanapa-kevitra ary koa ny fomba sy ny fepetra momba ny fifidianana ny mpikambana ao aminy dia ferana araka ny lalàna.

LOHATENY VI NY AMIN'NY FANITSIANA NY LALAMPANORENANA

Andininy 161.- Tsy misy fanitsiana azo atao amin'ny Lalàmpanorenana na dia iray aza raha tsy hita fe tena ilaina.

Andininy 162.- Ny fanitsiana raha toa ka hita fa tena ilaina dia anjaran'ny Filohan'ny Repoblika izay manapaka eo amin'ny Filankevitry ny Minisitry, na notapahin'ireo Antenimiera amin'ny latsabato misarika lanian'ny antsasa-manilan'ny roa ampahatelon'ny mpikambana no manao izany.

Ny volavola na tolokevitra fanitsiana dia tsy maintsy ankatoavin'ny telo ampahefatra ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona.

Ny volavola na tolokevitra izay nankatoavina dia aroso amin'ny fitsapan-kevi-bahoaka.

Andininy 163.- Ny maha-Repoblika ny Fanjakana, ny foto-kevitra ny maha-iray tsy anombinana ny tanim-pirenena, ny foto-kevitra ny fisarahan'ny fahefana, ny foto-kevitra ny fizakan-tenan'ny Vondrombahoakam-paritra Itsinjatram-pahefana, ny faharetana sy ny isan'ny fe-potoana iasan'ny Filohan'ny Repoblika, dia tsy azo anaovana fanitsiana.

Ny fahefana manokana ananan'ny Filohan'ny Repoblika ao anatin'ny fisehoan-javatra manokana na savorovoro politika dia tsy manome azy ny zo hanao fanitsiana ny Lalàmpanorenana.

LOHATENY VII FEPETRA TETEZAMITA SY SAMIHAFANA

Andininy 164.- Izaio Lalàmpanorenana izao dia holaniana amin'ny alàlan'ny fitsapan-kevi-bahoaka. Ampiharina izany raha vantany vao havoakan'ny Filohan'ny Fahefana Avon'ny Tetezamita hanan-kery, ao anatin'ny folo andro manaraka ny fanambarana farany ny vokatra ny fitsapan-kevi-bahoaka ataon'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana.

Andininy 165.- Ny lalàna manan-kery dia mbola mihatra hatrany amin'ireo fepetra rehetra ao aminy tsy mifanohitra amin'izao Lalàmpanorenana izao.

Ireo lalàna fehizoro sy ireo lalàna fampiharana hafa voalazan'ity Lalàmpanorenana ity dia tsy maintsy laniana amin'ny taona voalohany iasan'ny solombavambahoaka.

Ny rijan-tenin-dalàna mikasika ireo Andrim-pitondrana sy ireo rantsa-mangaika ary koa ny lalàna hafa fampiharana voalazan'ity Lalàmpanorenana ity dia ho raisina amin'ny alalan'ny hitsivolana.

Andininy 166.- Mandra-pametrahana amin'ny toerana miandalana ny Andrim-panjakana voalazan'izao Lalàmpanorenana izao, ireo Andrim-panjakana sy ireo rantsa-mangaika voalaza ho amin'ny fe-potoanan'ny Tetezamita dia manohy misahana ny asany.

Mitsahatra avy hatrany ny asan'ny Filankevitra Ambonin'ny Tetezamita sy ny Kongresin'ny Tetezamita vantany vao voafidy ny biraon'ny Antenimiera vaovao.

Eo am-piandrasana ny fametrahana amin'ny toerany ny Antenimierandoholona dia manana fahefana feno hanao lalàna ny Antenimierampirenena.

Mandrampahatongan'ny fotoana andraisan'ny Filohan'ny Repoblika vaovao ny fahefany dia manohy misahana ny asan'ny Filoham-panjakana ny Filohan'ny Fahefana Avon'ny Tetezamita.

Raha misy fahabangan-toeran'ny Filoha, na noho ny antony inona na noho ny antony inona, ny asan'ny Filoham-panjakana dia iarahan'ny Praiminisitra, Filohan'ny Filankevitra Ambonin'ny Tetezamita ary ny Filohan'ny Kongresy misahana.

Andininy 167.- Ao anatin'ny fe-potoana 12 volana manomboka ny fanolorana ny fahefana aminy mba hanajana izay voadidin'ny Lalàmpanorenana, ny Filohan'ny Repoblika dia miantso ireo Ambaratongam-pahefana mahefa hanendry ireo mpikambana ho anisan'ny Fitsarana Avo mba hanaovana, raha vao tapitra io fe-potoana io, ny fametrahana ny Fitsarana Avo. Ny andaniny na ny ankilany manana famanarihana dia afaka mampiakatra ny raharaha any amin'ny Andrim-panjakana mahefa momba ny fangatahana ny fanasaziana raha misy ny tsy fahatomombanana.

Amin'izay mikasika ny Filohan'ny Repoblika, noho ny antony manokana, ny ambaratonga mahefa dia ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana izay homen-dàlana handray ny sazy izay tokony ho noraisin'ny Fitsarana Avo raha toa izy ka efa nitsangana.

Andininy 168.- Ao anatin'ny fomba arahina momba ny fampihavanam-pirenena, dia atsangana ny Filankevitry ny Fampihavanana Malagasy izay faritan'ny lalàna ny ho ao anatiny, ny anjara raharaha ary ny fomba fampandehanana azy.

Antananarivo, faha 17 novambra 2010